



<p>ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE</p>  <p>Food and Agriculture Organization of the United Nations</p>	<p>FONDATION BILL ET MELINDA GATES</p> <p><i>BILL & MELINDA GATES foundation</i></p>	<p>BURKINA FASO Unité – Progrès – Justice</p>  <p>MINISTRE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

ANALYSE DE LA CHAÎNE DE VALEURS DES PETITS RUMINANTS AU BURKINA FASO

Rapport final



Mars 2017

TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX.....	4
SIGLES ET ABREVIATIONS	6
RESUME EXECUTIF	7
INTRODUCTION.....	12
I.....	CONTEXTE
.....	13
I.1. CONTEXTE SOCIO – ÉCONOMIQUE DU BURKINA FASO	13
I.2. CONTEXTE SECTORIEL DE L'ÉLEVAGE AU BURKINA FASO ET PLACE DES PETITS RUMINANTS	16
II.ANALYSE DE LA CHAÎNE DE VALEURS PETITS RUMINANTS	20
II.1 LE MAILLON PRODUCTION	20
2.1.1. Etat des lieux	20
2.1.1.1. <i>Les systèmes d'élevage</i>	20
2.1.1.2. <i>L'environnement de la production</i>	22
2.1.1.3. <i>Les produits</i>	26
2.1.1.4. <i>Les acteurs</i>	28
2.1.2. Analyse socioéconomique et environnementale du maillon production	41
2.1.2.1. <i>Evaluation de l'esprit d'entreprise</i>	41
2.1.2.2. <i>Evaluation et gestion des risques environnementaux</i>	43
2.1.2.3. <i>Evaluation et gestion des risques sanitaires</i>	44
2.1.2.4. <i>Incidences sur les questions sociales</i>	44
II.2 LE MAILLON TRANSFORMATION	54
2.2.1. Etat des lieux	54
2.2.1.1. <i>Les modes de transformation</i>	54
2.2.1.2. <i>L'environnement de la transformation</i>	54
2.2.1.3. <i>Les produits</i>	56
2.2.1.4. <i>Les acteurs</i>	57
2.2.2. Analyse socioéconomique et environnementale du maillon transformation	60
2.2.2.1. <i>Evaluation de l'esprit d'entreprise</i>	60
2.2.2.2. <i>Evaluation et gestion des risques environnementaux</i>	61
2.2.2.3. <i>Evaluation et gestion des risques sanitaires</i>	61
2.2.2.4. <i>Incidence sur les questions sociales</i>	62
II.3 LE MAILLON COMMERCIALISATION.....	67
2.3.1. Etat des lieux	67
2.3.1.1. <i>Les modes de commercialisation</i>	67
2.3.1.2. <i>L'Environnement des échanges commerciaux</i>	68
2.3.1.3. <i>Les produits</i>	71
2.3.1.4. <i>Les acteurs</i>	76
2.3.2. Analyse socioéconomique et environnementale du maillon commercialisation.....	78
2.3.2.1. <i>Evaluation de l'esprit d'entreprise</i>	78
2.3.2.2. <i>Evaluation et gestion des risques environnementaux</i>	80
2.3.2.3. <i>Evaluation et gestion des risques sanitaires</i>	80
2.3.2.4. <i>Incidence sur les questions sociales</i>	80
III.VOIES DE PROMOTION DE CHAÎNE DE VALEURS DES PETITS RUMINANTS AU BURKINA FASO	85
III.1. ACTIONS PRIORITAIRES	85
III.2. CHOIX DES REGIONS ET DES LEVIERS POUR LA PROMOTION D'UNE	

FILIERE PETITS RUMINANTS	86
Projet 1. Amélioration de la compétitivité du marché à l'exportation des petits ruminants sur pieds du Burkina Faso.....	87
Projet 2. Amélioration de la compétitivité du marché à l'exportation de la viande des petits ruminants du Burkina Faso	88
Projet 3. Contrôle des pathologies majeures chez les petits ruminants par une approche intégrée au Burkina Faso	90
CONCLUSION	91
Références bibliographiques	93
ANNEXES	95
Annexe 1. Concepts notes des projets pilotes partenariat public/privé.....	95
Annexe 2. Liste des acteurs de la filière rencontrés	111
Annexe 3. Paramètres zootechniques des petits ruminants	112
Annexe 4 : Localisation des unités de production d'aliments bétail au Burkina Faso.....	113

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Répartition des petits ruminants selon le type d'habitat.....	26
Tableau 2. Estimation de la production de lait de chèvre dans la Région du Sahel.....	28
Tableau 3. Part des crédits bancaires consacrés à l'élevage (en millions de FCFA)	41
Tableau 4. Caractérisation des acteurs du maillon production selon la logique d'entreprise au Burkina Faso	42
Tableau 5. Classification des petits ruminants vendus sur les marchés à bétail	43
Tableau 6. Estimation de la main d'œuvre occupée par les systèmes agropastoraux	46
Tableau 7. Dépenses de consommation par membres des ménages ruraux selon le niveau relatif de l'activité d'élevage de bétail (en F CFA).....	48
Tableau 8. Contribution des éleveurs à la valeur ajoutée de la chaîne de valeurs des petits ruminants.....	48
Tableau 9. Forces, faiblesses opportunités et menaces du maillon production de la chaîne de valeurs petits ruminants.....	51
Tableau 10. Equipement des communes en infrastructure d'abattage.....	57
Tableau 11. Estimations de la production de viande des petits ruminants en 2014 au Burkina Faso	57
Tableau 12. Caractérisation des acteurs selon la logique d'entreprise.....	61
Tableau 13. Contribution des transformateurs à la chaîne de valeur des petits ruminants (source : Elaboration de données de l'Etude à partir l'Etude de l'IRI, 2014).....	64
Tableau 14. Forces, faiblesses, opportunités et menaces du maillon de la transformation.....	66
Tableau 15. Valeur des exportations de petits ruminants du Burkina Faso ((Valeur exportée en *1000USD)- 2010-2015).....	74
Tableau 16. Caractérisation des acteurs selon la logique d'entreprise.....	80
Tableau 17. Contribution des commerçants à la valeur ajoutée de la chaîne de valeurs des petits ruminants (Source : élaboration à partir des données de ILRI, 2014).....	82
Table 18. Forces, faiblesses, opportunités et menaces du maillon de la commercialisation....	84

LISTE DES FIGURES

Figure 1. Projection de l'évolution des effectifs des caprins et ovins de 2016 à 2020 en milliers de têtes (source : Elaboration de données recueillies de l'Etude à partir des données de l'annuaire statistique 2014)	26
Figure 2. Importance du cheptel petits ruminants en 2015 selon les régions administratives au Burkina Faso (source : Elaboration de données recueillies de l'Etude à partir des données de l'annuaire statistique 2014)	27
Figure 3. Cartographie des acteurs impliqués dans le segment de la viande de petits ruminants (Source : Elaboration de données recueillies de l'Etude)	30
Figure 4. Cartographie des systèmes d'accès aux produits & services vétérinaires pour les produits stratégiques.....	34
Figure 5. Cartographie des systèmes d'accès aux produits & services vétérinaires	38
Figure 6. Cartographie du circuit de production et de distribution des Sous-Produits Agro-Industriels (SPAI).....	40
Figure 7. Cartographie des relations entre les acteurs du maillon de la transformation	59
Figure 8. Offres et ventes des petits ruminants (têtes) dans quelques marchés à bétail du Burkina Faso (Source : Elaboration de données recueillies de l'Etude)	71
Figure 9. Nombre de têtes de petits ruminants exportés du Burkina Faso selon la destination des exportations des animaux sur pieds (source : Elaboration de données de l'Etude à partir de l'annuaire statistiques).....	72
Figure 10. Evolution des exportations des peaux de petits ruminants au Burkina Faso	74
Figure 11. Cartographie des interrelations en les acteurs du maillon de la commercialisation	77

SIGLES ET ABREVIATIONS

AFO	:	Abattoir frigorifique de Ouagadougou
CAPES	:	Centre d'analyse des politiques économiques et sociales
CNA	:	Chambre nationale d'agriculture
CNRST	:	Centre national de recherche scientifique et technologique
CRA	:	Chambre régional d'agriculture
CTA	:	Cellule technique d'appui
DGPA	:	Direction générale des productions animales
DGPER	:	Direction générale de la promotion de l'économie rurale
DGSV	:	Direction Générale des Services Vétérinaires
DVOAP	:	Direction de la vulgarisation de l'organisation et de l'appui aux producteurs
ENEC II	:	2 ^{ème} enquête nationale sur les effectifs du cheptel
EPA	:	Enquête permanente agricole
FAO	:	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FCFA	:	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FEB	:	Fédération des éleveurs du Burkina
IDH	:	Indice de développement humain
IDR	:	Institut du développement rural
IEPC	:	Initiative élevage pauvreté et croissance
INSD	:	Institut national des statistiques et de la démographie
LORP	:	Loi d'orientation relative au pastoralisme
MEF	:	Ministère de l'économie et des finances
MRA	:	Ministère des ressources animales
MRAH	:	Ministère des ressources animales et halieutiques
OMS	:	Organisation mondiale de la santé
ONAC	:	Office nationale du commerce extérieur
ONG	:	Organisation non gouvernementale
P2RS	:	Programme de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel
PADAB	:	Programme d'appui danois à l'agriculture au Burkina Faso
PAFASP	:	Programme d'appui aux filières agro-sylvo-pastorales
PIB	:	Produit intérieur brut
PNDEL	:	Politique nationale de développement durable de l'élevage
PNDES	:	Plan national de développement économique et social
PNUD	:	Programme des nations unies pour le développement
PPR	:	Peste des petits ruminants
PR	:	Petit ruminant
RBM	:	Réseau 'Billital Maroobe'
RECOPA	:	Réseau de communication sur le pastoralisme
SCADD	:	Stratégie de croissance accélérée et de développement durable
SNAG	:	Stratégie nationale d'amélioration génétique
SNSAC	:	Stratégie nationale de sécurité alimentaire du cheptel
SPAI	:	Sous-produit agro-industriel
SWOT	:	Strengths Weaknesses opportunities and threats
ZATE	:	Zone d'appui technique en élevage

RESUME EXECUTIF

Au Burkina Faso, le poids du secteur primaire à la formation du PIB a varié de 1994 à 2014 entre 28 et 31% traduisant ainsi le fait qu'il n'y a pas de transformation de la structure de la production qui reste caractérisée par une faible évolution de la productivité du secteur rural. (PNDES, 2016). Cette situation explique en partie l'incidence de la pauvreté en milieu rural (55%) alors qu'elle se situe à 12,2% en milieu urbain pour un niveau national de 39,9%.

L'élevage occupe une place économique majeure au Burkina Faso car pratiqué par plus de 80% des ménages. Les performances du sous-secteur de l'élevage sont en grande partie réalisées par l'élevage extensif qui assure 90% de la production de viande, 95% du lait et la quasi-totalité des ruminants exportés (MRA/PNUD, 2011). En termes absolus, la création de richesse directement imputable au sous-secteur de l'élevage a été estimée à 651,7 milliards de FCFA en 2008. La contribution relative du sous-secteur de l'élevage au Produit Intérieur Brut (PIB) a varié entre 18,3% et 19,5% sur la période 2001 à 2008 (MRA - PNUD, 2011). Les produits de l'élevage occupent le second rang en termes de valeur des exportations dans le secteur primaire après le coton. Sur la période 2001 à 2008, l'activité d'élevage est de loin celle qui apporte la plus grande contribution du sous-secteur de l'élevage à la création de richesse (66,1% en 2008). A cela s'ajoutent les activités de commerce de produits animaux pour 6,7% et les activités d'abattage, de transformation et de conservation de viandes qui apportent 4,9%, (MRA/PNUD, 2011). En outre, le sous-secteur de l'élevage contribue énormément à la production agricole au Burkina Faso en fournissant aux agriculteurs de la fumure organique nécessaire pour améliorer les rendements agricoles, ainsi que la force de travail à travers la traction animale.

Au plan micro économique, l'enquête sur les conditions de vie des ménages de 2003 a révélé qu'environ 38,8% des revenus monétaires des ménages ruraux proviennent de l'élevage (MRA/PNUD, 2011). De plus l'activité d'élevage occupe une place importante dans la stratégie de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté dans les ménages ruraux. En effet, les incidences de recours à l'élevage pour la couverture des besoins alimentaires, de santé et de scolarisation des enfants sont respectivement de 56,1%, 42 % et 16% en 2007 et 2008. Les activités d'élevage jouent un rôle déterminant dans les stratégies que les ménages ruraux utilisent pour faire face à d'éventuels déficits céréaliers. En effet, dans les régions de vulnérabilités alimentaires généralisées où l'activité d'élevage est relativement importante par rapport à la moyenne (2,5 têtes de bétails/ménages), les proportions des ménages ruraux vivant dans une insuffisance alimentaire sont inférieures à la moyenne (26,7%) (MRA/PNUD, 2011). Au plan nutritionnel la consommation moyenne par habitant en produits de l'élevage atteignait en 2001 approximativement 11,2 kg de viande, 17,4 litres de lait (MRA /PNUD, 2011).

Selon l'annuaire statistique de l'élevage 2014 (MRA, 2015), l'effectif du cheptel burkinabé est constitué entre autres de plus de 23 millions de petits ruminants dont 9 278 000 ovins et 13 891 000 de caprins.

Dans le domaine de la *production*, les petits ruminants élevés au Burkina Faso le sont selon un système majoritairement extensif avec la pratique faible de la transhumance. Ce système fournit la grande majorité des productions de viande et de lait malgré la faible productivité par tête. L'élevage semi intensif est pratiqué par 11,7% des éleveurs d'ovins et 8,2% des éleveurs de caprins. L'élevage intensif reste marginal et concerne surtout l'espèce ovine avec moins de 2% des éleveurs. Les infrastructures de production restent très insuffisantes (espace et aménagement pastoraux peu sécurisés et peu valorisés, habitat sommaire ou inexistant). Ce maillon regroupe selon l'espèce entre 94 et 98% des acteurs de la chaîne de valeur des petits ruminants qui contribuent à hauteur de 60 à 63% à la valeur ajoutée totale (ILRI, 2014). L'alimentation et la santé des animaux sont les principales contraintes. L'amélioration de la productivité reste un défi à relever dans un contexte de surcharge pastorale, de persistance de pathologie comme la pasteurellose et de réémergence de certaines maladies comme la Peste des Petits Ruminants (PPR).

Les acteurs du maillon de la *transformation* représentent environ 0,5% de l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeurs. Le très faible niveau de l'activité de transformation des animaux reste la principale caractéristique du maillon. Le principal produit de la transformation est la viande fraîche qui alimente essentiellement le marché national et la peau dont la seule unité de transformation industrielle est fermée depuis octobre 2014. La charcuterie reste embryonnaire et urbaine, essentiellement à cause de la faiblesse de la chaîne de froid. Les infrastructures structurantes de transformation (abattoirs frigorifiques, abattoirs, aires d'abattage) sont insuffisantes et ne sont pas conformes aux normes. Sous la responsabilité des collectivités territoriales, leur gestion se fait avec les acteurs peu organisés et souvent divisés par des conflits internes, ce qui les rend incapables d'influencer les décisions relatives à la gestion des infrastructures en particuliers et à leur prise en compte dans les appuis/accompagnements par les services techniques de l'Etat. Malgré un marché extérieur réel, les infrastructures de production de viande ne sont pas au niveau minimum de normes requises pour contribuer à son développement.

Fortement dominé par les échanges d'animaux sur pied le maillon *commercialisation* s'organise autour d'un vaste réseau de marchés d'échanges qui permet la collecte des animaux depuis le village et leur regroupement successif jusqu'aux marchés de consommation et d'exportation. Les infrastructures de commercialisation restent insuffisantes et parfois mal exploitées. Le commerce des peaux auparavant solidement organisé autour de l'unique unité industrielle de transformation (TAN-ALIZ), s'est effondré après sa fermeture en octobre 2014. Les acteurs de la commercialisation représentent environ 0,8% de l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeurs.

La filière petits ruminants dans sa globalité évolue dans un environnement marqué par :

- des actions multiples et volontaristes de l'Etat qui, malheureusement ne sont pas soutenues par des investissements financiers conséquents ;

- une politique de subvention des intrants alimentaires et des équipements de production fortement appréciée par les producteurs mais les faibles quantités produites annihilent l'impact positif recherché ;
- l'insuffisance des infrastructures structurantes à tous les niveaux (production, transformation, commercialisation) ;
- des conditions d'accès au crédit pour l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur des petits ruminants inappropriées ;
- un secteur privé peu développé et caractérisé surtout par son caractère informel (fourniture d'aliments, de service de transport, ...) ;
- un marché national et surtout sous régional important et en constante croissance.

La multitude d'acteurs directs qui anime les maillons (production, transformation et commercialisation) se caractérise par :

- la pléthore d'organisations non fonctionnelles et le faible niveau de fonctionnalité de celles existant ;
- des conflits de leadership qui prennent le dessus sur les missions essentielles ;
- une faible capacité technique des acteurs dans leur ensemble et particulièrement ceux des maillons transformation et commercialisation ;
- de faibles alliances productives tant au niveau verticale (entre maillon) que horizontale (entre acteurs du même maillon).

Les *leviers* du développement de la filière reposent pour l'essentiel sur le marché (animaux sur pied et viande) et plus précisément le marché extérieur qui influence constamment le prix au producteur et par conséquent les prix sur l'ensemble de la chaîne. Tenant compte des potentialités des différentes régions du Burkina Faso en rapport avec la chaîne de valeurs des petits ruminants, deux régions sont proposées pour abriter le développement éventuel de ces projets pilotes. Ce sont les régions du Centre (Ouagadougou) et de l'Est (Fada N'Gourma).

Après l'analyse de la situation de la filière petits ruminants au Burkina Faso, les trois projets pilotes suivants pourront être développés :

Projet 1. Amélioration de la compétitivité du marché à l'exportation des PR du Burkina Faso

L'exportation d'animaux et de produits animaux représente annuellement environ 26% des exportations totales en valeur du Burkina Faso. Les statistiques de 2010 à 2014 indiquent que le Ghana est la première destination des petits ruminants sur pieds du Burkina, suivi de la Côte d'Ivoire, du Bénin, du Niger et du Togo. L'évolution positive de la demande sous régionale de viande du fait essentiellement de la croissance économique (6,4% l'an pour la zone UEMOA entre 2012 et 2015) et au croît de la population (>3% l'an pour la zone UEMOA) augure de bonnes perspectives pour le Burkina qui est soucieux de renforcer sa position d'exportateur sur les marchés traditionnels, de mieux pénétrer certains marchés (Nigéria) voire même conquérir de nouveaux (Afrique centrale).

L'Objectif général du projet est de contribuer à l'amélioration des performances du système de production et de commercialisation dans la sous-région pour une meilleure compétitivité

des PR sur pied d'origine Burkinabè. Le projet pilote sera développé dans la Région de l'Est (Fada N'Gourma) car cette région est traditionnellement réputée pour l'embouche des petits ruminants, a un effectif de PR estimé en 2016 à 2 567 000 têtes et se place en termes d'effectifs, en quatrième position après les régions du Sahel et du Centre-Ouest et du Centre Nord. En, outre la région fait frontière avec les régions du Centre Est et du Sahel et possède de ce faite toutes les races de petits ruminants existantes dans le Pays. Si, le projet est financé il sera ultérieurement mis en œuvre dans cette région en connexion avec d'autres régions.

Le projet comprend quatre composantes et sera mis en œuvre pendant 4 ans. Le coût du projet est d'environ 4 700 000 USD soit environ 2 820 000 000 FCFA.

Les Partenaires techniques et financiers pour la mise en œuvre d'un tel projet pourraient être la Fondation Bill et Melinda Gates, la FAO, la CEDEAO, l'UEMOA, l'UE, les coopérations bilatérales avec le Burkina; les organisations des acteurs de la filière petits ruminants au niveau national et sous régional (COFENABVI, Interprofession bétail viande, ...).

Projet 2 : Amélioration de la compétitivité du marché à l'exportation de la viande de PR du Burkina Faso

La transformation des petits ruminants en viande se fait par abattage dans des infrastructures agréées (abattoirs, aires d'abattage) où les mesures d'hygiène ne respectent pas les normes. Le nombre insuffisant des infrastructures d'abattage explique en partie les abattages clandestins (72% des PR abattus).

En vue d'accompagner les acteurs, l'Etat apporte des équipements à prix subventionné, investit dans la réalisation, la mise à niveau des infrastructures et la définition de normes et encourage la création d'abattoirs privés. Parallèlement aux efforts de l'Etat, des transformateurs privés se sont investis dans des charcuteries modernes pour approvisionner le marché national et le marché extérieur. Toutes ces actions visent *in fine* à favoriser l'exportation de la viande au détriment des animaux sur pied.

Le Burkina détient un potentiel important de petits ruminants (24 584 000 tête en 2016) dont une meilleure transformation de la part exploitée peut accroître la valeur ajoutée de la filière petit ruminants.

L'objectif général du projet est de contribuer à l'amélioration de la compétitivité de la viande de petits ruminants répondant aux normes de sécurité sanitaire pour un meilleur accès aux marchés extérieurs.

Le projet sera développé dans la Région du Centre (Ouagadougou) et éventuellement mis en œuvre ultérieurement dans la dite région en connexion avec d'autres régions appropriées. Il comportera quatre composantes pour une durée de 4 ans et son coût est estimé à environ 4 200 000 USD soit 2 520 000 000 FCFA.

Les Partenaires techniques et financiers pour la mise en œuvre d'un tel projet pourraient être la Fondation Bill et Melinda Gates, la FAO, la CEDEAO, l'UEMOA, l'UE, les coopérations bilatérales avec le Burkina; les organisations des acteurs de la filière petits ruminants au niveau national et sous régional (COFENABVI, Interprofession bétail viande, ...).

Projet 3. Contrôle des pathologies majeures des petits ruminants par une approche intégrée au Burkina Faso

L'impact zoo-économique réel des différentes maladies des petits ruminants sur les revenus des éleveurs et la performance de la chaîne de valeurs des petits ruminants est malheureusement peu maîtrisé au Burkina Faso.

Quelques actions ponctuelles de projets ou d'ONGs ont visé la santé des petits ruminants. De même, les PR ont fait l'objet de campagnes nationales pilotes de vaccination contre la Peste des Petits Ruminants « PPR ») conduite en 2013 et 2014 avec l'appui de la Fondation Bill et Melinda Gates. Les résultats satisfaisants de ces interventions ponctuelles, militent à leur pérennisation pour soutenir la compétitivité des produits burkinabé dans les pays côtiers.

L'objectif général du projet sera de contribuer à l'amélioration de l'environnement zoo-sanitaire de l'élevage des petits ruminants pour leur meilleure compétitivité dans la sous-région et pour une production de qualité, répondant aux normes.

Le projet sera développé dans la Région de l'Est (Fada N'Gourma) et éventuellement mis en œuvre ultérieurement dans la dite région en connexion avec d'autres régions.

Le projet comprendra quatre composantes essentielles pour une durée de cinq (05) ans et d'un coût estimé à 6 600 000 USD soit environ 3 960 000 000 FCFA.

Les Partenaires techniques et financiers pour la mise en œuvre d'un tel projet pourraient être la Fondation Bill et Melinda Gates, la FAO, la CEDEAO, l'UEMOA, l'UE, les coopérations bilatérales avec le Burkina; les organisations des acteurs de la filière petits ruminants au niveau national et sous régional (COFENABVI, Interprofession bétail viande, ...).

INTRODUCTION

L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a bénéficié d'un financement de la Fondation Bill et Melinda Gates pour mettre en œuvre le projet «Small Ruminants Landscaping Grant (SRLG)» ou «Fonds pour la promotion de la filière petits ruminants». Ce projet vise à investiguer sur les voies et moyens pour améliorer un secteur stratégique de développement pour de nombreux pays que constitue la chaîne de valeurs petits ruminants. En effet, il est estimé que 30% des ménages ruraux vivant sous le seuil de la pauvreté dans les pays en développement élèvent des petits ruminants. Pour la plupart de ces ménages ruraux, les petits ruminants aident à faire face aux dépenses de santé (achat de médicaments), et d'alimentation (achat de céréales lors des difficultés alimentaires liées aux périodes de soudures ou à des sécheresses) et à la scolarisation des enfants. Ainsi, améliorer la productivité des élevages de petits ruminants et ouvrir des opportunités pour leur vente sur pied et celle de leurs produits, se révèlent être un point d'entrée pour la lutte contre la pauvreté et l'amélioration de la résilience des ménages pauvres dans certains pays en développement tel que le Burkina Faso.

Le SRLG vise à promouvoir la chaîne de valeurs des « petits ruminants » dans l'agenda de développement politique et d'investissements de trois pays ciblés (Burkina Faso, Ethiopie, Inde). Il devra permettre d'identifier les contraintes politiques, technologiques, logistiques et organisationnelles touchant toutes les parties prenantes et les maillons dans la chaîne de valeur petits ruminants, ainsi que les options disponibles pour réduire ces contraintes et promouvoir la chaîne de valeurs des petits ruminants.

Le présent rapport fait une analyse de la chaîne de valeurs des petits ruminants sur une base documentaire, complétée par des investigations de terrain. Le rapport est structuré en trois points essentiels :

- le contexte socio-économique du Burkina Faso et du sous-secteur de l'élevage au Burkina Faso ;
- l'analyse de la chaîne de valeurs des petits ruminants au Burkina Faso ;
- les voies de promotion de la filière petits ruminants au Burkina Faso.

I. CONTEXTE

I.1. CONTEXTE SOCIO – ÉCONOMIQUE DU BURKINA FASO

Quelques indicateurs clés

1. Superficie : 274 200 km².
2. Population : 18 931 686 habitants en 2015 (69 habitants au km²) ; 66% de moins de 25 ans et 79% vivent en milieu rural (P2RS, 2014).
3. Taux de croissance annuel moyen démographique : 3,1% (INSD, 2012).
4. Indice de développement humain (IDH) en 2014 : 0,420.
5. Taux brut de scolarisation au primaire : 83,7% en 2015 contre 45,9% en 2000 (PNDES, 2016).
6. Quotient de mortalité des enfants de moins de 5 ans : 81,6‰ en 2015 contre 219,1‰ en 1998.
7. Accès à l'eau potable en 2015 : 65% en milieu rural et de 89,9% en milieu urbain.
8. Taux de croissance annuel moyen du Produit intérieur brut (PIB) réel : 5,5% entre 2011 et 2015 (PNDES, 2016).
9. Apport du secteur primaire au PIB : entre 28 et 31%
10. Apport du secteur secondaire au PIB : entre 14% et 24%.
11. Apport du secteur tertiaire au PIB : supérieur à 45%.
12. Aide extérieure : 10 % du Produit Intérieur Brut (PIB) et 80 % des investissements publics (SCADD /MEF, 2011).
13. Le revenu par tête d'habitant n'a augmenté que d'environ 2% l'an entre 1960 et 2014.
14. 40,1% de la population vivait en-dessous du seuil de pauvreté en 2014, contre 46,7% en 2009.
15. Pauvreté : 55% en milieu rural contre 12,2% en milieu urbain pour un niveau national de 39,9%.
16. Insécurité alimentaire : plus de 20% de la population (plus de 3,5 millions de personnes) touché. (PNDES, 2016).
17. Malnutrition infantile chronique : 20,1% en 2014 contre 25,6% en 2009 (PNDES, 2016).
18. Consommation moyenne par habitant en produits de l'élevage en 2011 : 11,2 kg de viande, 17,4 litres de lait et 8,4 œufs (MRA /PNUD, 2011).

Le Burkina Faso est un pays sahélien situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest. Limité par le Mali au Nord et au Nord-Ouest, par le Niger à l'Est, par la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo et le Bénin au Sud, il s'étend sur une superficie de 274.200 km². Il abrite une population estimée en 2015 à 18 931 686 habitants (densité moyenne de 69 habitants au km²) contre 10 312 609 habitants en 1996 (RGPH, 2006).

Cette population se compose de 52% de femmes et de 48% d'hommes et se caractérise par, sa jeunesse (les jeunes de moins de 25 ans représentent 66%) et sa ruralité (79% de la population totale vivent en milieu rural) (P2RS, 2014).

Le taux annuel de croissance moyen démographique est de 3,1% (INSD, 2012). En 2014, l'Indice de développement humain (IDH) ressortait à 0,420, selon le PNUD faisant du Burkina Faso, un pays à faible niveau de développement.

Au plan social, les avancées majeures ont été enregistrées dans les domaines de la santé, de l'accès à l'éducation de base et à l'eau potable. En effet, le taux brut de scolarisation au

primaire est passé de 45,9% en 2000 à 83,7% en 2015 (PNDES, 2016).

En matière de santé, bien que les taux de mortalité infantile et maternelle soient toujours élevés par rapport aux valeurs ciblées en 2015, ces taux ont fortement reculé. Ainsi, le quotient de mortalité des enfants de moins de 5 ans est passé de 219,1‰ en 1998 à 81,6‰ en 2015.

L'accès à l'eau potable s'est également amélioré de manière conséquente à l'échelle nationale. En milieu rural, le taux d'accès est passé de 58,5% en 2011 à 65% en 2015. En milieu urbain, ce taux était de 89,9% en 2015 contre 80% en 2011.

Le niveau de contribution au PIB des secteurs sociaux (éducation, santé, protection sociale, eau et assainissement), se situe à 7,5% en 2015 contre 6,5% en 2008 (PNDES, 2016).

Au plan économique, le Burkina Faso connaît une croissance économique moyenne d'au moins 5% depuis 1994 avec un taux de croissance annuel moyen du Produit intérieur brut (PIB) réel de 5,5% entre 2011 et 2015 (PNDES, 2016). Les contributions des secteurs économiques sont marquées par une prépondérance du secteur tertiaire dont l'apport est supérieur à 45%. Le poids du secteur primaire varie entre 28 et 31% et celui du secteur secondaire, entre 14% et 24%. Cette évolution des parts sectorielles à la formation du PIB de 1994 à 2014 traduit le fait qu'il n'y a pas de transformation de la structure de la production qui reste caractérisée par une faible évolution de la productivité du secteur rural. (PNDES, 2016).

Les activités agricoles sont dominées par une agriculture de subsistance à l'échelle des petites exploitations familiales. L'entrepreneuriat rural est très faiblement développé, réduisant les possibilités de valorisation, de diversification et de commercialisation des produits nationaux. Ainsi, avec un environnement des affaires insuffisamment attractif et peu propice à l'accroissement des investissements privés, l'économie nationale est caractérisée et dominée par un secteur primaire peu productif et vulnérable, un secteur secondaire fragilisé par le déclin des industries manufacturières et un secteur tertiaire de plus en plus informel.

Le Burkina Faso reste fortement dépendant de l'aide extérieure, qui représente 10 % de son Produit Intérieur Brut (PIB) et 80 % des investissements publics (SCADD /MEF, 2011). Le revenu par tête d'habitant n'a augmenté que d'environ 2% l'an entre 1960 et 2014 ; ce qui n'a pas permis d'améliorer sensiblement les conditions de vie des burkinabé.

L'incidence de la pauvreté en milieu rural est de 55% alors qu'elle se situe à 12,2% en milieu urbain pour un niveau national de 39,9%. L'analyse des indicateurs de pauvreté monétaire indique qu'en 2014, 40,1% de la population vivait en-dessous du seuil de pauvreté, estimé à 153 530 FCFA, contre 46,7% en 2009, pour un seuil de 108 454 FCFA. Entre 2009 et 2014, le recul de la pauvreté est resté faible en milieu rural, où neuf pauvres sur dix vivaient, alors qu'en milieu urbain, l'incidence a été divisée par deux environ. Sur la même période, la pauvreté a augmenté dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Ouest, du Centre-Nord et du Nord (PNDES, 2016).

Le niveau de pauvreté connaîtrait une réduction au regard des performances de la production agricole. En effet, les performances observées entraîneraient une baisse du nombre de personnes vivant en dessous du seuil absolu de pauvreté (125 948,960 FCFA, selon l'enquête intégrale sur les conditions de vie des ménages de 2009) de 5,5% au niveau national. La

baisse attendue de la pauvreté serait plus importante en milieu rural (6,4%) qu'en milieu urbain (5,3%). Ces performances sont en deçà des cibles du PNSR ; elles visaient une baisse de 11% du niveau de la pauvreté en milieu rural (pour passer de 50,7% en 2009 à moins de 40% en 2015).

Au Burkina Faso, la vulnérabilité des ménages se traduit aujourd'hui, par plus de 20% de la population (plus de 3,5 millions de personnes) en proie à l'insécurité alimentaire. La malnutrition infantile chronique reste encore très élevée, bien qu'ayant remarquablement régressé de 25,6% en 2009 à 20,1% en 2014 (PNDES, 2016).

La stabilité de la disponibilité alimentaire est mise en mal par l'effet des aléas climatiques qui contribuent fortement à une variabilité inter annuelle de la production agricole en majorité pluviale (DGPER, 2009). La stabilité de l'accès à l'alimentation n'est toujours pas assurée surtout en période de soudure où les prix des produits flambent.

Le caractère structurel de l'insécurité alimentaire au Burkina Faso s'explique essentiellement par le faible niveau de maîtrise de l'eau, la dégradation des ressources naturelles, l'insuffisance et les mauvais états des infrastructures de communication, la faiblesse des revenus notamment en milieu rural, les difficultés d'accès aux crédits et la faiblesse de l'éducation nutritionnelle.

En termes de nutrition la consommation moyenne par habitant en produits de l'élevage atteignait en 2001 approximativement 11,2 kg de viande, 17,4 litres de lait et 8,4 œufs (MRA /PNUD, 2011).

L'Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (AGVSAN) indique que la situation nutritionnelle reste préoccupante avec des taux de malnutrition qui restent proches des seuils critiques de l'OMS, malgré les actions multiples de l'Etat et de ses partenaires au développement.

I.2. CONTEXTE SECTORIEL DE L'ÉLEVAGE AU BURKINA FASO ET PLACE DES PETITS RUMINANTS

Quelques données chiffrées

1. Population d'éleveurs : 3 624 366 en 2004, soit 30 % de la population totale du pays dont 92% vivent en milieu rural (ENEC II, 2004).
2. Effectifs du cheptel en 2014 : 9 091 000 de bovins, 9 278 000 d'ovins, 13 891 000 de caprins, 18 000 camelins, 40 000 équins, 1 137 000 asins, 2 346 000 de porcins, 33 752 000 de poules et 8 468 000 de pintades (MRA, 2015).
3. Taux d'accroissement annuel des ovins et caprins : 3 % (MRA, 2015).
4. Principales régions d'élevage des petits ruminants : Région du Sahel (14% de l'effectif national), Régions du Centre-Ouest (11,1%), Région du Centre-Nord (11,1%) et Région de l'Est (10,2%).
5. Taux d'alphabétisation de la population éleveurs : 18 % contre une moyenne nationale de 21,8 %) (PNDEL, 2010).
6. Contribution du sous-secteur élevage à la formation de la valeur ajoutée nationale : plus de 18 %.
7. Contribution aux exportations : 26 % (troisième poste d'exportation tous secteur confondu et deuxième poste dans le secteur primaire après le coton).
8. Contribution à la formation du revenu monétaire des ménages ruraux : 38,8%.
9. Systèmes d'élevage de petits ruminants : 90,9% élevés en extensif, 5,9% en semi-intensif et 3,2% en intensif.
10. Ressources issues de l'élevage d'animaux : 555,8 milliards de FCFA en 2008(MRA/PNUD, 2011).
11. Taux de croissance moyen annuel des ressources dégagées par l'activité d'élevage : 10,7%, entre 2001 et 2008. (MRA/PNUD, 2011).
12. Main d'œuvre occupé par l'élevage dans les systèmes agropastoraux : 900 000 personnes à plein temps pour la production et 60 000 à 90 000 dans la transformation et de commercialisation (IEPC, 2004).
13. L'incidence du recours des ménages à l'élevage pour des besoins alimentaires : 56,1% (MRAH/PNUD, 2011).

Selon l'annuaire statistique de l'élevage 2014 (MRA, 2015), l'effectif du cheptel burkinabé est constitué de celui des bovins (9 091 000), des ovins (9 278 000), des caprins (13 891 000), des camelins (18 000), des équins (40 000), des asins (1 137 000), des porcins (2 346 000), des poules (33 752 000) et celui des pintades (8 468 000). Cet effectif enregistre une progression constante, avec un taux d'accroissement annuel estimé à 3% pour les ovins et caprins (MRA, 2015). La population d'éleveurs a été évaluée à 3 624 366 personnes en 2004, soit 30 % de la population totale du pays (ENEC II, 2004). C'est une population qui vit en grande majorité en milieu rural (92 %) et est très faiblement alphabétisée (18 % contre une moyenne nationale de 21,8 %) (PNDEL, 2010).

L'élevage des ovins est beaucoup plus pratiqué dans le Sahel qui concentre 14% de l'effectif total. Suivent les régions du Centre-Ouest (11,1%), du Centre-Nord (11,1%) et de l'Est (10,2%). Les régions du Centre (2,4%) et des Cascades (2,5%) sont les régions où l'élevage des ovins est le moins pratiqué. Le Sahel vient en tête dans l'élevage des caprins en abritant 16% de l'effectif total. Il est suivi du Centre-Ouest (12,1%) et de l'Est (10,6%). En

considérant les deux espèces, cinq (05) régions totalisent à elles seules près de 60% de l'effectif national de petits ruminants. Ce sont par ordre d'importance le Sahel, le Centre-Ouest, le l'Est, le Centre- Nord et le Nord.

Le sous-secteur de l'élevage contribue pour plus de 18% à la formation de la valeur ajoutée nationale et pour 26% aux exportations (troisième poste d'exportation tous secteur confondu et deuxième poste dans le secteur primaire après le coton). Les performances du sous-secteur de l'élevage sont en grande partie réalisées par l'élevage extensif qui assure 90% de la production de viande, 95% du lait et la quasi-totalité des ruminants exportés (MRA/PNUD, 2011).

Le montant des ressources dégagées par la seule branche d'élevage d'animaux domestiques est de 555,8 milliards de FCFA en 2008. Ces ressources sont constituées en grande majorité (86%) de la production, estimée à 477,9 milliards de FCFA en 2008, avec 77,1 milliards de FCFA de marge commerciale et 580 millions de FCFA d'impôts sur les produits. (MRA/PNUD, 2011).

Les importations de produits d'élevage restent relativement faibles (291 millions de FCFA en 2008). Les ressources dégagées par l'activité d'élevage se sont accrues à un taux de croissance annuel moyen de 10,7%, se doublant ainsi entre 2001 et 2008. (MRA/PNUD, 2011).

En termes absolus, la création de richesse directement imputable au sous-secteur de l'élevage est estimée à 651,7 milliards de FCFA en 2008. Sur la période 2001 à 2008, l'activité d'élevage d'animaux est de loin celle qui apporte la plus grande contribution du sous-secteur de l'élevage à la création de richesse (66,1% en 2008). A cela s'ajoutent les activités de commerce de produits animaux pour 6,7% et d'abattage, de transformation et de conservation de viandes qui apportent 4,9%, (MRA/PNUD, 2011).

De même, le sous-secteur de l'élevage contribue énormément à la production agricole au Burkina Faso en fournissant aux agriculteurs de la fumure organique nécessaire pour améliorer les rendements agricoles, ainsi que la force de travail à travers la traction animale.

Selon l'enquête EPA-2007/2008, la fumure organique provenant du parcage des animaux est utilisée sur environ 11% des parcelles emblavées au Burkina Faso.

En termes d'emplois directs générés, l'élevage occupait annuellement environ 900 000 personnes à plein temps pour la production et 60 000 à 90 000 autres pour les activités de transformation et de commercialisation (IEPC, 2004). La vulnérabilité des femmes dans la conduite de l'élevage au Burkina Faso est marquée par (i) un faible pouvoir de décision, (ii) un accès limité à la propriété d'animaux, (iii) un déficit d'accès à la terre, (iv) un accès limité aux marchés, (v) un déficit d'accès aux services financiers, à la formation et à l'éducation de base (IEPC, 2004). Les enfants jouent un rôle fondamental dans les activités d'élevage. Plus de 400.000 enfants seraient ainsi concernés (IEPC, 2003). Sans leurs activités de gardiennage, les vols de bétail et les conflits seraient probablement plus nombreux. Leur rôle est également essentiel dans la transformation et la commercialisation des produits. Malheureusement, toutes ces activités les privent le plus souvent de l'éducation de base.

L'élevage des petits ruminants joue un rôle de premier plan dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Il implique de nombreux acteurs parmi lesquels les couches sociales les plus défavorisées, notamment les femmes et les jeunes. Il est générateur d'emplois et de revenus aussi bien en zone urbaine, périurbaine que rurale et permet aux acteurs de constituer une épargne mobilisable, de subvenir à certains besoins fondamentaux comme l'alimentation, d'honorer les charges de santé de la famille et de scolariser les enfants. L'étude "Initiatives Elevage - Pauvreté – Croissance" réalisée en 2004 (IEPC, 2004) indiquait que les groupes de ménages les plus pauvres sont constitués par les agro-pasteurs qui ne disposent pas de bovins, les agro-pasteurs s'occupant d'animaux confiés, les agro-pasteurs pratiquant une transhumance de petite envergure implantés en zone sahélienne, les enfants, les femmes et les acteurs des «petits» métiers de l'élevage (bergers salariés, petits acteurs des filières).

Les activités d'élevage jouent un rôle déterminant dans les stratégies que les ménages ruraux utilisent pour faire face à d'éventuels déficits céréaliers. En effet, dans les régions de vulnérabilités alimentaires généralisées où l'activité d'élevage est relativement importante par rapport à la moyenne (2,5 bétails/tête), les proportions des ménages ruraux vivant dans une insuffisance alimentaire sont inférieures à la moyenne (26,7%).

Cette relation entre l'ampleur de l'activité d'élevage au sein des ménages et leur capacité à faire face aux déficits alimentaires s'explique par le fait que ces derniers utilisent souvent et dans des proportions non négligeables, les ventes de produits d'élevage dans l'achat de produits alimentaires. L'incidence du recours des ménages à l'élevage pour des besoins alimentaires est de 56,1% et la part des ventes des produits d'élevage qui y est consacrée s'élève à 24,6%, dont 26% pour les hommes et 20,5% pour les femmes. Ainsi, plus de la moitié des ménages agricoles (56,1%) ont eu recours à l'élevage pour couvrir des besoins alimentaires en 2007/2008 (MRAH/PNUD, 2011).

Par ailleurs, le niveau de la consommation de produits d'élevage n'est pas sans effet sur la situation nutritionnelle des enfants et des adultes. Le taux de malnutrition aigüe des enfants de 0 à 5 ans des ménages ruraux est corrélé avec l'état de la consommation des produits d'élevage (MRA/PNUD, 2011). Cependant, la consommation de produits d'élevage est fortement liée au niveau de vie des ménages. Cette consommation de produits d'élevage reste plus élevée en milieu urbain qu'en milieu rural.

D'une manière générale, sur le plan nutritionnel, la contribution de l'élevage à la couverture des besoins de la population reste encore très largement en dessous des normes nutritionnelles internationales. Les taux de couverture des besoins demeurent très faibles : 3,3% pour l'énergie, 7% pour les lipides et 10% pour les protéines (IEPC, 2004).

Malgré son rôle socioéconomique important, l'élevage de petits ruminants est confronté à un certain nombre de défis dont les plus importants sont :

- l'amélioration de la productivité (santé, alimentation, amélioration génétique) ;

- la maîtrise des pathologies majeures (pasteurellose, PPR, parasitoses) ;
- le développement de la transformation de la viande ;
- l'inversion de la tendance d'exportation des animaux sur pied au détriment de la viande ;
- le renforcement des capacités de l'ensemble des acteurs ;
- la reconnaissance de sa spécificité en tant que filière à part entière et sa structuration.

Relever ces défis passe entre autres par un meilleur financement de la chaîne de valeurs des petits ruminants. En effet, bien que la chaîne de valeurs des petits ruminants dispose d'un plan d'action pour son développement depuis 2007, il n'y a pratiquement pas d'actions fortes spécifique en sa faveur, à l'exception de la phase pilote de la campagne pour l'éradication de la PPR menée conjointement par la FAO et l'OIE en 2015 avec le financement de la Fondation Bill et Melinda Gates, les actions du Projet d'Appui aux Filières Agricoles (PROFIL) en matière d'embouche ovine et la dizaine de petits projets pilotés par la FAO et le MRAH sur la mise à disposition auprès des ménages vulnérables des noyaux de petits ruminants pour l'élevage naisseur.

II. ANALYSE DE LA CHAÎNE DE VALEURS PETITS RUMINANTS

Cette analyse est faite autour des trois maillons de la chaîne de valeurs petits ruminants (production, transformation, commercialisation).

Pour chaque maillon il a été fait un état des lieux (fonction, acteurs, produits, infrastructures, environnement : service en aval et en amont) puis une analyse socioéconomique (développement des entreprises, évaluation et gestion des risques environnementaux et sanitaires, questions sociales) et une analyse SWOT. Toute chose ayant permis que des investissements prioritaires soient dégagés.

II.1 LE MAILLON PRODUCTION

2.1.1. Etat des lieux

2.1.1.1. Les systèmes d'élevage

Trois systèmes sont essentiellement rencontrés au Burkina Faso dans l'élevage des petits ruminants, à savoir, le système extensif, le système semi intensif et le système intensif.

- Le système extensif

Le système d'élevage extensif est le plus dominant des systèmes d'élevage burkinabè en termes d'effectifs d'animaux concernés et de nombre de ménages impliqués.

A l'intérieur de ce système, on distingue deux sous-systèmes, celui caractérisé par une mobilité saisonnière du bétail (transhumance) et celui essentiellement sédentaire qui est plus ou moins intégré à l'agriculture. Ce système qui repose sur l'exploitation des ressources naturelles nécessite de vastes espaces continus qu'on ne rencontre qu'en milieu rural.

Le *sous-système pastoral transhumant* est caractérisé par un mouvement saisonnier d'une partie importante du troupeau entre les différentes zones de parcours ; les déplacements vont parfois au-delà des frontières dans les pays côtiers voisins. C'est un système extensif, à faible utilisation d'intrants ayant très peu de lien avec l'agriculture. L'éleveur tire la quasi-totalité de ses ressources financières des animaux et pratique l'élevage comme activité principale. Les animaux sont en perpétuel déplacement sous la conduite d'un berger et de sa famille, à la recherche des meilleurs pâturages de la saison (présence d'eau et de fourrage). Les facteurs de production sont les parcours naturels qui constituent avec la cure salée les seules ressources alimentaires apportées au troupeau. Dans le sous-système pastoral transhumant, les soins apportés aux petits ruminants se résument aux vaccinations occasionnelles et à quelques traitements curatifs des maladies déclarées. Le sous-système pastoral transhumant touche près de 5,9% de l'effectif total des petits ruminants (MRA/PNUD, 2011)

Le *sous-système extensif sédentaire* est surtout la pratique d'agro-pasteurs pour lesquels l'élevage joue un rôle stratégique et multiforme à côté de leur activité principale qu'est l'agriculture. Pendant la nuit, les animaux sont gardés dans des enclos (en zone sahélienne) ou

dans des bergeries/chèvrerie faites de matériaux locaux. La reproduction est parfois contrôlée par la castration ou des méthodes mécaniques. Les soins vétérinaires sont presque inexistantes ou sont caractérisés par des interventions sporadiques. En 2014, seulement 706 500 têtes de petits ruminants ont été vaccinées contre la peste, 447 400 têtes contre la pasteurellose, 1 800 têtes contre le charbon symptomatique et 400 têtes contre le charbon bactérien (MRA, 2015)

Le système extensif (sédentaire et pastoral) concerne près de 90,9% du cheptel petits ruminants au Burkina (MRA/PNUD, 2011). Le risque de conflits entre éleveurs et autres utilisateurs des ressources naturelles est permanent. Toutefois, ce type de système d'élevage revêt de grandes possibilités d'amélioration.

Le système semi-intensif

Le système d'élevage semi-intensif des petits ruminants est pratiqué essentiellement dans les zones périphériques des centres urbains pour approvisionner les populations de ces centres en produits carnés. Il a donc un caractère spéculatif. De nouveaux acteurs (commerçants, bouchers, fonctionnaires, retraités, travailleurs salariés du privés) sont les principaux promoteurs de ce système.

Le système d'élevage semi-intensif se caractérise par l'utilisation plus importante et régulière des intrants alimentaires (SPAI, SPA, son artisanal ou de meunerie, sel ou pierre à lécher) et vétérinaires. Les investissements pour les infrastructures et équipements d'élevage restent par contre modestes, probablement liés à l'insécurité foncière. La conduite des animaux alterne le pâturage le jour et la complémentation au piquet le soir. Les animaux sont déparasités et souvent traités en cas de maladies. Les systèmes d'élevage semi-intensifs sont donc des systèmes transitoires vers l'intensification. Les zones péri-urbaines sont le domaine de prédilection de ce système qui profite de différents sous-produits de la ville d'une part, des sous-produits agricoles et des pâturages des zones rurales d'autre part.

Le système intensif

Le système intensif est un système d'élevage à visée commerciale, avec stabulation des animaux. Il concerne l'embouche des ovins. Le niveau d'investissement est important, notamment en infrastructures d'élevage et une utilisation importante d'intrants alimentaires et vétérinaires. La conduite raisonnée de l'alimentation, une collecte et conservation des fourrages, ainsi que la présence d'un travail organisé sont les caractéristiques essentielles de ce système d'élevage. Consommateur de peu d'espace, ce système est pratiqué dans tout type de milieu (urbain, péri-urbain et rural).

En fonction de l'intensité d'utilisation d'intrants, de main d'œuvre, du nombre d'ateliers d'embouche par an et du nombre d'animaux embouchés (essentiellement des ovins), on distingue l'embouche intensive familiale pratiquée par des agro-éleveurs, en général durant la saison sèche en cycle de 4 à 5 mois et l'embouche intensive industrielle pratiquée par des producteurs préférentiellement autour des zones périurbaines afin de bénéficier des facilités de transport, d'accès aux intrants et d'écoulement des produits finis. A ces opérations d'embouche, il faut ajouter l'installation de deux unités d'élevage intensif de chèvres dans les

zones péri-urbaines de Ouagadougou (Komsilga et Saaba) pour la production de fromage. 3,2 % des petits ruminants sont concernés par les systèmes semi intensifs et intensifs (MRA/PNUD, 2011).

La productivité moyenne annuelle des ovins dans le système extensif est évaluée à 4 020 FCFA et à 3 640 FCFA pour les caprins en système extensif, contre une productivité de 31 230 FCFA pour les bovins, 9 750 FCFA pour les porcins et 470 FCFA pour la volaille (MRA/PNUD, 2011).

2.1.1.2. L'environnement de la production

La fonction de production évolue dans un environnement qui influence surtout ses performances économiques. Cet environnement est surtout animé par les choix politiques et stratégiques opérés par l'Etat et les infrastructures et se présente comme suit au Burkina Faso :

- Politiques et stratégies spécifiques

De 2001 à 2009, le financement public à l'élevage se situait à 7,85 milliards de FCFA par an. Plus spécifiquement, à travers le MRA, l'Etat a consacré en moyenne 5,6 milliards F CFA par an au financement des investissements et des équipements publics (MRA, PNUD : 2011). Ce montant représente moins de 1% du montant total du budget consacré au Produit Intérieur Brut (PIB). Les dotations budgétaires sont principalement affectées à 72% aux investissements, 17% aux charges du personnel, 5,8% aux frais de fonctionnement des services et 4,6% aux transferts (MRA, PNUD : 2011). Même si un effort appréciable est à noter au cours des dernières années (environs 11 milliards FCFA en moyenne par an entre 2010 et 2014), l'on est bien loin de réaliser l'engagement de Maputo qui, s'il était respecté, devrait voir la dotation budgétaire du département des ressources animales se situer à trente-cinq (35) milliards de FCFA en 2015. Avec la mise en œuvre du budget programme en 2017, le département a obtenu une dotation budgétaire record de plus de 40 milliards de FCFA (loi de finances 2017).

On peut retenir quelques actions fortes de l'Etat et de ses partenaires tendant à soutenir la production du bétail de façon générale même s'il y a très peu d'appuis spécifiques pour les petits ruminants. Ce sont :

- 1) *Mise en place d'infrastructures structurantes* : Depuis la grande sécheresse des années 73/74, l'Etat n'a eu de cesse de créer, puis d'encourager la création d'espaces dédiés à la pâture des animaux (zones pastorales, aires de pâtures, etc.). L'aménagement de ces espaces consiste essentiellement à les doter de points et/ou plans d'eau, de parcs de vaccination, de pistes d'accès, mais aussi à les sécuriser (bornage, délimitation). Pour encadrer et faciliter leur exploitation, le législateur a voté la loi d'orientation relative au pastoralisme (LORP) en 2002.
- 2) *Existence d'un fonds national développement de l'élevage* : Face aux difficultés que les acteurs des filières de l'élevage rencontrent pour accéder au crédit dans les institutions de financement classiques, le Gouvernement en collaboration avec les professionnels de la filière bétail viande a mis en place en 1996 un fonds de développement de l'élevage (FODEL) qui visait à appuyer l'équipement des producteurs. En 2008, un statut

particulier a été adopté par DECRET N°2008-241/ PRES/PM/MRA le 23 janvier 2008 accordant au FODEL dans ses nouvelles attributions de Fonds national de financement (FNF), la possibilité de faire du crédit aux professionnels des trois maillons (production, transformation, commercialisation) soit à titre individuel ou regroupés dans des organisations professionnelles du secteur de l'Élevage. Le FODEL qui a depuis un statut de fonds national est administré par une direction générale et un conseil d'administration. Alimenté essentiellement par une contribution prélevée sur les transactions commerciales de certains animaux et produits animaux, les ressources restent très limitées face à la demande des acteurs directs des filières croissante.

- 3) *Privatisation de la profession vétérinaire* : Pour améliorer et diversifier l'accès aux services de santé animale, l'Etat avec le soutien de partenaires techniques et financiers a mis en place une cellule technique d'appui à la privatisation de la profession vétérinaire (CTA) en 1998 avec une seconde phase à partir de 2000 (CTA/P2). Le programme d'octroi de crédit qui a effectivement démarré, avec la mise en place du fonds de garantie, a facilité l'installation à titre privé de professionnels de la santé animale dans les centres urbains essentiellement mais aussi dans les zones rurales ; toute chose qui a amélioré sensiblement l'offre de service en matière de santé animale.
- 4) *L'approche filière comme stratégie de développement* : Depuis les années 2000 au niveau du secteur rural agricole, la politique de développement a évolué de l'approche productiviste (investissements axés sur l'augmentation de la production) à l'approche filière. La première génération de projets de cette catégorie est constituée par le PAFASP et le PADAB. Depuis lors, tous les projets de développement du sous-secteur des ressources animales intègrent plus ou moins cette approche filière qui recherche un développement équilibré entre la production et le marché, sinon un développement de la filière à partir du marché. Ce changement fondamental s'est traduit par une réorganisation des acteurs au plan national en interprofession par filière. Cependant le découpage en filière ne fait pas des petits ruminants une filière à part entière. Cette catégorie de ruminants est prise en compte dans la filière bétail viande qui couvre en plus des petits ruminants, le gros bétail. Néanmoins les petits ruminants disposent d'un plan d'actions depuis 2007 qui n'a jamais été mis en œuvre par défaut de financement.
- 5) *Facilitation de l'accès aux sous-produits agro-industriels* : Depuis une quinzaine d'années l'Etat a choisi de faciliter l'accès des producteurs aux compléments alimentaires ; ainsi chaque année un certain tonnage de sous-produits agroindustriels (voir statistiques annuels) est acquis sur le budget de l'Etat et mis à la disposition des producteurs à travers les directions régionales des ressources animales. Les années de crises alimentaires ont fait l'objet d'interventions d'urgence telles que le Plan d'intervention pour le sauvetage du bétail (PISB) en 2001/2002, le Plan d'urgence pour le sauvetage du bétail (PUSAB) en 2011/2012, les projets d'appui d'urgence et de réhabilitation de la FAO.... Les produits sont cédés aux producteurs à des prix subventionnés.
- 6) *Facilitation à l'accès aux équipements de production* : Dans le souci d'encourager la

constitution de stock de fourrage, le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques acquiert annuellement divers types de matériel, dont celui destiné à la fauche, au transport et à la conservation du fourrage, cédé à prix subventionné aux producteurs de toutes les régions du Burkina Faso. Dans la même logique quelques tonnages de semences fourragères sont également distribués dans toutes les régions.

- 7) *Stratégie nationale sécurisation alimentaire du bétail* : En 2009 le département des ressources animales s'est doté d'une stratégie nationale de sécurité alimentaire du cheptel (SNSAC) dont l'objectif global est de contribuer à assurer durablement la sécurité alimentaire du cheptel en vue de répondre aux exigences : i) d'une augmentation de la productivité pour satisfaire une demande croissante en produits animaux, ii) d'une réussite des actions de lutte contre la pauvreté ; iii) d'un renforcement de l'économie nationale ; iv) d'une préservation de la stabilité du pays et de l'environnement au profit des générations futures. En 2016 lors de la réorganisation du département il a été créé un Secrétariat permanent en charge des crises et vulnérabilités en élevage avec pour mission principale de coordonner la prévention et la gestion des activités inhérentes aux crises pastorales pour le renforcement de la résilience des ménages pastoraux vulnérables.
- 8) *Contrôle et éradication de la peste des petits ruminants* : La peste des petits ruminants est une maladie virale qui sévit en Afrique, au Moyen Orient et dans les pays d'Asie Centrale ; près de 1,7 milliards de chèvres et de moutons sont élevés dans la zone concernée par de petits paysans pauvres en grande majorité. Tout comme pour la peste bovine, l'OIE et la FAO par une action coordonnée sur le plan mondial ont décidé de mener une campagne d'éradication de la PPR. Le Burkina Faso est l'un des pays qui a mis en œuvre le projet pilote de vaccination contre la PPR pour la campagne 2013 et 2014.
- 9) *Recapitalisation du cheptel* : Certains partenaires de l'Etat comme la FAO conduisent depuis plusieurs années des opérations de recapitalisation du cheptel des ménages pauvres et/ou sinistrés. Elles consistent à doter ces ménages d'un kit composé de petits ruminants, d'un lot d'aliment et de médicaments, de semence fourragère et de petit matériel. L'objectif spécifique de ce type d'intervention est d'augmenter la résilience des populations vulnérables et réduire leur vulnérabilité face aux chocs climatiques futurs.
- 10) *Amélioration génétique* : Pour encadrer sa politique d'amélioration génétique, le Burkina s'est doté d'une loi et d'une stratégie nationale d'amélioration génétique des animaux d'élevage. Les décrets d'application de la loi sont toujours attendus. En ce qui concerne les petits ruminants l'option stratégique porte principalement sur la production de viande à travers l'amélioration du gabarit, du poids et de la précocité des animaux puis subsidiairement sur la production de laine et de lait. Deux axes stratégiques d'amélioration génétique sont retenus à savoir (i) la sélection des races locales dans leur zone agro écologique et, (ii) les croisements entre races locales avec des races exotiques (SNAG, 2012).

Plus récemment en 2016, lors de la réorganisation du Ministère en charge des ressources animales, il a été créé un secrétariat permanent chargé de la coordination de la gestion des ressources génétiques animales avec pour mission principale de coordonner la

gestion des activités liées à la conservation et à l'utilisation des ressources génétiques animales. L'impact de ces nombreuses interventions de l'Etat reste limité au regard du faible volume de ressources investis et de leur irrégularité dans le temps.

- ***Les infrastructures de production***

Les infrastructures de production sont de deux grands types ; public et privé.

Les infrastructures publiques : il s'agit des espaces et aménagements pastoraux (Zones pastorales, aires de pâture, pistes à bétail) ; on dénombre vingt-six (26) zones pastorales aménagées occupant 807 000 ha et cent seize (116) zones pastorales et aires de pâture potentielles couvrant 1 200 000 ha. Les régions du Sahel et de l'Est du Burkina Faso concentrent le plus grand nombre ; à l'opposé la région du Centre Nord ne dispose d'aucune zone pastorale aménagée. Les autres infrastructures publiques sont constituées des puits et forages pastoraux, de plans d'eau, de parcs de vaccination, de magasins de stockage, etc.). Il n'existe pas d'infrastructures publiques de production spécifiques aux petits ruminants ; elles sont exploitées aussi bien pour le gros bétail que les petits ruminants. Le Centre national de multiplication d'animaux performants (CMAP) est la structure publique en charge de la diffusion d'animaux performants. Il compte une station principale à Loumbila (Région du Plateau central) qui prend en compte l'amélioration génétique des PR et des stations secondaires à l'Est (Kikideni), à l'Ouest (Banakélédaya).

Globalement les infrastructures publiques de production sont insuffisantes et leur durabilité n'est pas assurée par insuffisance ou faiblesse des investissements publics et/ou défaut de gestion appropriée. Ce sont des infrastructures publiques dont la gestion est assurée pour une partie d'entre elles par les collectivités territoriales ; un processus de transfert officiel de ces infrastructures aux collectivités est en cours (prise d'actes administratifs).

Les infrastructures privées : La répartition des petits ruminants selon le type d'habitat est présentée dans le Tableau 1. L'habitat des petits ruminants va des formes les plus sommaires (enclos de branchages sans aménagement spécifique) à des bergeries en matériaux définitifs. On rencontre en outre les infrastructures de stockage d'aliment grossier (hangar, fénil), de SPAI (magasin), des puits et forages pastoraux privés dans les fermes du périurbain. Il n'existe pas de statistiques sur les infrastructures privées d'élevage. Certaines infrastructures ont été réalisées grâce à l'appui financier de projets (PAFASP, PROFIL) ou de fonds nationaux (FODEL, FAARF, ...). Différents référentiels technico-économiques et plans des infrastructures de production (bergerie, étable,) conçus par la recherche et les services techniques sont à la disposition des acteurs.

Tableau 1. Répartition des petits ruminants selon le type d'habitat

Type d'habitat	Ovin %	Caprin %
Enclos	38,8	26,9
Hangars	6,5	4,0
Bâtiments	28,4	44,5
Aucun	26,3	24,6
Total	100	100

Source : ENEC II, 2004

2.1.1.3. Les produits

Pour le maillon production, il s'agit, (i) des animaux sur pied, (ii) du lait et, (iii) de la matière organique.

➤ Les animaux sur pied

Les systèmes de production ci-dessus décrites génèrent des animaux sur pied, aussi bien des reproducteurs que des animaux de boucherie (animaux destinés à l'embouche ou à l'abattage). Avec un taux de croît de 3% l'an, c'est en moyenne six cent trente-cinq mille (635 000) têtes de petits ruminants qui viendront grossir l'effectif du cheptel national chaque année entre 2016 et 2020 (Figure 1).

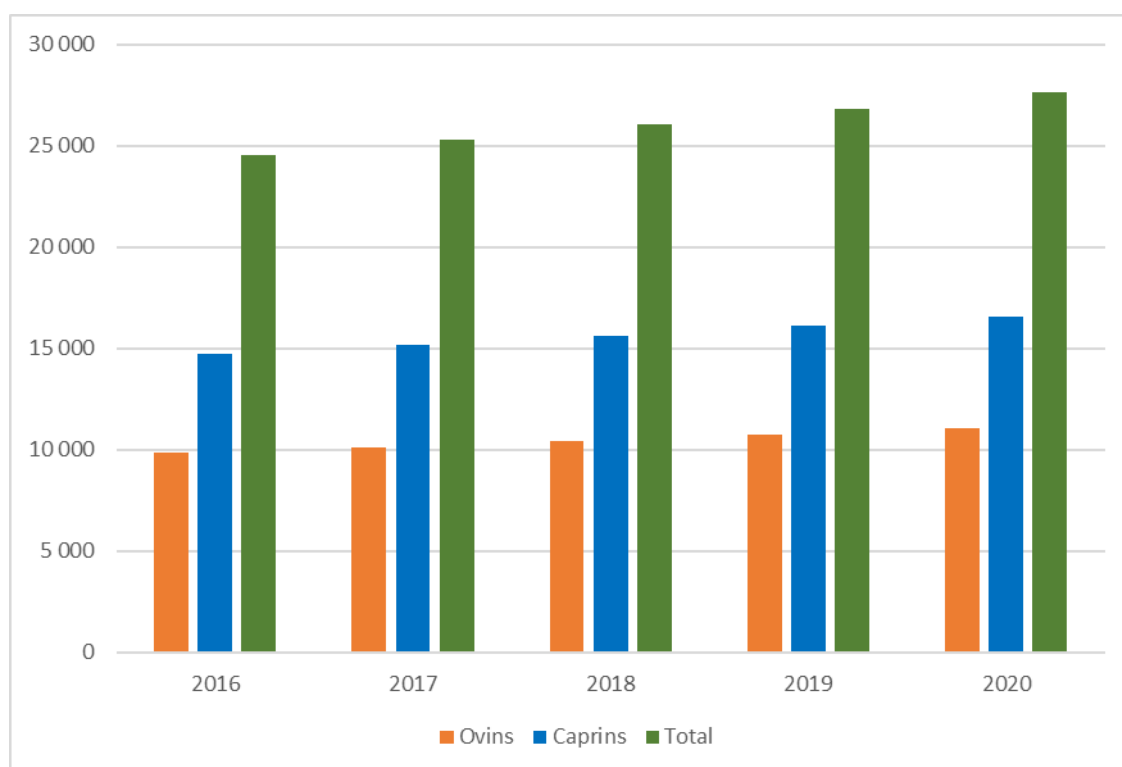


Figure 1. Projection de l'évolution des effectifs des caprins et ovins de 2016 à 2020 en milliers de têtes (source : Elaboration de données recueillies de l'Etude à partir des données de l'annuaire statistique 2014)

Par région administrative, ce potentiel se répartit comme indiqué dans la Figure 2 ci-dessous.

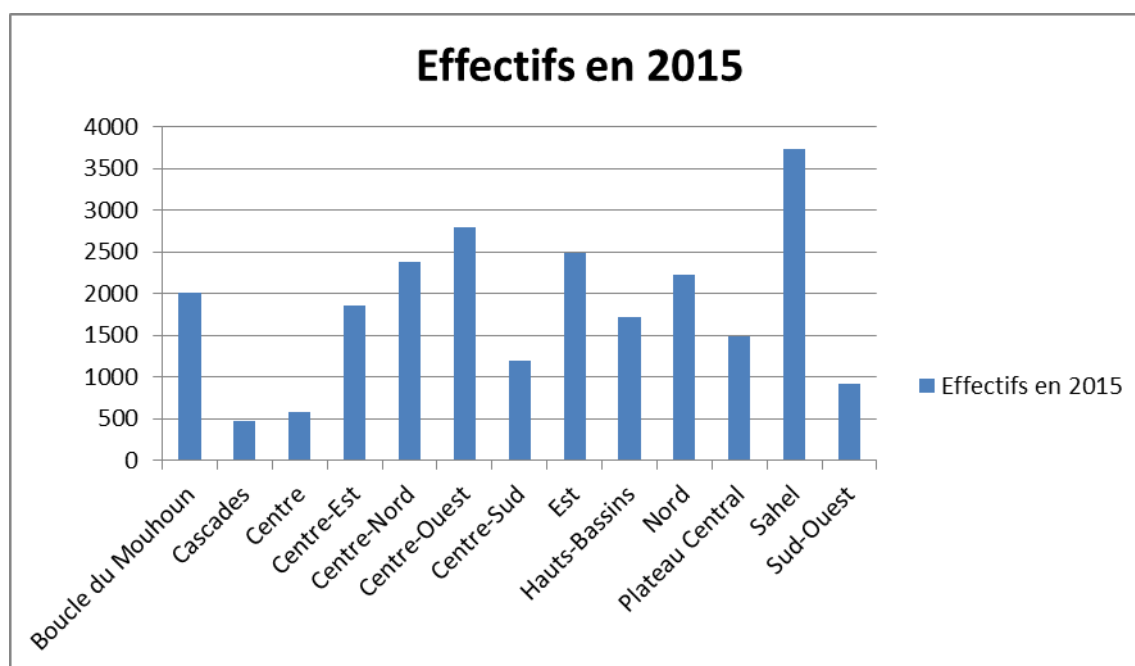


Figure 2. Importance du cheptel petits ruminants en 2015 selon les régions administratives au Burkina Faso (source : Elaboration de données recueillies de l'Etude à partir des données de l'annuaire statistique 2014)

Avec plus de 3,5 millions de petits ruminants en 2014, la région du Sahel est le principal réservoir du pays. Par ordre d'importance cette région est suivie par celles du Centre-Ouest, de L'Est, du Centre-Nord et du Nord. Ces cinq régions totalisent à elles seules 57% du cheptel national de petits ruminants.

➤ *Le lait*

Subsidiairement, dans la région du Sahel, le lait de chèvre est un produit pour l'essentiel autoconsommé (lait cru) surtout dans le cadre de la récupération des enfants malnutris ; il est très faiblement commercialisé sur marché.

La production de lait de petits ruminants ne fait pas l'objet de suivi/mesure spécifique tout comme celui des bovins, mais le potentiel est estimé théoriquement (Tableau 2) à plus de 29 millions de litres en 2016. Cette production au Sahel représentait 12% de la production nationale de lait en 2012 (Revue de la filière bétail/viande, FAO 2012).

Il faut noter autour de la ville de Ouagadougou, l'existence de deux unités d'élevage de chèvres aux fins de production de fromage.

Tableau 2. Estimation de la production de lait de chèvre dans la Région du Sahel

Année	Effectif caprin (Région Sahel)	Pourcentage de femelles adultes de l'effectif (33%)	Pourcentage de femelles allaitant/chèvres adultes (60%)	Production moyenne par an (litre) avec une production moyenne annuelle de 60 l/chèvre
2016	2 471 000	815 000	489 000	29 353 533
2017	2 545 000	840 000	504 000	30 234 139
2018	2 621 000	865 000	519 000	31 141 163

Source : Elaboration de données recueillies de l'Etude

➤ *Les déjections animales*

L'impact du fumier des petits ruminants sur les productions végétales n'est pas négligeable au Burkina Faso. Sur la base des effectifs de 2014, on peut estimer à 2 300 tonnes¹ de matière sèche mais malheureusement une faible proportion de cette production est collectée pour des fins de production au regard des systèmes d'élevage dominants des petits ruminants (extensif et semi-intensif avec des habitats précaires).

2.1.1.4. Les acteurs

Dans le maillon production de la chaîne de valeurs des petits ruminants on distingue les acteurs directs qui remplissent la fonction de production et les fournisseurs de biens et services qui sont des acteurs indirects.

▪ **Les acteurs directs**

- **Les éleveurs de petits ruminants**

L'élevage occupe plus de 80% des ménages ruraux (MRA, PNUD : 2011) ; selon le sexe, 61% d'hommes et 39% de femmes s'adonnent à cette activité (ENEC II, 2004). Ramenée à la population active, cette proportion est de 75% (MRA, PNUD, 2011). Les résultats de l'ENEC II indiquent que seulement 18% de ces ménages sont alphabétisés ; ce qui rend très coûteux l'appui à la majorité de cette population d'éleveurs et constitue un obstacle à leur accès aux bonnes pratiques de production et un défi important à relever pour accroître les performances de production. La population d'éleveurs est majoritairement très jeune. Plus de 50% des éleveurs ont entre 16 et 45 ans (ENEC II, 2004). Ceci présente un atout. Les jeunes sont susceptibles d'être plus réceptifs aux innovations sur le moyen et le long terme. Une faible proportion des éleveurs sont regroupés dans des organisations socio professionnelles.

Les éleveurs de petits ruminants au Burkina Faso peuvent être classés en trois grandes catégories : (i) les éleveurs du système extensifs, (ii) ceux du système semi intensif et, (iii) les éleveurs emboucheurs du système intensif.

- ✓ **Les éleveurs du système extensif** : ils pratiquent l'élevage pour améliorer leurs revenus et à des fins de sécurité alimentaire. La main d'œuvre est essentiellement familiale. On retrouve ce type d'éleveurs presque exclusivement en zone rurale qui

¹¹ 200 à 350 g de fèces/jour/tête de petit ruminant

offre les conditions nécessaires (espace, mobilité...) à leur pratique. Cette catégorie de producteurs représente 81% des producteurs de caprins et d'ovins.

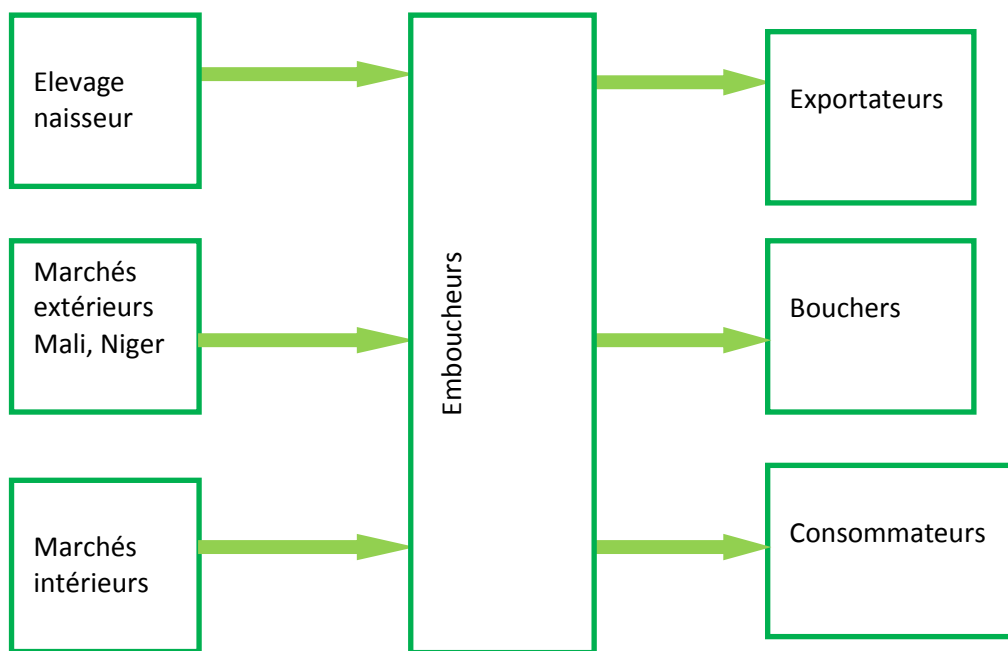
- ✓ **Les éleveurs du système semi-intensif** : Certaines exploitations familiales sont désormais sensibles aux signaux du marché. Ainsi, 17% des éleveurs de petits ruminants dont 8,2% des éleveurs de caprins pratiquent un système d'élevage sédentaire semi-intensif.

L'exploitation n'est pas gérée comme une véritable entreprise. Les producteurs tiennent compte des opportunités du marché, telles que les fêtes de Tabaski et de fin d'année. Ainsi, ils pratiquent de façon opportuniste l'embouche ovine pour mieux vendre leur production. Ces éleveurs se recensent essentiellement en zone urbaine et péri-urbaine où le manque d'espace oblige à un minimum d'intensification.

Les animaux mis en marché sont prélevés du troupeau familial. Les ventes sont surtout dictées par des considérations sociales. Elles permettent de faire face à des besoins ponctuels d'argent. Les lieux de vente sont les marchés des localités de résidence ou directement au niveau de l'exploitation ou le domicile familial. Les principaux clients sont les collecteurs, travaillant pour d'autres acheteurs. Les relations ne sont pas formalisées. La transaction est conclue avec le collecteur qui propose le meilleur prix.

La principale caractéristique du produit mis sur le marché est l'embonpoint, le marché ne dictant pas des spécifications précises. Les exploitations ne tiennent pas une comptabilité permettant de déterminer le prix de revient des animaux mis sur le marché. Le prix de vente est établi après négociation avec l'acheteur, en fonction du prix pratiqué sur le marché le jour de la transaction.

Les éleveurs du système intensif ou emboucheurs sont majoritairement des commerçants. L'élevage constitue pour eux une diversification de leurs sources de revenu. La production est exclusivement destinée à la commercialisation. Elle est essentiellement assurée par la main d'œuvre salariée. Ces opérateurs investissent des moyens conséquents dans l'alimentation et les soins pour accroître les performances des petits ruminants. Ils sont généralement installés dans les centres urbains et à proximité des marchés à bétail, en vue de faciliter l'écoulement de leurs produits. Selon les résultats de l'ENEC II, ils sont seulement 2% des éleveurs de petits ruminants à pratiquer l'élevage à visée commerciale. Ce type d'éleveurs, malgré leur faiblesse numérique, se rencontre aussi bien en milieu urbain, péri-urbain que rural. Ils achètent les animaux dans les exploitations familiales, les embouchent pendant 03 à 04 mois. Cette activité d'embouche intensive concerne essentiellement les ovins mâles non castrés. Certains emboucheurs ont des relations contractuelles avec des exportateurs locaux et/ou étrangers (Figure 3).



**Figure 3. Schéma du circuit de commercialisation des ovins embouchés (Source :
Elaboration de données recueillies de l'Etude)**

- **Les organisations socio-professionnelles**

✓ **Les groupements villageois**

La création des groupements villageois d'éleveurs a été suscitée par les services techniques de l'Etat, les ONG et les projets pour servir de relais vers les éleveurs. Ces organisations de base sont surtout présentes à l'échelle des villages avec parfois des représentations à l'échelle communale.

Leur nombre a plus que triplé en moins de 10 ans. En témoignent les statistiques de la Direction Générales des Productions Animales :

- En 2001, la DVAOP en a dénombré 1.743 groupements villageois constitués de 1200 masculins, 291 féminins et 252 mixtes (masculins et féminins), comprenant 56 671 producteurs (FAO, 2016)).
- En 2002, la Direction Générale des Productions Animales en a dénombré 4 061 avec 90 345 adhérents.
- En 2008 leur nombre est passé à 5 761 avec 102 275 adhérents (DGPA, 2016).

Les groupements villageois sont considérés comme des canaux de transmission des messages et de l'information technique par les structures d'appui aux éleveurs. Pour les éleveurs eux-mêmes, les groupements ont été pendant longtemps le canal exclusif d'accès au crédit ; en effet les banques exigeaient pour garantie la caution solidaire.

Les groupements villageois sont fortement dépendants des projets et des ONG pour leur fonctionnement. Très peu de groupements villageois ont développé et mis en œuvre des

services économiques durables au profit de leurs membres. Généralement ils entrent en léthargie après la fin des projets ou lorsque l'ONG met fin à ses activités.

Avec l'adoption de l'approche filière en 2003 dans la SDR, le vote de la loi sur les interprofessions en 2012, ainsi que l'adoption de l'acte uniforme relatif aux droits des sociétés coopératives initié par l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) qui est rentré en vigueur depuis le 15 mai 2013, l'on assiste à une réorganisation de l'ensemble des acteurs des différents maillons des filières. Ainsi, les plus grandes organisations dans lesquelles les éleveurs des petits ruminants s'intègrent sont :

✓ **La Fédération des Eleveurs du Burkina Faso (FEB)**

La Fédération des Eleveurs du Burkina (FEB) a été créée en 2001. Elle s'investit dans le domaine de la définition et de la mise en œuvre de la politique de développement de l'élevage. En 2005 elle comptait 3500 groupements villageois repartis dans les 13 régions du Burkina Faso (MRAH, PNDEL 2010). Au regard du nombre de producteurs affiliés à des organisations professionnelles d'éleveurs, la FEB regroupait en 2010 plus de 86% des producteurs membres d'une organisation de producteurs.

✓ **L'Interprofession de la Filière Bétail/Viande du Burkina Faso (IPROBEVI/BF)**

L'interprofession de la filière bétail/viande du Burkina Faso (IPROBEVI/BF), mise en place en 2012 avec l'appui financier du PAFASP repose sur trois unions nationales que sont (i), l'Union Nationale des Producteurs de la filière Bétail/Viande (UNAPROBEVI/BF), (ii) l'Union Nationale des Transformateurs de la filière Bétail/Viande (UNATRABEVI/BF), (iii) l'Union Nationale des Commerçants de la filière Bétail/Viande (UNACOBEBI/BF). Les Organisations Interprofessionnelles (OIP) se sont structurées conformément à la loi N° 010/92/ADP, vu que leur mise en place est antérieure à l'adoption de la loi N° 050/AN/ du 30 octobre 2012, relative à la réglementation des organisations interprofessionnelles des filières agro-sylvo-pastorales, halieutiques et fauniques du Burkina Faso.

✓ **Les Chambres Régionales d'Agriculture (CRA)**

Les CRA ont été créées en 2003-2004. Ce sont des établissements publics à caractère professionnel, dotés de la personnalité juridique et de l'autonomie de gestion. Elles sont présentes dans les 13 régions du pays. Elles comptent entre autres attributions ; la structuration des filières, l'appui technique aux organisations de producteurs, la représentation des producteurs. Les CRA dans certaines régions comme l'Est et le Centre-Est exécutent des projets financés par des Partenaires Techniques et Financiers (PTF). Les 13 CRA ont mis en place une coordination nationale à savoir la Chambre Nationale d'Agriculture (CNA).

- **Les associations régionales et sous régionales d'éleveurs**

Les associations régionales et sous régionales d'éleveurs ont un statut d'ONG et interviennent surtout dans les domaines du plaidoyer pour la sécurisation de l'accès des éleveurs aux ressources pastorales, de la sensibilisation, de l'information des éleveurs sur les bonnes pratiques d'élevage mais aussi la mobilisation de ressources financières. Les plus représentatives sont :

- ✓ Le Comité Régional des Unions du Sahel (CRUS) : le CRUS a été créé dans les années 1989 suite aux sécheresses répétées dans le Sahel. Il a son siège à Dori. Son objectif est la valorisation des potentialités agro-sylvo-pastorales de la région grâce au développement d'approches alternative valorisant l'Homme Sahélien dans son milieu. Au cours de la première décennie d'existence le CRUS a mis l'accent sur l'organisation des producteurs à la base et la mise en place des infrastructures. Il se positionne de nos jours comme un acteur incontournable du développement de la Région du Sahel.
- ✓ Le Réseau de communication sur le pastoralisme (RECOPA) facilite l'accès des éleveurs aux ressources pastorales à travers la mise en œuvre de plusieurs programmes/projets de sécurisation des espaces pastoraux. D'envergure sous régionale, le siège du réseau au Burkina est à Fada N'Gourma dans la région de l'Est.
- ✓ L'Association pour la Promotion de l'Élevage en Savane et au Sahel (APESS) : Créée en 1989 à Bobo Dioulasso, elle est présente en Afrique de l'Ouest et du Centre où elle développe et apporte des services aux membres dans les domaines : (i) de la formation des responsables ; du crédit ; de l'équipement ; et de la promotion de la culture fourragère.
- ✓ Le Réseau Billital Maroobe (RBM) : créée en 2004. Le réseau est une organisation d'éleveurs pasteurs d'Afrique, fondée par trois organisations pastorales de l'Afrique de l'Ouest : le CRUS au Burkina Faso, l'AREN au Niger et le TASSAGHT au Mali. Le réseau a été rejoint par les organisations pastorales : ADENA du Sénégal, MIYETTI ALLAH du Nigeria, ANOPER du Bénin et FNEM de la Mauritanie. Il poursuit entre autres objectifs : (i) intégrer les éleveurs dans le processus d'élaboration des politiques de développement nationales et sous régionales ; (ii) sécuriser l'élevage au Sahel par une saine et équitable gestion des ressources naturelles essentielles que sont : la terre, l'eau et les pâturages ; (iii) promouvoir la position socioéconomique des femmes éleveurs au Sahel ; (iv) renforcer les capacités des organisations pastorales pour la défense des intérêts des pasteurs du Sahel.

En somme les organisations professionnelles d'éleveurs sont des acteurs qui travaillent plus dans l'amélioration de l'environnement de la production. Leurs influences sur la fonction de production et les acteurs directs restent limitées.

▪ **Les fournisseurs de services publics**

✓ **Le Ministère en charge de l'élevage**

Le Ministère en charge des ressources animales qui a connu plusieurs dénominations (Ministère des Ressources Animales (MRA), Ministères des Ressources Animales et Halieutiques (MRAH)) a été créé en 1997. A travers la déconcentration de ses services, le Ministère est l'acteur d'appui conseil et de promotion de l'élevage le plus proche des producteurs. Il comprend les directions centrales, 13 directions régionales, 45 directions provinciales subdivisées en plus de 300 zones d'appui technique en élevage (ZATE), une trentaine de zones d'aménagement pastorales (ZAP) et 104 postes vétérinaires. Sa mission est de mettre en œuvre la politique gouvernementale en matière de ressources animales et halieutiques. Ses principales activités d'appuis conseils couvrent la santé animale, la

production (alimentation, amélioration génétique, ...), la mise sur marché des produits, la sensibilisation des producteurs. Les effectifs du personnel du MRAH au 31 décembre 2016 étaient de 1799 agents dont 47 docteurs vétérinaires, 168 ingénieurs d'élevage (IE)/vulgarisateurs, 102 conseillers d'élevage (CE), 2 Ingénieurs Halieutes, 7 inspecteurs des Eaux et Forêts, 4 préposés des Eaux et forêts, 452 techniciens supérieurs d'élevage (TSE), 777 agents techniques d'élevage (MRAH, 2016).

Dans le domaine de la santé, à côté du personnels des services publics, 51 vétérinaires exerçant à titre privé et accompagnent le ministère notamment dans le domaine de la santé animale. En effet, la distribution d'un certain nombre de produits considérés comme stratégiques (vaccins vivants) reste le monopole des services publics (Figure 2). Ainsi, la Direction Générale des Services Vétérinaires (DGSV) s'approvisionne auprès de laboratoires Européens et Africains (Mali, Cameroun, Sénégal, etc.) et met ces vaccins à la disposition des éleveurs lors des campagnes annuelles de vaccination organisées par l'Etat à travers deux circuits : (1) les Directions Régionales des Ressources Animales et Halieutiques ; (2) les Vétérinaires privés détenteurs d'un mandat sanitaire dans le cadres des campagnes de vaccination.

Les relations entre les services déconcentrés du MARH et les consommateurs (éleveurs) sont handicapées par les pénuries fréquentes des produits et les coûts jugés élevés qui renvoient souvent certains éleveurs sur le marché parallèle des produits vétérinaires vendus sur les places publiques sans aucune garantie sur l'efficacité du produit (Figure 4). Les prix sont souvent surévalués par le système de distribution; certains produits sont cédés au producteur jusqu'à 4 fois leur prix d'achat chez le grossiste (MRAH, 2013).

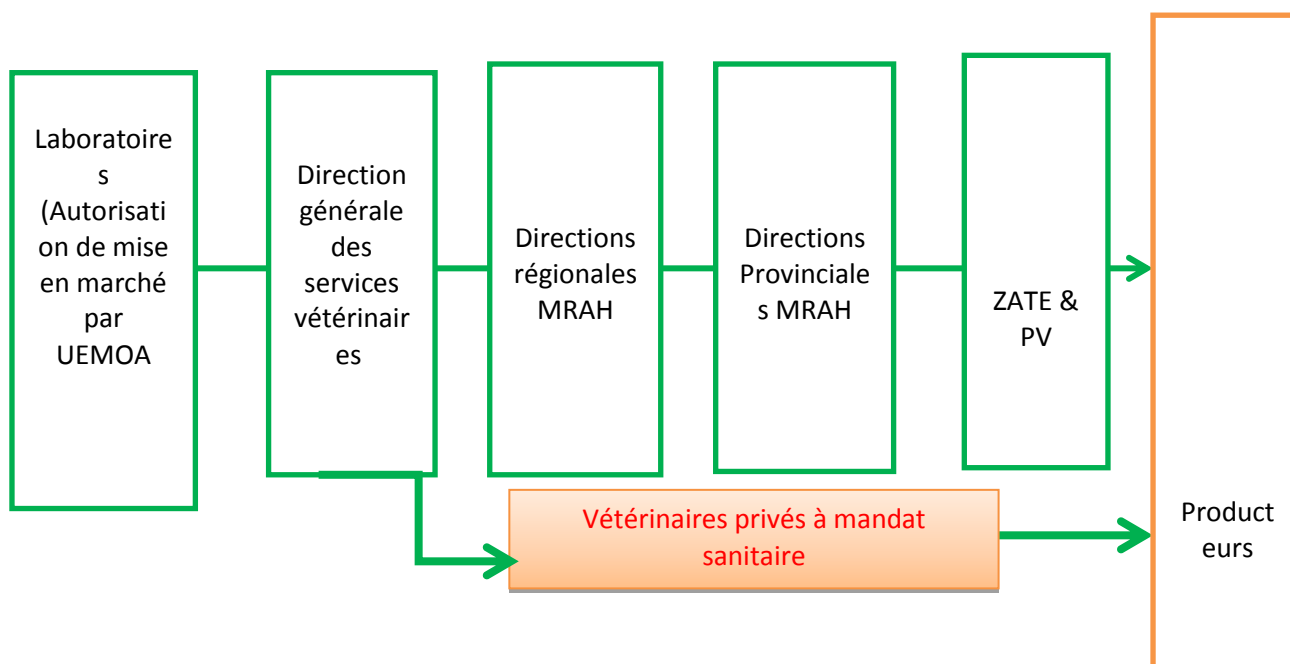


Figure 4. Schéma du circuit de commercialisation des produits vétérinaires stratégiques

Sur le plan de l'amélioration génétique, le MRAH a conduit trois opérations d'envergure concernant la diffusion de la chèvre rousse de Maradi au Burkina, notamment dans les zones de la Vallée des Volta au milieu des années 80, dans la Province du Soum (Projet de Développement de l'Elevage au Soum) dans les années 2007 et dans la province du Bazèga par le projet de développement rural décentralisé et participatif dans le Bazèga et le Kadiogo dans la même décennie. Ces opérations ont eu des résultats mitigés. En particulier pour le Soum, il s'agissait d'introduire et de multiplier des noyaux de chèvres rousses de Maradi en monte naturelle dans les exploitations paysannes. Deux cent soixante-huit (268) caprins de race (chèvres rousses de Maradi) sur 840 prévus (31,9%) ont été importés du Niger et placés auprès de 51 producteurs et productrices dans les 9 départements de la zone du projet. Si le projet a misé sur la prolificité et la productivité en lait de cette race, il reste que sur le terrain, les bénéficiaires (qui sont pour la plupart des ménages aisés) n'exploitent pas le lait de la chèvre.

La recherche/développement en matière d'amélioration génétique des petits ruminants dispose de quelques acquis, mais il n'y a pas à ce jour un programme cohérent qui implique les différentes compétences en la matière (université, recherche, services techniques) ; pourtant il y a un minimum de conditions pour un tel programme en terme de personnel qualifié (spécialiste en amélioration génétique, en physiologie animale, en reproduction, ...), laboratoire d'amélioration génétique, centre de multiplication. Le faible intérêt politique expliquerait cette situation.

Le Centre national de multiplication d'animaux performants (CMAP) a eu des noyaux de chèvres rousses de Maradi et de mouton Balamine du Tchad, mais aucun programme de diffusion n'a été mise en œuvre.

Les principales voies d'amélioration génétique les plus connues sont la sélection et le croisement. Le croisement utilise l'introduction de nouveaux gènes au sein de la population pour en assurer l'amélioration génétique alors que la sélection repose sur une amélioration de la population sans apport de sang nouveau. Au niveau paysan, c'est la sélection massale et la sélection par ascendance qui sont les plus appliquées, surtout en zone sahélienne (Gnanda *et al.*, 1997, Sanon *et al.* 1997).

Les croisements réalisés dans les élevages sont ceux effectués entre les races sahéliennes (mouton sahélien et chèvre sahélienne) et les races du sud du pays (chèvres naine et mouton Djallonké). Ces croisements ne sont pas des actions bien contrôlées avec des objectifs bien fixés chez les paysans, mais des saillies aux pâturages entre sujets des troupeaux d'un même village, de villages voisins ou de régions voisines, ce qui conduit au brassage génétique des animaux. Des éleveurs modernes ont également entrepris sur leurs initiatives propres, l'introduction de races de petits ruminants exotiques afin de rentabiliser leurs exploitations. Cet engagement des producteurs dans les activités d'amélioration génétique s'est fait sans une réelle concertation avec les services techniques d'où la difficulté à ce jour de faire la situation sur les races importées, les effectifs et leur localisation. La non capitalisation de ces actions et expériences présente des risques susceptibles de provoquer l'érosion du patrimoine génétique national en lien avec un brassage incontrôlé entre races de petits ruminants.

✓ **Autres structures publiques**

A côté du MRAH, d'autres institutions publiques contribuent à créer un environnement local, national favorable au développement de l'élevage. Selon le PNDEL, ce sont entre autres :

- **Le Ministère en charge de l'agriculture :** Le profil d'agropasteur de la grande majorité des éleveurs est reflété dans le contenu des projets du ministère en charge de l'agriculture ; ils comportent presque systématiquement des volets élevage. Leur préparation et leur suivi nécessitent toujours une implication soutenue du MRAH même si la tutelle technique desdits projets est assurée par le département en charge de l'agriculture qui compte un important portefeuille de projets.
- **Le Ministère en charge de l'environnement :** Les aires classées et / ou protégées du Burkina Faso sont très fournies en ressources pastorales. A des conditions bien définies, ces espaces peuvent être exceptionnellement ouverts à la fauche du fourrage naturel avec le double avantage de limiter les dégâts en cas de feux de brousse et, de permettre aux éleveurs de constituer des stocks.
- **Le Ministère en charge de la recherche scientifique** et plus spécifiquement le Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST). La collaboration se fait à travers notamment l'Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA), l'Institut de Recherche sur les Sciences Appliquées et Technologiques (IRSAT), et l'Institut du Développement Rural (IDR). Ces Instituts participent à la formation de cadres supérieurs de niveau ingénieur, la mise au point et la diffusions d'itinéraires techniques et de technologies performantes qui sont sources de progrès

pour le développement de l'élevage. Au niveau de l'INERA il existe un département en charge des recherches sur les productions animales. Grâce à un appui de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ce département dispose d'un laboratoire d'amélioration génétique. La caractérisation des gènes de petits ruminants et la diffusion de ces gènes dans le troupeau national ont été établies.

Des expériences d'insémination artificielle sont en cours actuellement à la station expérimentale de GAMPELA de l'Université de Ouagadougou et donnent des résultats plus que encourageants avec la naissance de métis F1 (caprins), issus du croisement de nos races locales avec la race alpine. La difficulté majeure pour la poursuite de cette expérience est la disponibilité des semences.

- **Le Ministère en charge de l'eau :** La mobilisation des ressources en eau est une des principales missions de ce département qui est responsable de l'exécution des ouvrages hydrauliques (points et plans d'eau). Au regard du niveau de déficit hydrique pour les animaux les concertations avec ce département pour plus de synergie sont plus déterminantes.
- **Le Ministère en charge du Commerce** et plus particulièrement, de la Direction Générale du Commerce qui a pour mission l'application de la politique du ministère en matière de commerce, de prix et de concurrence ; il y a également l'Agence de Promotion des Exportations (APEX) qui travaille à la promotion des échanges commerciaux, plus particulièrement les exportations. L'ONAC accomplit cette mission par, entre autres, la collecte d'informations sur les conditions d'accès aux marchés, l'organisation et la participation à des manifestations commerciales, la formation aux règles et pratiques du commerce international et définition des normes des produits.
- **Le Ministère en charge de l'économie et des finances :** Il pilote la politique budgétaire du pays et à ce titre est responsable en grande partie de l'allocation des ressources nationales par secteur de développement. C'est également ce département qui assure le contrôle et la mobilisation des ressources intérieures et extérieures pour le financement des projets et programmes de développement pour laquelle il apporte son appui.
- **Le Ministère en charge de l'administration territoriale :** C'est un partenaire dans la planification spatiale des activités socioéconomiques dont l'élevage à travers surtout les schémas d'aménagement du territoire. C'est ce département qui est aussi responsable de la gestion (fonctionnement et entretien) des infrastructures équipements (parcs, marchés à bétail, aires d'abattage, piste à bétail, points d'eau pastoraux, etc.) qui est assuré par les collectivités territoriales.

- ***Les fournisseurs de services privés***

✓ **En matière de santé animale**

Les vétérinaires privés : Il s'agit des vétérinaires installés en clientèle privée. Au nombre d'une cinquantaine, certains reçoivent des mandats sanitaires de l'autorité vétérinaire (DGSV) qui lui délègue certaines de ses attributions (prophylaxies obligatoires) pour assurer les services sur une zone donnée. Sous leur parrainage de nombreux cabinets de soins sont ouverts par des techniciens d'élevage. Au 31 octobre 2011, il existait sur le terrain que 33

cliniques, 33 cabinets, 6 laboratoires et 12 grossistes d'intrants vétérinaires en activité (MRA/PNUD, 2011).

Ils sont en grande partie installés à Ouagadougou et à Bobo Dioulasso. Ces deux villes concentrent 60 % des vétérinaires installés en clientèle privé. Les régions du Sahel et du Nord sont peu couvertes. Ils interviennent dans les domaines de la distribution des médicaments, des produits et matériels vétérinaires, des analyses de laboratoire, de la clinique de la vente de sous-produits agro-industriels (SPAI), de la formation et appui conseil et des vaccinations contre la PPCB, la PPR,..... Les importateurs et vendeurs d'intrants vétérinaires disposent d'une très bonne connaissance du secteur, des acteurs et de la demande par produit et par zone géographique selon les saisons.

Les vétérinaires privés sont organisés au sein du Collectif des Vétérinaires Privés du Burkina (COVEP).

Les auxiliaires d'élevage ont été formés par les services techniques de l'Etat, certains projets et ONG dans le but d'améliorer l'accessibilité de certains services de santé animale aux éleveurs. Ce sont les vaccinateurs volontaires villageois (VVV) qui ont des compétences pour la vaccination de la volaille traditionnelle et le déparasitage des petits ruminants.

Le circuit de distribution des intrants vétérinaires (Figure 5) implique aussi bien les services publics de l'Etat que le secteur privé.

Pour les autres produits vétérinaires (non stratégiques) que sont les vaccins morts, les antibiotiques, l'approvisionnement du pays est laissé entre les mains du Privé. Les vétérinaires privés grossistes, généralement représentants de laboratoires étrangers, s'approvisionnent et distribuent les produits à travers des privés détaillants, des mandataires ou autres cliniciens ainsi que par le biais du réseau d'encadrement étatique du Département en charge de l'Elevage. L'approvisionnement auprès des grossistes privés par le réseau d'encadrement public ne suit pas toujours le circuit formel hiérarchique tel que décrit dans le circuit de distribution des produits stratégiques.

Les vétérinaires privés relèvent et condamnent cette pratique qui est une concurrence déloyale du fait de l'obligation faite à eux de s'aligner sur les prix des services publics malgré une prise en charge totale des coûts de prestation de ces services publics.

L'approvisionnement en médicaments vétérinaires se fait conformément à la réglementation communautaire (UEMOA) ; cette institution est la seule habilitée à donner l'autorisation de mise sur le marché (AMM). Une grande lourdeur caractérise cependant le processus de délivrance des autorisations pénalisant *in fine* les producteurs. Aussi les différents pays membres n'appliquent-ils pas avec la même rigueur la réglementation communautaire favorisant ainsi la circulation entre états des produits prohibés ou la concurrence sur les frontières et même à l'intérieur du pays sur certains produits.

On estime à plus de deux (02) milliards de FCFA le montant annuel moyen des importations des médicaments et matériels vétérinaires au Burkina Faso (MRA, 2015).

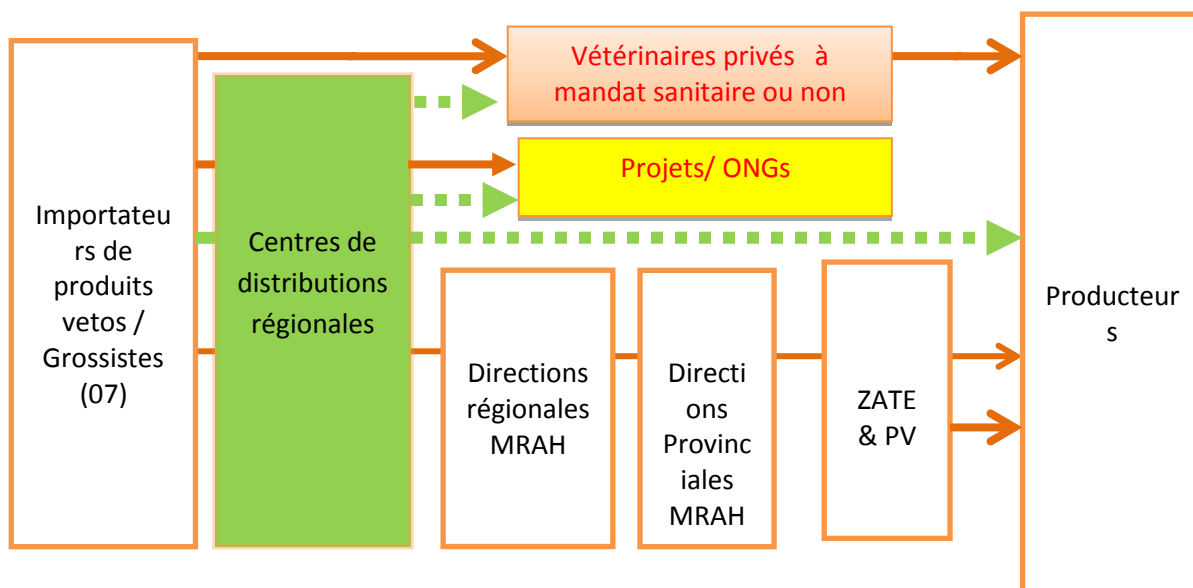


Figure 5. Schéma du circuit de distribution des intrants vétérinaires (produits et services)

En matière d'alimentation des animaux

Les fournisseurs d'aliments pour bétail sont constitués principalement de fabricants et d'importateurs comme l'indique la Figure 6.

Les fabricants :

Il s'agit de la SN CITEC et de toutes les unités d'huilerie (Bobo Dioulasso, Ouagadougou, Dédougou) qui produisent surtout le tourteau de coton la SN CITEC propose en plus du tourteau de coton, un aliment bétail. Cette société, dont la production annuelle est d'environ 50 000 tonnes, a en perspective la spécialisation de ses produits vers l'aliment des petits ruminants et de la volaille.

De même il y a toutes les minoteries (Ouagadougou et Banfora) qui sont des unités de production d'aliment pour bétail constitué essentiellement de sons (maïs, blé).

La Société de fabrique d'aliments de bétail (SOFAB) installée dans le périurbain de Ouagadougou met sur le marché une gamme variée d'aliments complets. Sa capacité nominale est de 70 000 tonnes par an mais, depuis sa mise en service elle n'a guère atteint les 50% de son potentiel de production. Selon cette société, la part des aliments pour les ruminants (Bovins, ovins, caprins,) dans son chiffre d'affaires représente 70% dont 40% pour les petits ruminants. La SOFAB qui produit une gamme diversifiée d'aliments (25 types différents) répondant aux normes, spécialisés selon les espèces (bovin, PR, volailles, ...) et par type de produit (lait, viande, œuf,), se retrouve face à une concurrence d'autres produits de moindre qualité mais peu chers. Les résultats de démonstration sur l'efficacité de

ses produits sur le rendement et la productivité des animaux ont été réalisés mais n'ont pas payé au point que la nouvelle stratégie de l'usine tend vers la production d'un aliment plus compétitif mais moins spécialisé. Les coûts de production sont fortement influencés par le prix de la matière première surtout le soja et le maïs qui représenteraient entre 15 à 20%.

Ces unités industrielles vendent leurs productions à des grossistes qui les distribuent à travers un réseau de demi-grossistes et de détaillants. Une partie de la production des unités de la région Ouest du Burkina est exportée vers certains pays voisins (Mali, Côte d'Ivoire essentiellement).

D'autres unités semi-industrielles d'aliment bétail existent surtout dans les grands centres urbains de Ouagadougou et de Bobo Dioulasso comme par exemple l'International des Oléagineux (ICO), SIMAO à Ouagadougou et SOFIB à Bobo Dioulasso....

Les importateurs d'aliment bétail : Plusieurs groupes privés à Ouagadougou et à Bobo Dioulasso importent des pays côtiers différents types d'aliments pour le bétail. Il s'agit de son brut ou enrichi des minoteries à des aliments complets/composés (SOGO BALO, ...).

Les exportateurs d'aliment bétail : Une partie non négligeable de la production nationale de SPAI est exportée vers les pays voisins (Côte d'Ivoire, Mali).

Les vendeurs d'aliment grossier : Dans les grandes villes surtout et autour de certains marchés à bétail (regroupement, consommation, exportation) se sont développés un marché de vente d'aliments grossiers (paille, tiges de céréales, fanes d'arachide, et de l'herbe fraîche à certaines périodes de l'année). Ce marché est approvisionné essentiellement par des ménages des zones rurales ou péri-urbaines. Cette activité ne semble pas avoir déjà fait l'objet d'une évaluation pour en mesurer l'ampleur.

Fournisseur de semences fourragères : L'Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA) a développé et vulgarisé plusieurs espèces de cultures fourragères (graminées et légumineuses) ; pour favoriser leur adoption par les producteurs / éleveurs. Dans un contexte d'insécurité alimentaire, l'accent a été mis sur les cultures à double fins (production de graines et de fourrage). Le schéma de multiplication et de distribution des semences fourragères s'appuie sur les stations de recherche (production de semence de base, des producteurs semenciers (production de semences certifiées) et des distributeurs agréés de semences améliorées. L'Union Nationale des Producteurs Semenciers du Burkina Faso (UNPSB) est un acteur important du dispositif ; il regroupe la grande majorité des producteurs semenciers.

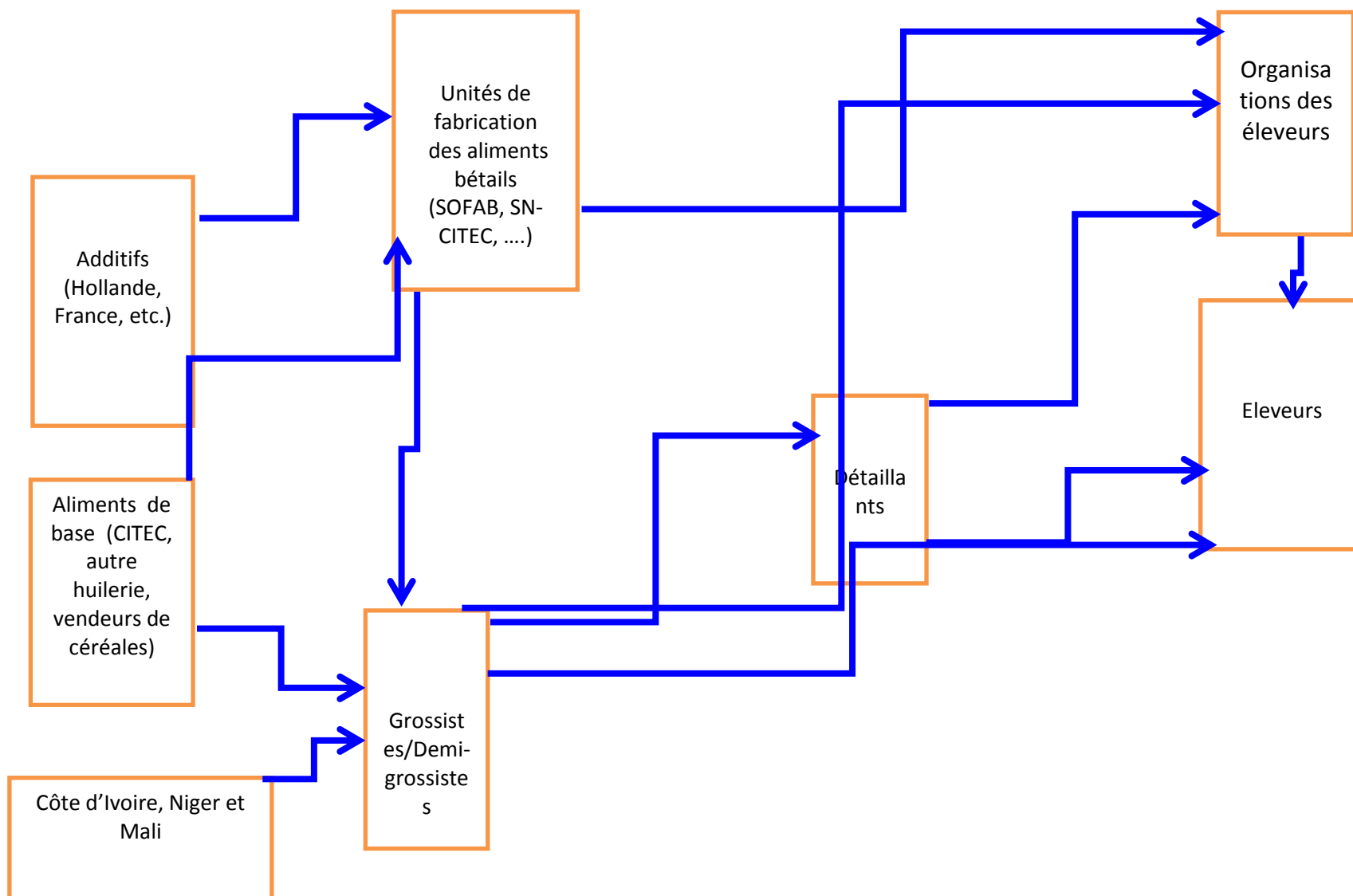


Figure 6. Circuit de production et de distribution des Sous-Produits Agro-Industriels (SPAI)

En matière de financement

Le financement privé du sous-secteur de l'élevage est assuré par les banques, les institutions de la microfinance, les ONG, projet et programmes de développement. La part des ressources bancaires affectées à l'élevage est restée constamment faible entre 2005 et 2009 (Tableau 3). Les banques estiment que l'élevage est un secteur à haut risque.

Tableau 3. Part des crédits bancaires consacrés à l'élevage (en millions de FCFA)

Année \ Type de crédit	2005	2006	2007	2008	2009
Crédits bancaires à l'élevage	125	121	187	195	211
Crédits total à l'économie	475 263	542 368	546 631	660 514	672 067
Par de crédit à l'élevage (%)	0,03	0,02	0,03	0,03	0,03

Source : MRA, PNUD : 2011, citant BCEAO, Centrale des Risques 2005-2009

En ce qui concerne les institutions de la microfinance, les structures de financement les plus proches des producteurs, le pays en compte 451 points de service. La situation de leurs contributions au financement du sous-secteur en 2009 se présente de la manière suivante :

- 81,9 milliards de FCFA de crédits distribués ;
- 20,5 milliards de FCFA de microcrédits octroyés au profit des activités d'élevage et d'agriculture soit environ 25% des crédits distribués (MRA, PNUD : 2011).

Le financement privé destiné spécifiquement au sous-secteur de l'élevage au cours de l'année 2009 est inférieur à 21 milliards de FCFA, sur un total de plus de 754 milliards de crédits et microcrédits distribués par les institutions privées de financement soit moins de 3% (MRA, PNUD : 2011).

2.1.2. Analyse socioéconomique et environnementale du maillon production

2.1.2.1. Evaluation de l'esprit d'entreprise

L'entreprise obéit aux principes de concurrence, spécialisation, rentabilité et d'orientation sur le marché. Partant de ce postulat, l'on pourrait se poser la question de savoir quels sont les acteurs du maillon production au Burkina Faso qui sont ou pourraient être considérés comme des entreprises ou, tout au moins qui sont dans une logique d'entreprise.

L'appréciation des acteurs à travers les principes de gouvernance par un système² (Tableau 4) de notation permet de ne retenir que les emboucheurs de petits ruminants comme les acteurs s'inscrivant dans une logique d'entreprise.

² 0 = n'applique pas le principe ; 1 = applique le principe

Tableau 4. Caractérisation des acteurs du maillon production selon la logique d'entreprise au Burkina Faso

Type d'acteur	Principes de gouvernance				Total
	concurrence	spécialisation	rentabilité	Orientation vers le marché	
Eleveurs du système extensif (pastoral transhumant ou sédentaire agropastoral)	0	0	1	0	1
Eleveurs du système semi intensif	0	0	1	0	1
Eleveurs du système intensif (Emboucheur)	1	1	1	1	4
Groupeement Villageois	0	1	0	0	1
UNAPROBEVI	0	1	0	0	1
FEBVIB, FEB,	0	1	0	0	1

Source : Elaboration de données recueillies de l'Etude

La *capacité des producteurs à satisfaire* le marché local peut se mesurer indirectement du point de vue quantitatif (volume) à travers le ratio offre/demande des marchés de production. C'est sur ces marchés que les producteurs sont le plus en contact direct avec les acheteurs (bouchers, commerçants de bétail/collecteurs, emboucheurs, producteurs). Selon les statistiques de suivi des marchés à bétail, environ 79% des PR présentés sur les marchés de production sont achetés. Ce ratio varie de 46 à 95% selon les marchés. On peut en conclure un bon niveau de couverture de la demande. Cette conclusion est confirmée par les données d'enquêtes terrain ; les bouchers et les commerçants relèvent cependant une pénurie de petits ruminants sur les marchés surtout en début de saison pluvieuse (juin) jusqu'en août. Une reprise de septembre serait liée aux besoins de revenus monétaires pour faire face surtout à la soudure et aux charges de scolarité. Outre ces ventes stratégiques, la stratégie de commercialisation est basée sur les ventes en période de fête (Ramadan, Tabaski, Noel, Nouvel an). Le pouvoir de négociation du prix des animaux par le producteur est surtout fonction du nombre d'animaux qu'il met sur le marché mais reste dépendant des prix des animaux sur les marchés extérieurs (Ghana, Côte d'Ivoire, Bénin).

Le niveau de satisfaction des *exigences de la demande* par les éleveurs de petits ruminants sur les marchés de production est beaucoup plus difficile à apprécier. Au regard du type d'animaux présents sur les marchés trois critères essentiels les distinguent : l'espèce, la race et l'âge comme l'indique le Tableau 5. Il apparaît également que la diversité de l'offre semble indiquer des exigences variées en fonction du profil de la clientèle. Les collecteurs en particulier achètent aussi bien les animaux d'élevage tout venant que les animaux d'embouche en période de fête pour les proposer sur les autres marchés à bétail.

Tableau 5. Classification par âge des petits ruminants vendus sur les marchés à bétail

Espèce	race	Type	Critère de classification
Ovine	Djalanké / mossi	Agneau/agnelle	Inférieur ou égal à 1 an
		Bélier	Supérieur à 1 an
		Brebis	Supérieur à 1 an
	sahélienne	Agneau/agnelle	Inférieur ou égal à 1 an
		Bélier	Supérieur à 1 an
		Brebis	Supérieur à 1 an
Caprine	Djalanké/mossi	Cabri	Inférieur ou égal à 1 an
		Bouc entier	Supérieur à 1 an
		Bouc castré	Supérieur à 1 an
		Chèvre	Supérieur à 1 an
	sahélienne	Cabri	Inférieur ou égal à 1 an
		Bouc entier	Supérieur à 1 an
		Bouc castré	Supérieur à 1 an
		Chèvre	Supérieur à 1 an

Source : Elaboration de données de l'Etude à partir du rapport statistique MRAH, 2014

2.1.2.2. Evaluation et gestion des risques environnementaux

Le principe fondamental devant guider les modes de production et les systèmes d'élevage demeure : la préservation de l'environnement local et mondial des menaces majeures liées à (i) la santé publique et, (ii) à la gestion des ressources naturelles (eau, sols, biodiversité).

L'élevage de petits ruminants engendre certes des impacts environnementaux positifs, notamment à travers sa contribution à la régénérescence des parcours naturels par l'apport de fertilisants et la dissémination de semences forestières.

Cependant, la conception traditionnelle de l'élevage met un accent beaucoup plus important sur le nombre d'animaux du cheptel que sur les autres paramètres de production (ILRI, 2015).

Il est alors reproché à cet élevage, des impacts négatifs sur l'environnement. Il s'agit particulièrement :

- d'émissions dans l'atmosphère de particules et de composés organiques (CO₂, CH₄) toxiques aussi bien pour l'homme (pollution) et pour l'environnement (agressions de la couche d'ozone) ;
- des émissions dans l'eau et dans le sol de produits chimiques (dioxine, de NPK et de métaux lourds (plomb) ;
- de la dégradation des parcours, notamment la dégradation des terres, la déforestation et la désertification et l'érosion des sols ;
- de la destruction de la biodiversité, notamment l'habitat de la faune, et de la flore à travers la réalisation des infrastructures de production.

Certaines mesures d'adaptation et/ou d'atténuation des impacts environnementaux négatifs peuvent être retenues dont la distinction de zones de production des zones d'habitation, le gardiennage en toute saison des troupeaux, le respect des capacités de charges des différents

types de pâturage, l'amélioration des techniques d'alimentation, la transformation des déjections animales en biogaz.

2.1.2.3. Evaluation et gestion des risques sanitaires

Les risques sanitaires dans le maillon production de la chaîne de valeurs des petits ruminants apparaissent aussi bien au niveau même des animaux élevés qu'au niveau des personnes en contact avec le bétail, des intrants zootechniques et vétérinaires utilisés, des équipements de production et de transport, ainsi qu'au niveau des infrastructures d'élevage.

Ces risques potentiels et les facteurs qui les aggravent à tous les niveaux se manifestent à diverses échelles selon les systèmes d'élevage et modes de production des petits ruminants :

- au niveau des systèmes d'élevage extensifs

Les risques sanitaires potentiels se resument à l'émergence ou la persistance de pathologies animales. Il s'agit essentiellement de la peste des petits ruminants, de la pasterellose, du charbon symptomatique, des parasitoses et de certaines zoonoses telles que le charbon bactérien et de la tuberculose. Les facteurs favorisant ces risques sont particulièrement le brassage des animaux aux pâturages, le contact de l'homme avec le bétail et la promiscuité de l'habitat animal, l'insuffisance de soins et de prophylaxie, l'absence de biosécurité, certains mauvais comportements dans la conduite de l'élevage (introductions incontrôlées d'animaux dans le troupeau, absence de tri et de quarantaine).

- au niveau des systèmes semi-intensifs et intensifs (embouche) :

Les risques identifiés dans le système extensif se manifestent également dans les élevages semi intensifs et intensifs à des degrés divers. A cela s'ajoutent les risques spécifiques aux systèmes tels que : (i) la résistance à certaines maladies du fait de l'utilisation incontrôlée et abusive des médicaments, (ii) les résidus médicamenteux, (iii) la transmission de maladies par voie d'amélioration génétique mal encadrée, (iv) les contaminations par la production et la distribution d'aliments concentrés, (v) les contaminations par les moyens de transport et les équipements de production.

Des actions d'information d'éducation et de communication (IEC) à l'endroit des différents acteurs pour un changement de comportement et l'observation de mesures de bio-sécurité restent la voie appropriée pour l'atténuation des risques sanitaires relevés dans ce maillon de la chaîne de valeurs des petits ruminants.

2.1.2.4. Incidences sur les questions sociales

Les questions sociales qui seront analysées sont : l'éducation, la santé, la création d'emplois décents, la solidarité, l'équité sociale, le développement local, la réduction de la pauvreté, la distribution de la valeur ajoutée.

- **Education**

Les résultats de l'étude (MRA, PNUD : 2011) fournissent d'importantes informations relatives aux retombées de l'élevage sur les secteurs sociaux. Se basant sur les résultats de l'enquête QUIBB-2007, l'étude indique qu'au niveau national, 16% des populations investissent prioritairement les revenus tirés de l'élevage dans l'éducation de leurs enfants.

Cette proportion cache des disparités régionales. Il est établi que la région du Plateau Central enregistre l'incidence de recours à l'élevage pour des besoins d'éducation la plus élevée (34,6%) ; ensuite viennent les régions du Centre Sud (23,5%) et du Centre Ouest (21,2%). Dans les régions du Sahel et du Sud-Ouest, la contribution de l'élevage à l'éducation est faible. Les incidences y sont respectivement de 3,0% et de 7,3%.

En ce qui concerne le cas du Sahel, première région d'élevage, il s'avère que le faible niveau de scolarisation des enfants relève plus des facteurs socioculturels que du manque de revenus monétaires. Les systèmes d'élevage extensif (pastoral transhumance et agropastoral sédentaire) mobilisent les enfants et les contraignent à l'abandon de l'école ; ils ne sont mêmes pas parfois scolarisés de ce fait.

L'amélioration des pratiques, notamment le passage des systèmes extensifs aux modes de production améliorés (systèmes semi-intensifs et intensifs) pourrait contribuer à améliorer le niveau de scolarisation des enfants.

- Santé

Les revenus tirés de l'élevage facilitent l'accès des populations aux soins de santé. Les données statistiques de l'étude sur la contribution de l'élevage à l'économie nationale (MRA, PNUD 2011) révèlent qu'en moyenne 42,2% des ménages agricoles ont recours à l'élevage pour faire face aux dépenses de santé. Dans les régions des Cascades (69,2%), du Centre Sud (60%), du Centre Est (56,6%) et du Plateau central (53,9%), plus de la moitié des producteurs financent la prise en charge des soins de santé avec les revenus tirés de l'élevage. Les régions qui présentent les taux en dessous de la moyenne nationale sont la Boucle du Mouhoun (30,9%), du Sud-Ouest (24,5%), du Sahel (33,1%), des Hauts Bassins (34,0%), de l'Est (36,7%) et du Nord (40,7%).

En effet, l'élevage apparaît comme un système d'assurance maladie. Sa contribution à l'accès des populations aux soins de santé serait accrue si des investissements publics permettent de rapprocher davantage les populations des centres sanitaires et de doter les formations sanitaires de personnel adéquat.

- Création d'emplois

Le maillon production génère beaucoup d'emplois de gardiennage des animaux surtout. Ce type d'emploi occupait 898 000 personnes à temps plein dans les systèmes d'élevage agropastoraux (IEPC, 2004) comme le montre le Tableau 6. La main d'œuvre familiale représente 93% contre 7% pour la main d'œuvre salariée dans le système.

Tableau 6. Estimation de la main d'œuvre occupée par les systèmes agropastoraux

	Main d'œuvre familiale		Main d'œuvre salariée	Total
	Totale	Enfants		
Personnes-mois consacrées aux bovins	3 500 000	1 600 000	600 000	4 100 000
Personnes-mois consacrées aux ovins	2 900 000	1 400 000	80 000	2 980 000
Personnes-mois consacrées aux caprins	3 700 000	1 800 000	20 000	3 700 000
Personnes-mois total (bovins + ovins + caprins)	10 100 000	4 800 000	700 000	10 800 000
Equivalent personnes à temps plein	840 000	400 000	58 000	898 000

Source : IEPC, 2004

La main d'œuvre est essentiellement d'origine familiale (93%) ; elle est fournie à 48% par les enfants. Ceux-ci sont généralement affectés à la garde des animaux. La prédominance des systèmes traditionnels dans le mode de production présente un risque pour l'épanouissement des enfants.

- La solidarité

L'élevage était plus un mode de vie qu'une activité économique. Les produits de l'élevage étaient faiblement autoconsommés dans les exploitations familiales. Ils servaient dans les échanges sociaux pour tisser des relations sociales fortes avec l'extérieur. Les produits de l'élevage étaient plus donnés que vendus. Les transhumants bénéficiaient de l'hospitalité des populations des zones d'accueil lors de leurs déplacements.

L'élevage est progressivement et fortement entré dans l'économie marchande et les différentes formes de solidarité se sont effritées. De nos jours « Les rapports intrafamiliaux, notamment entre parents et enfants, se sont souvent dégradés » (APESS, 2013). La compétition entre les transhumants et les populations des zones d'accueil pour l'accès aux ressources a contribué à dégrader les relations « logeurs - hôtes », fondé sur l'échange, le partages et la réciprocité (IEPC, 2004).

- L'équité sociale dans l'accès aux ressources pastorales

Les contraintes climatiques, la croissance démographique, l'extension des cultures, ont considérablement réduit les aires de parcours des animaux et à la terre (foncier). Les populations des zones d'accueil sont de moins en moins disposées à recevoir les animaux en transhumance. Les schémas d'aménagement des grands centres urbains (Ouagadougou, Bobo Dioulasso) ont tenu parfois compte de l'activité d'élevage mais l'urbanisation galopante a toujours eu raison de la prise en compte de cette activité, transformant les zones réservées à l'élevage en zone d'habitation. Le schéma directeur du « grand Ouaga » adopté en 2009 par le

Gouvernement prévoit une zone agropastorale située sur l'axe Ouagadougou – Po – frontière du Ghana à une trentaine de kilomètres de la ville ; cette zone abrite déjà de nombreuses fermes d'élevage et devrait accueillir des industries agroalimentaires. Cela s'est traduit par l'iniquité dans l'accès aux ressources pastorales collectives et des terres en défaveur des éleveurs et des femmes. Pour faire face à cette situation, les éleveurs ont développé entre autres stratégies : (i) l'intensification de la production basée sur la réduction de la mobilité, l'utilisation de sous-produits agropastoraux; (ii) l'insertion dans l'économie marchande. Pour sécuriser l'accès des éleveurs aux ressources pastorales et améliorer la productivité, l'Etat a aménagé des zones pastorales. Les plus importantes sont celles de Bittou, Sondré-Est, Sidéradougou et Yallé (MRA, 2007). Elles permettent aux éleveurs de bénéficier d'un paquet de services composé de points d'eau, de magasins pour la vente des intrants, de parc de vaccination mais leur nombre, leur répartition géographique et leur superficie restent insuffisants.

- Le développement local

La décentralisation confère aux populations le droit de jouer un rôle important dans le développement de leurs localités (commune, région) notamment dans la gestion des ressources naturelles. Les structures de la décentralisation dont les conseils communaux ont le droit d'attribuer et de retirer les terres. Les chartes foncières sont un outil de gestion de l'espace à l'échelle villageoise qui peut contribuer à améliorer la sécurité foncière aux éleveurs. De plus les orientations nationales en matière d'aménagement du territoire des communes rurales consacrent la subdivision du territoire communal en trois principaux espaces : habitation, production, conservation.

- La réduction de la pauvreté

L'étude sur la contribution de l'élevage à l'économie et à la lutte contre la pauvreté (MRA, PNUD, 2011) a mis en évidence que l'élevage contribue considérablement à la lutte contre la pauvreté des ménages ruraux. Il indique que les régions pour lesquelles le nombre moyen de bétail par membre des ménages ruraux est inférieur ou égal à 2, ont les incidences de pauvreté les plus élevées (47,7% à 63,8%), sauf le Centre Ouest. Aussi, les faibles taux d'incidence de pauvreté des régions du Sahel (28,9%) et du Centre Nord (25,9%) s'expliqueraient par le fait que le nombre moyen de bétail par membre des ménages est plus élevé, soit 5,7 têtes par ménage au Sahel et 3 têtes par ménage dans le Centre Nord. Le Tableau 7 illustre bien le lien entre les dépenses de consommation par membre des ménages et le nombre moyen de têtes de bétail détenu par ces ménages ruraux.

Il s'avère que le montant des dépenses de consommation des ménages pauvres varie d'environ 54 200 FCFA pour ceux qui possèdent moins d'une tête de bétail par membre à 59 342 FCFA pour ceux qui ont entre 2 et 5 têtes de bétail par membre, puis à 61 404 FCFA pour les ménages pauvres qui ont plus de 5 têtes de bétail par membre.

Ainsi, la réduction de la pauvreté en milieu rural passe nécessairement par la promotion de l'élevage. Plus concrètement le ménage pauvre moyen en milieu rural burkinabè avait en 2003 une dépense de consommation de 56 689 FCFA et 1,4 tête de bétail par membre. L'augmentation du niveau moyen d'activité de 1,4 à 3 permettrait d'augmenter la moyenne des dépenses de consommation des pauvres de 12% et l'incidence de pauvreté des ménages ruraux passerait de 43,5% à 30,9%. Ce qui suppose qu'aux mêmes effectifs de cheptel, le doublement de la productivité de l'activité d'élevage des ménages ruraux pauvres donnerait le

même résultat (réduire l'incidence de la pauvreté de 43,5% en 2003 à 30,9%). La baisse de l'incidence de pauvreté serait plus importante si l'on tient compte du fait que les ménages utilisent une partie des ventes de produits d'élevage pour acquérir des équipements agricoles modernes (MRA, PNUD 2011).

Tableau 7. Dépenses de consommation par membres des ménages ruraux selon le niveau relatif de l'activité d'élevage (en F CFA)

	0 à 0,5 tête de bétail par membre de ménage	0,5 à 1 tête de bétail par membre de ménage	1 à 2 têtes de bétail par membre de ménage	2 à 5 têtes de bétail par membre de ménage	>5 tête de bétail par membre de ménage	Moyenne
Ménages pauvres	54 245,5	54 534,9	56 626,1	59 342,0	61 404,0	56 122,8
Ménages non pauvres	220 892,6	173 734,6	159 799,3	182 533,6	257 475,6	199 920,8
Moyenne	139 708,3	108 503,1	107 983,5	140 012,0	218 919,4	137 314,1

Sources : MRA, PNUD 2011

- La création et distribution de la valeur ajoutée

Le Tableau 8 ci-dessous indique la part des éleveurs dans la valeur ajoutée créée sur l'ensemble de la chaîne de valeurs des petits ruminants selon une étude de l'ILRI.

Les éleveurs extensifs d'ovins et de caprins, les plus nombreux (94,48% et 98,10%) contribuent pour 61,54% et 59,59% de la valeur ajoutée de la chaîne de valeur. Rapportée à leur proportion, cette contribution est inférieure à 1 (0,65).

Tableau 8. Contribution des éleveurs à la valeur ajoutée de la chaîne de valeurs des petits ruminants.

Acteur	Produits	Part dans la VA (%)	Représentation en termes d'acteurs	Ratio % de VA/ % de nombre d'acteurs
Eleveurs du système extensif	Ovin d'élevage	61,54	94,48	0,65
Emboucheurs	Ovins d'embouche	2,37	4,72	0,50
Eleveurs du système extensif	Caprin d'élevage	59,59	98,10	0,61

Source : ILRI, 2014

- Le genre

Les données statistiques sur les caractéristiques de la population d'éleveurs indiquent que les femmes et les jeunes représentent respectivement 38,8% et plus de 75 % des éleveurs (ENEC II, 2004). Pour faciliter l'autonomie des femmes dans la gestion de leurs activités d'élevage les ONGs et les projets ont appuyé des femmes à se structurer et à mettre en place des groupements féminins. En 2001, les groupements féminins représentaient environ 17% des groupements d'éleveurs.

Diverses initiatives sont entreprises pour atténuer les disparités entre les hommes et les femmes et/ou favoriser la frange jeune dans l'accès aux avantages et opportunités dans le domaine de l'élevage. Le programme spécial de création d'emplois pour les jeunes et les femmes (PSCE – J/F) est le plus important que le pouvoir public ait implémenté au cours de la dernière décennie. Il comprenait un volet consacré aux jeunes ruraux mais axé essentiellement sur l'aviculture villageoise. Le Fonds d'appui aux activités rémunératrices des femmes (FAARFP) est une des initiatives du même genre. Pour ce qui concerne la prise en compte des personnes âgées et des personnes vivant avec un handicap, des initiatives très isolées sont prises en l'absence d'une stratégie globale; le conseil d'administration du FODEL par exemple a la possibilité d'accorder des crédits sans intérêt ou à des taux exceptionnels (4% au lieu de 7%) à des groupes spécifiques (handicapés, retraités, ...).

Des projets appuient l'accès des organisations féminines aux services techniques et au crédit en particulier pour développer l'embouche ovine. Le FAARF constitue une opportunité pour permettre aux productrices de bénéficier de crédits pour leurs activités d'embouche ovine.

2.1.2. Analyse des forces, faiblesses opportunités et menaces du maillon production

Les analyses des forces et potentialités dans le maillon production de la chaîne de valeurs des petits ruminants (Tableau 9), mettent en évidence les investissements à réaliser ci-après autour desquels devront s'inscrire les interventions futures en faveur d'un développement économique et social des acteurs de la chaîne de valeur :

- ✓ Appuyer la mise en place d'une interprofession PR ;
- ✓ Renforcer les capacités de production par des formations ;
- ✓ Assurer un plus grand accès aux crédits ;
- ✓ Améliorer l'accès au foncier ;
- ✓ Améliorer la couverture des besoins alimentaires des animaux ;
- ✓ Renforcer les capacités logistiques des unités de fabrication d'aliment bétail au niveau des infrastructures de stockage pour pouvoir acheter plus en temps de récolte.
- ✓ Développer des programmes d'alliances stratégiques avec les consommateurs
- ✓ Améliorer l'accès aux soins sanitaires des animaux ;
- ✓ Développer des mécanismes de soutien multiforme aux entreprises impliquées dans l'importation et la distribution des produits vétérinaires (facilités fiscales ou d'établissement).

- ✓ Analyser les possibilités de financement de la Centrale d'Achat des Médicaments Vétérinaires (CAMVET) avec une forte implication des vétérinaires privés.
- ✓ Faciliter l'établissement des alliances productives entre importateurs pour jouer sur les prix des intrants vétérinaires
- ✓ Améliorer le circuit de commercialisation en faisant la promotion des échanges de services intra filières (information, finances, encadrement / organisation, formation ...)
- ✓ Améliorer la productivité des races locales (poids carcasse, prolificité) :
- ✓ Développer des fermes modèles qui servent de centres de formation et démonstration (priorités aux fermes en place et aux opérateurs qualifiés comme des ingénieurs et techniciens d'élevage).
- ✓ Renforcer les capacités des acteurs clés (Instituts de recherche, services d'encadrement, opérateurs privés) soit à travers des fonds publics, soit à travers l'orientation des financements, soit à travers la régulation et la promotion des mesures incitatives diverses notamment l'accès à la ressource terre.

Tableau 9. Forces, faiblesses opportunités et menaces du maillon production de la chaîne de valeurs petits ruminants

Domaines	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Alimentation	<ul style="list-style-type: none"> -Promotion des cultures fourragères (subvention des semences) -Promotion de la fauche du fourrage naturel - Existence de semences fourragères locales potentiellement valorisables ; - Existence d'unités de fabrique d'aliments (SOFAB, CITEC, Huileries, minoteries...) -Subvention des SPAI 	<ul style="list-style-type: none"> -Bilan pastoral négatif -Insuffisance de valorisation des SPA -Difficultés d'accès aux intrants -Faible accès aux semences fourragères - Faiblesses pluviométriques - Déficit hydrique important en saison sèche -Peu d'investissement de l'Etat dans le domaine 	<ul style="list-style-type: none"> -Résultats de la recherche disponibles (alimentation, amélioration génétique, etc.) -Existence de composante « alimentation et abreuvement» dans de nombreux Projets 	<ul style="list-style-type: none"> -Départs définitifs de cheptel vers d'autres pays -Réduction du taux de croît, -Faibles productivités des élevages
Santé animale	<ul style="list-style-type: none"> -Existence d'un réseau de surveillance épidémiologique -Existence d'un réseau d'encadrement (privé et public) en santé animale -Existence d'un stock de sécurité en vaccins -Organisation de campagnes nationales de lutte contre les pathologies -Existence des résultats d'un projet pilote de lutte contre la PPR -Très bonne connaissance du secteur, des acteurs et de la 	<ul style="list-style-type: none"> -Persistance de pathologies -Taux de couverture vaccinale bas -Accès financier et géographique aux intrants -Insuffisance d'encadrement technique -Mauvaise répartition géographique des vétérinaires installés en clientèle privée -Absence d'organisation des importateurs grossistes -Faible capacité de négociation avec les 	<ul style="list-style-type: none"> - Projet de création d'une centrale d'achat de médicaments vétérinaires - Demande potentielle forte 	<ul style="list-style-type: none"> -Développement de trafics clandestins de médicaments et produits vétérinaires -Développement de chimio-résistance -Incidence sur la santé publique -Forte dépendance des interventions aux pouvoirs publics et projets

Domaines	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
	demande -Très bonne connexion avec les fournisseurs -Faible capacité financière des importateurs	fournisseurs -Lourdeur de la réglementation communautaire sur le médicament		
Productivité	-Nombreuses opérations d'embouche -Existence de centres de multiplication et d'expertises capable de réaliser un programme de croisements -Existence de matrice génétique adaptée à l'environnement pour lancer le programme (races adaptées et appréciées)	-Faible productivité -Insuffisance des actions d'amélioration génétique - Manque de programmes de conservation sur les espèces locales de petits ruminants -Peu d'investissement de l'Etat dans l'amélioration génétique -Manque de mesures d'accompagnement et incitatives de l'Etat au profit des privés	-Création d'un Secrétariat Permanent chargé de la coordination de la gestion des ressources génétiques animales -Marché potentiel des animaux performants très important	-Perte de gènes -Dévalorisation des races locales
Socioéconomique	-Effectifs numériquement important -Elevage accessible aux ménages pauvres -Elevage d'épargne – assurance -Lutte contre la pauvreté en milieu rural	-Système d'élevage majoritairement extensif -Peu d'investissements publics et privés dans la chaîne de valeurs -Faible rentabilité de l'élevage naisseur	-Promotion d'une chaîne de valeur PR	-Conflits agriculteurs – éleveurs -Faible rentabilité de l'élevage naisseur
				-

Domaines	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Professionnalisme des acteurs	-Savoir-faire traditionnel	-Faiblesse de l'encadrement technique -Pléthore d'organisations peu viables -Conflits internes de leadership dans les organisations	-Demandes intérieur et extérieur de PR importantes et en croissance	
Environnement de la production	-Volonté politique affirmée de promouvoir la chaîne de valeur du bétail et de la viande -Mise à disposition de SPAI et équipements à coûts subventionnés -Potentiel élevé en effectifs à emboucher	-Insuffisance des investissements -Accès au financement limité	-Forte demande des animaux sur le marché surtout en période des fêtes (tant sur le marché local qu'international)	-La question des gaz à effet de serre (GAES) ; -Vols fréquents de PR

II.2 LE MAILLON TRANSFORMATION

2.2.1. Etat des lieux

2.2.1.1. *Les modes de transformation*

Il n'existe pas de transformation industrielle (production de conserves et autres dérivés) de viande au Burkina Faso. Toutefois, des activités de transformation artisanale et semi industrielle sont réalisées par des bouchers, rôtisseurs/grilleurs et charcutiers.

D'une manière générale, la transformation des petits ruminants en viande se fait par abattage dans des infrastructures agréées (abattoirs, aires d'abattage) où les mesures d'hygiène ne sont pas suffisamment maîtrisées du fait notamment d'une absence ou d'une insuffisance d'équipements pour l'écoulement et le traitement des eaux usées et du purin.

De même les autres modes de transformation de la viande (séchage, cuisson, grillade) sont parfois réalisés dans des conditions d'hygiène et de biosécurité en deçà des normes sanitaires requises. Les abattages y sont faits par saignée et l'habillage est réalisé de manière mécanique dans les abattoirs frigorifiques Bobo Dioulasso et Ouagadougou ; les opérations sont manuelles dans les aires d'abattage et abattoirs.

Les abattages clandestins et la production de viandes foraines constituent également de sources potentielles d'insécurité sanitaire pour les consommateurs.

La collecte des peaux s'effectue à travers un réseau dense de petits collecteurs jusque dans les hameaux les plus reculés. Ces produits approvisionnent principalement l'unité industrielle TAN ALIZ installée à Ouagadougou en vue de leurs transformations successives jusqu'à la semi-finition et la finition.

2.2.1.2. *L'environnement de la transformation*

- **Politiques & stratégie**

Mise en place d'infrastructures : Les infrastructures de transformation (aires d'abattage, abattoir et abattoirs frigorifiques) sont mises en place par l'Etat. Ce sont des investissements publics considérés comme structurants pour la filière bétail viande. La gestion de ces infrastructures incombe aux collectivités territoriales qui collectent les taxes d'abattage et sont censés assurer leur entretien. L'Etat a tenté à plusieurs reprises de mettre aux normes internationales les abattoirs frigorifiques de Ouagadougou et Bobo Dioulasso sans succès ; c'est pourtant le préalable pour promouvoir les exportations de viande. Aucune infrastructure d'abattage au Burkina ne serait conforme aux normes internationales.

L'Etat encourage depuis les années 2010 l'installation d'abattoirs privés qui contribueront à améliorer le maillage du territoire mais surtout à diversifier le service d'abattage.

Normalisation des Produits : Depuis 2009, le Burkina s'est défini des normes pour la viande et les produits carnés. Ces normes couvrent des objets très variés comme l'hygiène, la teneur en différents éléments (azote total, matières grasses libres, matières grasses totales, nitrites), l'humidité, le dénombrement des *Escherichia coli*, etc. Ces normes sont transcrites dans une dizaine d'ouvrages dont le coût limite l'accessibilité / vulgarisation. Il faut déboursier environ 200 000 FCFA pour réunir l'ensemble de ces ouvrages. Le seul mérite semble être l'existence de ce référentiel puisque son utilisation par les transformateurs ou les structures de contrôle de la qualité est quasi inexistante.

Facilitation de l'accès aux équipements : le département en charge des ressources animales et halieutiques acquiert chaque année et ce depuis les années 2005 des équipements de transformation (scies, couteaux à désosser, de saignée et de dépouille, etc.) qu'il met à la disposition des bouchers et charcutiers. Les équipements sont rétrocédés à des prix subventionnés ou parfois sous forme de récompenses (prix) lors des principales manifestations des acteurs du monde rural agricole (JNP, foires agropastorales, etc.).

Monopole sur les cuirs et peaux : La filière cuirs et peaux a toujours été d'un intérêt certain pour les autorités du Burkina Faso. Dès 1968, l'Etat accordait un monopole à la société voltaïque des cuirs et peaux (SVCP) qu'il avait créée avec la participation de la société européenne des peaux de Marseille (SEP/CFAO). Ce monopole a été aboli neuf ans plus tard en 1975 ; ce qui a permis le développement de nombreuses sociétés privées nationales dont très peu survécurent après une décennie. Les Etablissements Ouédraogo Alizèta devenus par la suite société TAN ALIZ a maintenu une certaine activité et a bénéficié d'un quasi-monopole à partir des années 90 du fait que l'Etat interdisait l'exportation des cuirs et peaux bruts. Un vaste réseau de collecte des cuirs et peaux s'est progressivement mis en place autour de cette unique unité industrielle qui a amélioré progressivement ses installations. Cette Société connaît, à la suite de l'insurrection populaire d'octobre 2014 au Burkina Faso, un arrêt des activités.

Avec l'arrêt de l'usine, le réseau de collecte s'est littéralement effondré depuis mettant au chômage bon nombre d'acteurs. De nos jours, le prix des peaux de petits ruminants a été divisé par trois au moins selon les bouchers et, moins de 10% des peaux des peaux collectées sont vendus.

▪ **Les infrastructures et équipements de transformation**

Les infrastructures de transformation en 2016 étaient constituées de 403 aires d'abattages dont 48 non fonctionnels et de 23 abattoirs dont 3 non fonctionnels (DGESS, 2016 cité par MRAH, 2016).

Ce sont des infrastructures publiques dont la gestion est assurée par les collectivités territoriales à la faveur de la décentralisation intégrale du territoire ; leur transfert officiel à la compétence des communes est en préparation.

Il faut noter une dynamique naissante de création d'abattoirs privés ; le premier a ouvert ses portes dans une commune du périurbain de Ouagadougou à Tanghin Dassouri il y a moins de

5 ans. Plusieurs demandes d'ouverture sont en étude au niveau du MRAH. La répartition des infrastructures par région entre 2014 se présentait comme suit dans le Tableau 10.

Tableau 10. Equipement des communes en infrastructure d'abattage

Région administrative	Nombre d'aires d'abattage/abattoirs	Nombre de Communes	Ratio (%)
Boucle du Mouhoun	45	53	85
Cascades	19	20	95
Centre	8	6	133
Centre-Est	35	36	97
Centre-Nord	32	31	103
Centre-Ouest	39	35	111
Centre-Sud	22	22	100
Est	48	32	150
Hauts-Bassins	35	35	100
Nord	30	35	86
Plateau Central	21	23	91
Sahel	29	30	97
Sud-Ouest	32	32	100
Burkina	395	390	

Source : INSD (RGPH 2016) ; MRAH (Statistique 2014), élaboration de données recueillies de l'Etude

Le niveau d'équipement est satisfaisant pour l'ensemble du territoire (au moins 1 aire d'abattage/abattoir par commune) ; cependant, le niveau d'utilisation de ces infrastructures par les bouchers reste faible dans l'ensemble à cause du phénomène d'abattage clandestin. Les données d'enquêtes montrent que les collectivités territoriales qui collectent les taxes d'abattages à travers les services d'élevage réinvestissent très peu dans l'entretien et le fonctionnement des abattoirs ; Les abattoirs de Kaya et Ouahigouya par exemple sont dans un piteux état.

2.2.1.3. Les produits

Les principaux produits de la transformation sont la viande fraîche, les produits de charcuteries, la viande séchée, les viandes grillées, les viandes soupées, les peaux et le cinquième quartier (têtes, boyaux, pattes, foies, etc.).

Les statistiques de production de *viande* « contrôlée » (abattage contrôlée) font état d'une moyenne de 11 632 tonnes par an sur la période 2010 – 2014 avec une augmentation moyenne de 7% l'an (Tableau 11). Ces statistiques sont loin de la réalité de production nationale de viande quand on considère le phénomène d'abattage clandestin et le faible accès aux services d'inspection des viandes. Une évaluation de cette production à partir des taux d'exploitation

par espèce indique pour l'année 2014, une production de plus de 53 000 tonnes. Cette estimation comprend les abattages familiaux (fêtes, rites, ...). Comparativement aux statistiques d'abattages contrôlés l'on peut noter qu'environ 28% seulement des petits ruminants abattus au Burkina sont présentés aux services vétérinaires pour inspection. Les données de l'étude ILRI en 2014 sur la chaîne de valeur donne des résultats du même ordre de grandeur. Selon cette étude 34% des PR abattus passeraient par un contrôle sanitaire avant leur mise en consommation.

Tableau 10. Estimations de la production de viande des petits ruminants en 2014 au Burkina Faso

Espèces	Effectifs en 2014	Taux d'exploitation (%)	Exploitations en têtes	Exportation	Disponible abattage en têtes	Production potentielle en tonnes	Abattage contrôlé en têtes
Ovins	9 278 000	26	2 412 280	514 000	1 898 280	17 085	432 000
Caprins	13 891 000	32	4 445 120	401 000	4 044 120	32 353	1 211 000
Total	24 580 000		6 857 400	915 000	5 942 400	53 482	1 643 000

Source: Elaboration de données recueillies de l'Etude

Les *charcuteries* sont des préparations à base de viande³ cuite ou crue ; la viande de petit ruminant intervient dans certaines préparations (merguez) entre 5 et 50% ; les boyaux pourraient servir au conditionnement des produits mais ce sont des produits industriels de synthèse qui sont essentiellement utilisés. Dans certaine charcuteries, sont vendues des découpes de viande de petits ruminants. On rencontre d'autres produits tels que la viande préparée (grillée en morceaux ou sous forme de brochettes, les steaks et les rôtis) et la viande séchée (kilichi).

Les produits de charcuterie moderne (pâtés, les boudins, les merguez, les saucisses, etc.) représentent une très faible partie de la viande transformée. Cela résulterait d'une part, des habitudes culturelles et culinaires locales, et du faible pouvoir d'achat des consommateurs, et d'autre part de la maîtrise insuffisante des techniques de transformation et de l'exigence de la chaîne de froid pour la conservation de certains produits.

La production de *peaux* peut être estimée sur la base du nombre d'animaux abattus à près de 6 millions en 2014 au regard du mode de transformation (habillage).

2.2.1.4. Les acteurs

Le maillon de la transformation est animé par les différents types d'acteurs suivants :

- La Société de Gestion de l'Abattoir Frigorifique de Ouagadougou (SOGEO) qui est une société anonyme créé en 2004 dans un contexte marqué par la volonté des pouvoirs publics de privatiser la gestion de l'abattoir. Au côté de l'Etat Burkinabé, les acteurs (transformateurs, bouchers et éleveurs), la commune de Ouagadougou et la Maison de

³ Il s'agit des morceaux de récupération issus de la découpe de la viande

l'entreprise ont pris chacun une part du capital social de la société qui était de 187 950 000 FCFA à sa création. Sa mission est de produire et de traiter dans de bonnes conditions d'hygiène et de salubrité la viande pour la consommation intérieure et l'exportation. La société connaît une situation financière déficitaire et la recherche de voies et moyens se poursuit pour trouver un repreneur. Avec l'appui du PAFASP un appel à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un gestionnaire a été également lancé sans succès.

L'infrastructure de production, la plus importante du pays, comprend deux chaînes d'abattage pour grands animaux pour 25 têtes par heure et par chaîne, une chaîne d'abattage pour petits ruminants pour 120 têtes par heure, une chaîne d'abattage pour porcs 25 têtes/heure. La capacité théorique d'abattage est estimée à 20 180 tonnes de viande par an soit 1 682 tonnes par mois. En 2016, l'AFO a produit environ 9 500 tonnes de viande dont 345 tonnes de viande de petits ruminants.

Les collectivités territoriales : La gestion des aires d'abattages a toujours été assurée par les institutions décentralisées/déconcentrées. A la faveur du transfert de compétences et de ressources aux collectivités territoriales, cette position s'est confortée avec la responsabilisation des communes pour assurer cette gestion. Les taxes d'abattage sont considérées comme des recettes communales ; l'entretien des infrastructures incombe de ce fait aux collectivités qui dans leur grande majorité n'y accordent pas les ressources nécessaires mettant la plupart des infrastructures dans un état de délabrement.

Les bouchers agréés ou chevillards sont ceux officiellement reconnus par l'administration et sont les acteurs centraux des abattoirs. En 2017, ils sont 305 bouchers inscrits à travailler avec l'AFO dont 129 bouchers abattants de grands animaux, 27 bouchers abattants de PR et 21 bouchers abattants de porcs. Ils s'approvisionnent auprès des collecteurs et des marchands de bétail. Leurs principaux clients sont les bouchers détaillants, les exportateurs de viande et les restaurateurs.

Les bouchers abatteurs-détaillants. Ils approvisionnent directement le consommateur sans intermédiaire. Mais leur capacité opérationnelle est limitée à moins de 5 têtes de petits ruminants par jour.

Les grilleurs installés aussi bien dans les centres urbains, semi-urbains que dans les villages dont l'activité principale est la vente de la viande grillée sous forme de morceau ou de brochette.

Les charcutiers sont des professionnels de la transformation de la viande qui ont investi dans des unités spécialisées (infrastructure et équipement) dans les grandes villes (Ouagadougou, Bobo Dioulasso, Koudougou et Ouahigouya). Ils associent en général l'activité de boucherie par la vente différents morceaux de découpe (bovins, petits ruminants, porcs,). Les services vétérinaires assurent la protection des consommateurs à travers le contrôle sanitaires des produits d'abattage (Figure 7)

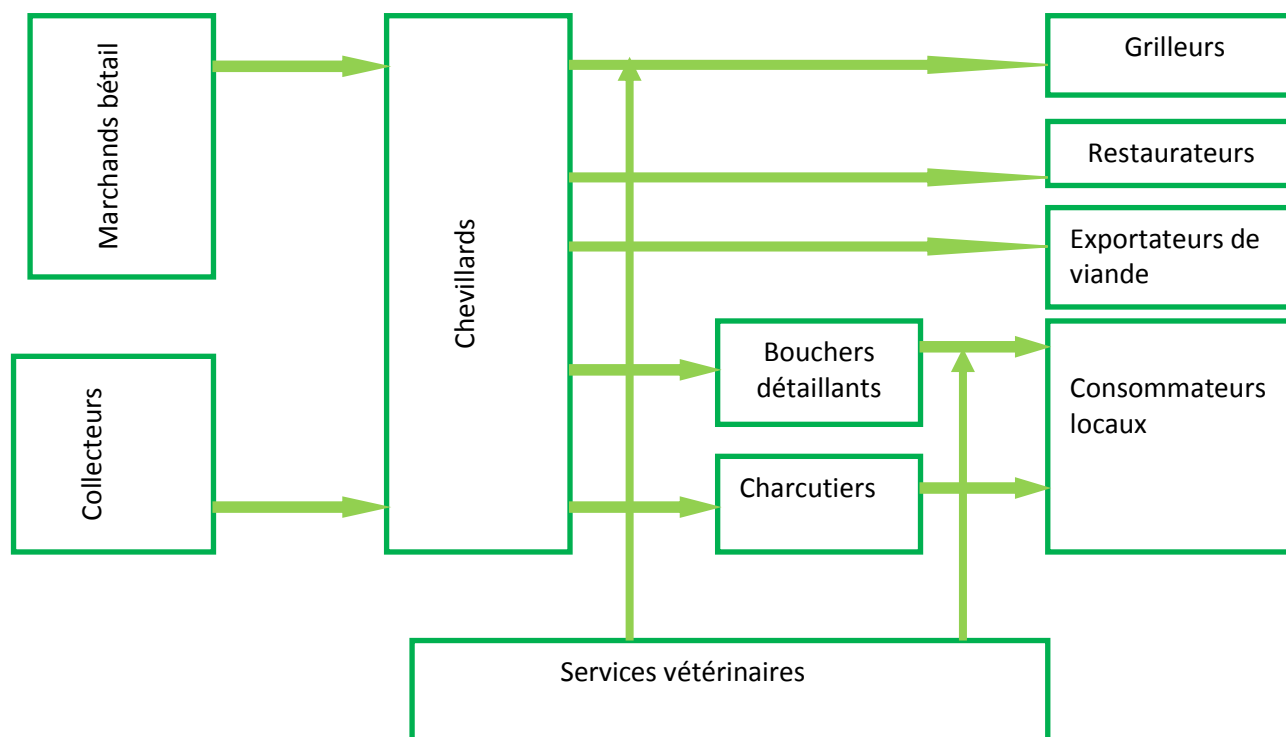


Figure 7. Cartographie des relations entre les acteurs du maillon de la transformation

Pour mieux promouvoir le maillon, les acteurs de la transformation se sont regroupés dans plusieurs organisations professionnelles. Ainsi, les principales organisations du maillon de la transformation suivantes ont été créées :

- L'association des bouchers /chevillards du Kadiogo (ABCK) ;
- l'union nationale des transformateurs de la filière bétail-viande du Burkina Faso (UNATRABEVI/BF), membre de l'interprofession bétail viande ;
- l'Union Nationale des Bouchers et Charcutiers (UNABOC) ;
- l'Union Nationale des Exportateurs du Bétail et de la Viande (UNAEBV) représentée au niveau déconcentré par des associations provinciales de bouchers, de charcutiers, de grilleurs/rôtisseurs, de restaurateurs, de commerçants grossistes et détaillants ;

▪ Fournisseurs de biens et services

On peut distinguer les fournisseurs publics des privés.

Les fournisseurs publics

Les collectivités territoriales qui fournissent les services d'abattage à travers les abattoirs et aires d'abattage contre une taxe d'abattage. Il convient de noter la présence depuis moins de cinq ans sur le marché de service privé d'abattage. C'est aux collectivités que revient également la lutte contre les abattages clandestins mais dans la réalité elles consacrent peu de temps et de ressources à cette activité.

Les services *d'inspection de la viande et des peaux* sont assurés par les agents du réseau d'encadrement du MRAH essentiellement sur les abattoirs et aires d'abattage ou aux

frontières à l'exportation pour ce qui est de la peau. Ce service est rendu contre le versement de taxes d'inspection qui sont reversés aux collectivités pour la gestion des infrastructures.

Les fournisseurs privés

Les services de transport sont les plus usités au niveau du maillon de la transformation. A partir des abattoirs et aires d'abattage la viande est transportée par différents moyens vers les points de vente ou de transformation. Le moyen de transport le plus couramment utilisé est les deux roues (vélo, motocyclette), même dans les villes. Les tricycles qui offrent une capacité de transport appréciable constituent des moyens plus récents ; ils sont surtout utilisés dans les centres urbains. Les carcasses de viande sont entassées les uns sur les autres et parfois sommairement couvert mais au moins le cinquième quartier et la peau sont toujours séparément des carcasses. Seul l'abattoir frigorifique de Ouagadougou dispose d'un camion frigorifique et d'un camion isotherme pour le transport de la viande qui offre ainsi des conditions d'hygiène acceptables.

2.2.2. Analyse socioéconomique et environnementale du maillon transformation

2.2.2.1. Evaluation de l'esprit d'entreprise

La viande étant un produit périssable, les acteurs du maillon de la transformation sont astreints à une logique d'entreprise : (i) la viande est destinée presque exclusivement au marché, (ii) la rentabilité est mesurée pour chaque opération et, (iii) la concurrence est toujours prise en considération. En dehors des abattoirs frigorifiques et des charcutiers, le principe de la spécialisation n'est pas pris en compte par le reste des acteurs de ce maillon (Tableau 12).

Tableau 12. Caractérisation des acteurs selon la logique d'entreprise

Type d'acteur	Principes de gouvernance				Total
	concurrence	spécialisation	rentabilité	Orientation vers le marché	
SOGEO	0	1	0	1	2
Collectivité territoriale	0	0	1	1	2
Boucher agréé	0	0	1	1	2
Boucher détaillant	0	0	1	1	2
Grilleurs (dibiterie)		0	1	1	
Charcutier	1	1	1	1	4
Unions (UNATRANSBEVI UNABOC, UNAEBV,...)	0	0	0	1	1

Source : Élaboration de données recueillies de l'Etude

Le marché local de la *viande* de petits ruminants est caractérisé par :

- ✓ la vente de viande fraîche (viande du jour en tas ou en morceau)
- ✓ les grillades ;
- ✓ la charcuterie (kilchi, merguez, saucisse,)

Les étals de boucheries existent dans tous les marchés de village et dans tous les yaars dans les centres urbains. La viande de petits ruminants reste la plus accessible géographiquement pour le consommateur burkinabè. La faiblesse de la demande dans de nombreuses localités ne permet pas l'abattage de bovins.

La stratégie commerciale des bouchers est essentiellement basée sur la fidélisation d'un certain nombre de clients (vente à crédit), la contractualisation pour la fourniture de viande aux hôtels restaurants et aux sociétés minières. Les bouchers disposent d'un fort pouvoir de négociation des prix dans le cas des abattages d'urgence (animaux blessés, malades).

A l'*exportation* il n'y a pas de statistiques différenciées d'exportation de la viande de petits ruminants ni au niveau sous régional et africain, ni à destination des pays du Nord.

Les exigences de ces marchés restent la fraîcheur du produit, ce qui nécessite une bonne maîtrise de la chaîne de froid, sa salubrité qui se mesure par les estampilles des services d'inspection et sa qualité qui s'apprécie par une bonne couverture en graisse.

Le marché de la *charcuterie* est un marché typiquement urbain ; l'exigence de la chaîne de froid pour ces produits le limite même en milieu urbain à des points de ventes spécifiques et peu nombreux (vente directe dans les charcuteries, mines et réseaux d'alimentation).

2.2.2 .2. Evaluation et gestion des risques environnementaux

Les impacts négatifs du maillon de la transformation de la chaîne de valeurs des petits ruminants sur l'environnement se résument particulièrement à :

- des pollutions des eaux de surface et eaux souterraines par les déchets d'abattage,
- des nuisances olfactives,
- la forte consommation de bois d'énergie.

La réalisation d'infrastructures d'abattage aux normes, munies d'équipements de drainage, de collecte et de recyclage des eaux usées et de déchets ainsi que l'utilisation de technologies à faible consommation d'énergie sont des mesures d'adaptation et/ou d'atténuation des impacts environnementaux négatifs résultant de la transformation des animaux et produits animaux à promouvoir de manière participative avec les acteurs de ce maillon.

2.2.2 .3. Evaluation et gestion des risques sanitaires

Les risques sanitaires au niveau du maillon de transformation se manifestent essentiellement au niveau des produits finis et les facteurs favorisant ces risques s'observent le plus souvent dans les modes et techniques de transformation et dans la conservation des produits transformés.

Certains modes et techniques de transformation de la viande (grillade, rôtis, kilchi) réalisés dans des conditions de lieux et d'hygiène inappropriées posent de véritables problèmes de santé publique vétérinaire.

De même, le non-respect des mesures de conservation des produits animaux, notamment la défection voire l'absence de la chaîne de froid relevées chez certains acteurs du maillon sont également de risques sanitaires potentiels à atténuer pour une consommation saine des produits transformés.

Enfin, un mauvais état sanitaire des acteurs de la transformation (bouchers, charcutiers, grilleurs, etc...), porteurs de bacilles de la tuberculose constitue un risque sanitaire potentiel pour le consommateur.

L'assainissement de l'environnement de la transformation, l'acquisition par les acteurs du maillon d'équipements de conservation efficace des produits et l'encadrement technique du maillon sont des mesures de réduction et d'atténuation des risques sanitaires identifiés.

2.2.2 .4. Incidence sur les questions sociales

La transformation est une fonction essentiellement masculine. On rencontre de plus en plus de femmes dans ce maillon qui proposent des grillades, surtout lors des manifestations ponctuelles (SIAO, FESPACO, Foires et autres salons). La plus grande manifestation nationale consacrée aux grillades « le festival des grillades ou FESTGRILL » est l'initiative d'une femme. Les femmes sont surtout présentes dans la transformation au niveau de la restauration collective de rue où elles ont le quasi-monopole de cette activité. Les jeunes sont nombreux dans presque tous les segments de la transformation (abattage, grillade, charcuterie) ; le maillon constitue une opportunité d'emplois pour de nombreux jeunes. La transformation offre des possibilités de spécialisation professionnelle, notamment en ce qui concerne la charcuterie. Elle est créatrice d'emplois même s'ils relèvent dans leur quasi-totalité du secteur informel. Les grilleurs, les bouchers détaillants en sont les principaux acteurs du maillon transformation.

La décentralisation crée les conditions favorables au développement de la transformation en ce sens que les aires d'abattage sont sources de revenus pour les collectivités.

- Création et distribution de la valeur ajoutée

La part des différents acteurs du maillon de la transformation dans la formation de la valeur ajoutée totale de la chaîne de valeur est présentée dans le Tableau 13. En ce qui concerne la création de la valeur ajoutée, la situation diffère selon les espèces ; pour les ovins, l'ensemble des acteurs du maillon transformation contribue pour (6,56%) à la formation de la valeur ajoutée contre 12,55% pour les caprins.

Si l'on considère les différents acteurs de la transformation de chaque espèce il ressort que ce sont les chevillards qui sont les plus gros contributeurs des transformateurs aussi bien chez les ovins (2,23%) que chez les caprins (6,92%), suivi des détaillants (2,71% pour les ovins et 4,70% pour les caprins) et des grilleurs (1,61% et 0,93% respectivement pour les ovins et les caprins) (ILRI, 2014).

Tableau 13. Contribution des transformateurs à la chaîne de valeur des petits ruminants (source : Elaboration de données de l'Etude à partir l'Etude de l'IRI, 2014)

Acteurs	Part dans la VA	Représentations en termes d'acteurs	Ratio % de VA / % de nombre d'agent
Chevillard ovins d'élevage	2,23%	0,04%	56,61
Chevillard ovins d'embouche	0,01%	0,00% ⁴	35,87
Détaillant ovin d'élevage	2,71%	0,07%	36,52
Grilleurs ovins d'élevage	1,61%	0,04%	38,00
Sous total ovin	6,56%		
Chevillard caprin	6,92%	0,14%	51,02
Détaillants caprin	4,70%	0,32%	14,49
Grilleurs caprin	0,93%	0,08%	12,07
Sous total caprin	12,55%		

2.2.3. Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces du maillon transformation

L'analyse des forces, opportunités et menaces du maillon transformation (Tableau 14) permet de définir les actions prioritaires dans le maillon qui sont les suivantes :

- ✓ Réaliser de nouvelles infrastructures publiques ou privées d'abattage répondant aux normes (Kaya, Bobo Dioulasso, ...) ;
- ✓ Mettre aux normes les infrastructures existantes
- ✓ Instaurer un système coercitif de contrôles des infrastructures et des denrées d'origine animale ;
- ✓ Développer des mécanismes d'atténuation des risques environnementaux : modernisation des abattoirs et formation des travailleurs, formation et renforcement des services de contrôle et certification
- ✓ Assurer la conformité des produits aux normes de qualité
- ✓ Améliorer les conditions de transport du bétail et de la viande
- ✓ Améliorer et appliquer la réglementation en matière de commercialisation de la viande
- ✓ Appuyer la mise en place des mécanismes de certification des produits carnés
- ✓ Améliorer les compétences des bouchers et charcutiers (formation)
- ✓ Améliorer l'accès au financement

- ✓ Mener des actions d'information d'éducation et de communication (IEC) à l'endroit des différents acteurs pour un changement de comportement et l'observance de mesures de bio sécurité.
- ✓ Rechercher des débouchés pour la viande de petits ruminants (marché extérieur)
- ✓ Rechercher des débouchés pour les peaux de petits ruminants (marché extérieur)
- ✓ Rechercher des débouchés pour les autres parties du cinquième quartier (pattes, boyaux, etc.)
- ✓ Appuyer l'identification et la mise en place des facteurs de succès du marché burkinabè par rapport aux importateurs de la viande.
- ✓ Appuyer la mise en place des alliances productives pour répondre aux exigences du marché régional de la viande (accès aux intrants et aux finances) :
- ✓ Réaliser une étude détaillée du marché régional de la viande assorti d'un plan d'action vue de répondre aux exigences du marché et améliorer la compétitivité des entreprises d'exportation burkinabè

Tableau 14. Forces, faiblesses, opportunités et menaces du maillon de la transformation

Domaines	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Abattage	<ul style="list-style-type: none"> -Bonne valeur ajoutée à la production -Multitude d'acteurs -Service de contrôle actif (inspection) -Savoir-faire endogène des acteurs -Existences de quelques alliances stratégiques notées au sein de certains acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance d'investissements (équipements) -Non-respect des normes de qualité -Absence d'inspection ante mortem -Etat défectueux des abattoirs -Non application de certaines réglementations -Accès limité au financement -Faibles connaissances des acteurs en matière de normes et standards 	<ul style="list-style-type: none"> -Projet de réalisation de nouvelles infrastructures publiques et privées 	<ul style="list-style-type: none"> -Abattages clandestins -Risques sanitaires -Non compétitivité du Burkina en termes de normes.
Boucherie	<ul style="list-style-type: none"> -Forte valeur ajoutée -Savoir-faire endogène des acteurs -Multitude d'acteurs -Installations de petites boucheries modernes -Présence quelques acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance d'investissements (équipements) -Faible diversification des produits de la transformation -Produits et infrastructures de transformation peu salubre (risques sanitaires) 	<ul style="list-style-type: none"> -Actions de promotion et d'accompagnement du maillon -Existence d'une demande importante et croissante sur le marché local et sous régional 	<ul style="list-style-type: none"> -Importations frauduleuses de viandes et produits animaux -Abattages clandestins

Domaines	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
	formés	-Vente de la viande en tas -Non application de certaines réglementations	-Présence de sociétés minières (contrat)	
Charcuterie	- Marge de progrès énorme	-Faible diversification des produits de la transformation -Marché limité au milieu urbain -Insuffisante de la chaîne de froid	-Urbanisation et évolution des modes de consommation -Bonne perspective de mise en place d'unités de transformation répondant aux standards - Existence d'une demande importante et croissante sur le marché local et sous régional	-Coût élevé de l'énergie -Importations frauduleuses de viandes et produits animaux
professionnalisme des acteurs	-Savoir-faire traditionnelle	-Faible capacités techniques -Conflits interne de génération au niveau des organisations de bouchers	Demande intérieure et extérieure en viande importante et croissante	-
Environnement de la transformation	-Service de contrôle actif (inspection)	-Accès limité au financement -Faible contrôle des produits carnés importés et locaux insalubrité des locaux et matériels de transformation	-L'application du tarif extérieur commun (TEC) CEDEAO	-Importations frauduleuses ou non de viandes et produits animaux prohibés

II.3 LE MAILLON COMMERCIALISATION

2.3.1. Etat des lieux

2.3.1.1. Les modes de commercialisation

Les éleveurs mettent sur le marché régulièrement une partie⁵ des animaux de leur troupeau. Selon l'ILRI (2014) cette mise sur le marché se fait bord champs (environ 30%) ou essentiellement sur les marchés de production à travers les collecteurs (70%). L'acquéreur fait son choix en fonction de ses objectifs (reproduction, viande, engrais) et selon ses propres critères.

Les petits ruminants sont surtout vendus sur pieds dans des marchés à bétail mixtes (bovins et petits ruminants). En 2014, on comptait 16 marchés à bétail suivis dans le pays (MRA/DGESS, 2015) dont 02 marchés de consommation (Ouagadougou et Bobo Dioulasso), 06 marchés de production (Bena, Garango, Mogtédou, Nadiabonli, Tô et Yilou), 03 marchés de regroupement (Bogandé, Kaya et Youba) et 05 marchés d'exportation (Bittou, Guelwongo, Fada N'Gourma, Pouytenga et Hamélé).

Si le producteur s'y rend avec ses animaux à vendre, il n'a pas la maîtrise des prix qui sont fixés en dernier ressort par les intermédiaires. Le prix moyen du bélier sahélien en bon état est évalué sur deux marchés de référence (Djibo et Pouytenga) en 2011 à 58 653 francs CFA contre 35 399 francs pour le bouc sahélien (FAO, 2016).

Les principaux marchés des petits ruminants exportés sur pieds sont et le marché sous régional, constitué des pays tels que la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo et le Nigéria. Les exportations des petits ruminants sur pieds représentaient en 2011, une valeur de 913 260 500 FCFA (1 522 100 USD) dont 788 450 500 FCFA (1 314 084 USD) pour les ovins et 124 810 000 FCFA (208 017 USD) pour les caprins (FAO, 2013).

Le marché intérieur de la viande est constitué de la demande de la population burkinabè (environ 18 millions d'habitants) avec une forte demande des villes de Ouagadougou et Bobo Dioulasso et des centres urbains secondaires en particulier.

Selon l'IEPC (2004) la commercialisation des ovins est essentiellement effectuée sur le marché national (88%) qui offre une marge totale plus avantageuse (54% contre 45% à l'exportation). Par contre, le secteur d'exportation des caprins évolue particulièrement vite avec une réorientation des exportations, le Ghana étant devenu le principal client, loin devant la Côte d'Ivoire.

La viande de petits ruminants est très peu exportée et la part concernée n'est pas souvent précisée dans les volumes de viandes exportées. Bien que la viande soit un produit de grande consommation, elle ne fait pas l'objet de contrôle de prix qui est d'ailleurs difficile à réaliser vu que la vente se fait généralement par tas, sans une unité de mesures normalisée.

La viande est vendue en détail dans tous les marchés des villes et villages. La distribution en gros est très limitée à quelques bouchers chevillards qui approvisionnent un certain nombre de bouchers détaillants dans les grandes villes de Ouagadougou et de Bobo Dioulasso. Les carcasses du jour sont ainsi déposées dans les marchés de quartier ou les points de grillade au jour le jour.

Il faut ajouter au bétail sur pied et à la viande, un marché non moins important qui est celui

⁵ Taux d'exploitation : 32% pour les caprins contre 26% pour les ovins

des cuirs et peaux évalué en moyenne à 2,8 milliards sur la période de 2007 à 2011(FAO,

2.3.1.2. L'Environnement des échanges commerciaux

▪ Politiques & stratégies

Politique commerciale :

Le document de «Politique sectorielle 2011-2020 de l'industrie du commerce et de l'artisanat (POSICA 2011-2020) a été adopté en 2011 par le Gouvernement. La vision globale retenue dans cette politique est que : *« le Burkina Faso dispose d'un secteur privé dynamique, compétitif, créateur d'emplois et de richesses pour une économie émergente d'ici à 2020 ».*

L'objectif global de la POSICA est de relever les défis de la diversification de l'économie burkinabè à travers un secteur privé dynamique et compétitif, créateur d'emplois et de revenus. Dans le cadre de la promotion du commerce extérieur en particulier, il est prévu de mener des activités contribuant à la diversification des exportations du Burkina Faso ainsi qu'une rationalisation des importations. Il s'agira non seulement d'élargir la gamme des produits d'exportations burkinabè qui jusque-là sont essentiellement basées sur trois produits (coton, or non monétaire et bétail sur pied) mais aussi de conquérir de nouveaux marchés au niveau international, régional et sous régional pour l'écoulement de ces produits, et aussi de rechercher des sources d'approvisionnement plus compétitifs.

Promotion des exportations :

En 2009, l'Etat burkinabè s'est doté d'une stratégie nationale de promotion des exportations. Les filières retenues dans cette stratégie au titre du sous-secteur des ressources animales sont : (i) la filière bétail sur pied, (ii) la filière viande rouge et, (iii) la filière cuirs et peaux.

Les actions prioritaires préconisées pour le développement d'une stratégie des exportations de ces filières sont regroupées en huit axes comme suit :

- l'amélioration des conditions d'élevage et de la productivité des animaux ;
- le renforcement et l'amélioration des maillons de la commercialisation/transformation ;
- le renforcement de la compétitivité de la chaîne de valeur viande rouge ;
- la facilitation de l'accès des opérateurs des filières aux financements ;
- la mise à niveau du secteur cuirs et peaux, notamment la tannerie Tan Aliz ;
- la structuration et la professionnalisation des acteurs ;
- le renforcement des systèmes d'information portant sur le réseau commercial des filières ;
- l'identification d'investisseurs stratégiques dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant.

Sur la question des exportations de viande rouge, la stratégie cible le marché sous régional en priorité au regard des difficultés de pénétration des marchés du Nord. En effet de nombreuses barrières non tarifaires rendent très difficile l'accès à ces marchés.

Fiscalité :

Le secteur agricole au Burkina Faso dans son ensemble et le sous-secteur élevage en particulier n'est pas fiscalisé en ce qui concerne les maillons productions des filières quoi qu'une réflexion ait été engagée dans ce sens depuis 2009. Au niveau de l'exportation des

animaux et de leurs produits une taxe sur contribution du secteur de l'élevage (CSE) a été instituée depuis 1995⁶ pour le financement du développement de l'élevage. Elle s'applique entre autres sur chaque tête de petit ruminant et chaque peau exportée à raison respectivement de 250 et 100 FCFA. Sur les marchés de destination les commerçants paient également des frais pour le parage (70 000 FCFA), de location d'enclos (30 000 FCFA) et des services de gardiennage (20 000 FCFA).

Des taxes sont appliquées également sur les échanges locaux d'animaux vivants à travers les taxes d'entrée et de sortie des marchés à bétail et la commercialisation de la viande. Ces taxes sont fixées par les conseils municipaux de concert avec les organisations de gestion des marchés ou des bouchers. A titre d'exemple elles sont de 100 à 200 FCFA pour avoir accès à un marché bétail aménagé et autant pour en sortir ; les taxes d'occupation des étals de boucherie sont fixés à 1 500 et 3500 FCFA par mois par boucher respectivement à Kaya et Ouahigouya.

En outre, les acteurs disposant d'une carte professionnelle paient des impôts annuels dont le montant est très variable en fonction du volume d'activité (5000 à 50 000 FCFA)

Au niveau communautaire, plusieurs dispositions concernent les filières bétail-viande notamment dans les échanges entre pays. Les plus importantes sont les suivantes ;

Au niveau de l'espace CEDEAO :

- ✓ l'acte uniforme relatif au droit commercial général ;
- ✓ l'acte uniforme sur le contrat de transport de marchandise par route ;
- ✓ l'acte uniforme sur le droit de l'arbitrage dans le cadre du traité de l'OHADA ;
- ✓ l'acte uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et groupements d'intérêt économiques ;
- ✓ Le tarif extérieur commun (2015).

Au niveau de l'UEMOA :

- ✓ le tarif extérieur commun (2000) ;
- ✓ la libre circulation en franchise totale des droits et taxes d'entrée pour les produits de l'agriculture, de l'élevage de l'artisanat et produits industriels originaires agréés (2000) ;
- ✓ le protocole additionnel n° III instituant les règles d'origine des produits de l'UEMOA (2001) ;
- ✓ la politique agricole commune (2001).

A cause principalement du faible niveau de taxes douanières sur les produits importés (au plus 20 % de droits de douanes), la filière bétail-viande, fait face à la concurrence déloyale des viandes extra-africaines souvent subventionnées qui sont omniprésents dans les grandes villes des pays côtiers. Cette situation de faible compétitivité des produits animaux locaux pourrait s'aggraver, avec l'entrée des produits de l'Union Européenne sur les marchés, initialement prévue dans le cadre des Accords de Partenariat Economique (APE).

Recherche de débouchés :

Les principales opérations commerciales spécifiques connues sont celles organisées par le PAFASP en 2008 pour les exportateurs de viande et pour les commerçants de bétail.

⁶ Loi n° 57/25/ADP du 21 novembre 1995 portant modification du code des impôts et institution d'une Contribution du Secteur de l'Elevage (CSE) pour alimenter le Fonds de Développement de l'Elevage (FODEL).

Pour les exportateurs de viande une très faible capacité financière et entrepreneuriale avait été notée. La plupart des acteurs ne disposait ni de compte bancaire, ni de registre de commerce, ni de garantie, et avait une méconnaissance totale des procédures de transactions financières dans le cadre du commerce international. Le PAFASP, malgré une recommandation d'une mission de supervision conjointe bailleur-Gouvernement n'a pas réussi à apporter l'appui financier nécessaire à la réalisation d'une opération test d'exportation de la viande vers le Ghana et la Côte d'Ivoire.

Le marché de la viande représenterait un potentiel de cinq (05) milliards de FCFA selon la Général des viandes. Si les quantités exportées restent faibles, l'expérience des quelques acteurs qui s'y sont essayés est riche et pertinente (5 ans d'expérience dans l'exportation, connaissances avérées en entrepreneuriat, business plan professionnel disponible, établissement d'alliances productives).

En ce qui concerne les exportations sur pied organisé au Ghana et de l'avis des exportateurs de petits ruminants, cette opération a été un succès en termes de rentabilité et de contacts.

▪ **Les infrastructures de commercialisation et équipement de transport**

Les *infrastructures de commercialisation des animaux* sur pied sont constituées d'un réseau de marchés à bétail dont une vingtaine fait l'objet de suivi régulier par le Ministère en charge des ressources animales :

- Marché de production ; ex. : Béna, Garango, Mogtédou, Ylou, Nadiabonli, To ;
- Marchés de regroupement ; ex. : Bogandé, Kaya, Youba ;
- Marchés de consommation ; ex. : Ouaga-Tanghin, Bobo Abbatoir ;
- Marchés d'exportation ; ex. : Bittou, Pouytenga, Haméle, Gelwango, Fada N'Gourma.

Sur l'ensemble du territoire national on dénombre en 2016, 109 marchés à bétail fonctionnels et 25 marchés non fonctionnels (DGESS, 2016 cité par MRAH, 2016). Certains marchés aménagés ont un dispositif d'embarquement du bétail (quai d'embarquement).

Le transport des animaux vers les marchés de consommation nationaux ou des pays voisins est assuré essentiellement par des camions improvisés en bétailière. Seule la destination Côte d'Ivoire offre l'alternative de transport par le chemin de fer. Entre les différents types de marchés les animaux sont convoyés à pied ou par transport mixte.

Les *infrastructures de commercialisation de la viande* sont constituées des boucheries, étals de boucherie et des grandes surfaces d'alimentation. Les deux premières sont dans leur grande majorité des investissements publics réalisés généralement au sein des marchés (communes rurales) et yaar (centres urbains) par l'Etat et exploités par les collectivités territoriales. Dans les villes de Ouagadougou et Bobo Dioulasso se construisent depuis quelques années des boucheries de type privé qui utilisent la chaîne de froid. Quant aux grandes surfaces d'alimentation ce sont des investissements privés qui constituent un réseau de distribution de différents biens dont des produits agroalimentaires. Elles fonctionnent sur le principe de dépôt vente.

2.3.1.3. Les produits

Les animaux sur pied

Echanges intérieurs

Ces échanges sont mesurés à partir d'un échantillon de marchés à bétail qui fait l'objet de suivi régulier.

Le rapprochement des offres aux demandes sur les marchés dits de production dominés par des échanges directs entre les producteurs et les acheteurs primaires (bouchers, collecteurs) indique une bonne absorption de l'offre (Figure 8). En effet, près de 80% des animaux présentés sur ces marchés trouvent des acheteurs comme l'indique le tableau ci-dessous.

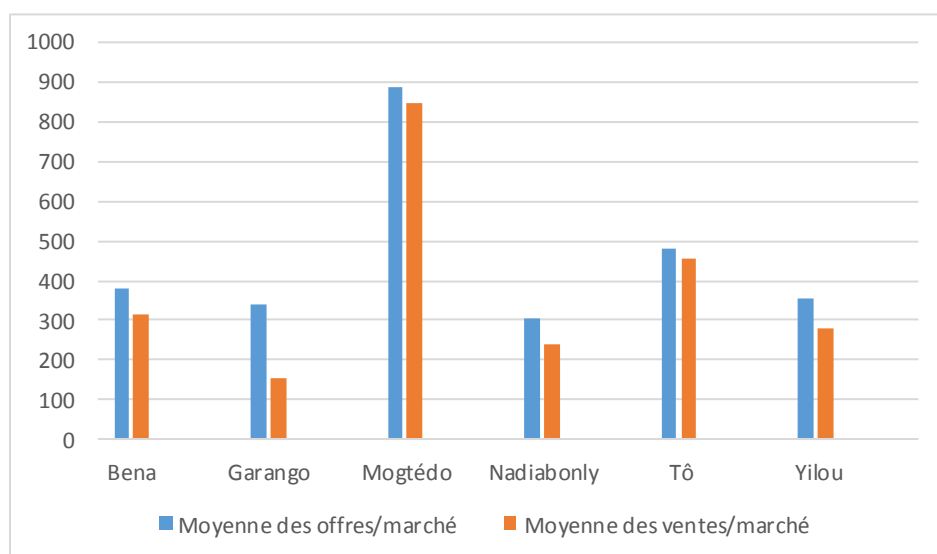


Figure 8. Offres et demandes des petits ruminants (têtes) dans quelques marchés à bétail du Burkina Faso (Source : Elaboration de données recueillies de l'Etude)

Exportation de petits ruminants sur pieds

Les trois premières destinations des petits ruminants exportés sur pied sont par ordre d'importance le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Bénin. Si l'on considère les espèces, le Ghana reste la première destination aussi bien pour les caprins que les ovins. En moyenne entre 2010 et 2014, un peu plus d'un million de petits ruminants sont exportés vers des pays de la sous-région ouest africaine (Figure 9). Ils sont composés environ pour moitié de caprins. On peut noter une forte variabilité inter annuelle dans le volume des exportations.

Selon l'étude en cours (données du MRAH, 2015), le plus grand marché d'exportation des PR sur pied du Burkina Faso est le Ghana depuis 2010. Les exportations des animaux sur pied du Burkina Faso représentent 1 500 000 têtes ; ce qui représente en valeur actuelle près de 75 000 000 000 CFA soit environ **120 000 000 \$US** (50 000 FCFA/ animal x 1 500 000). Le tableau ci-dessous représente le volume de PR exportées entre 2010 et 2014 selon les différentes destinations.

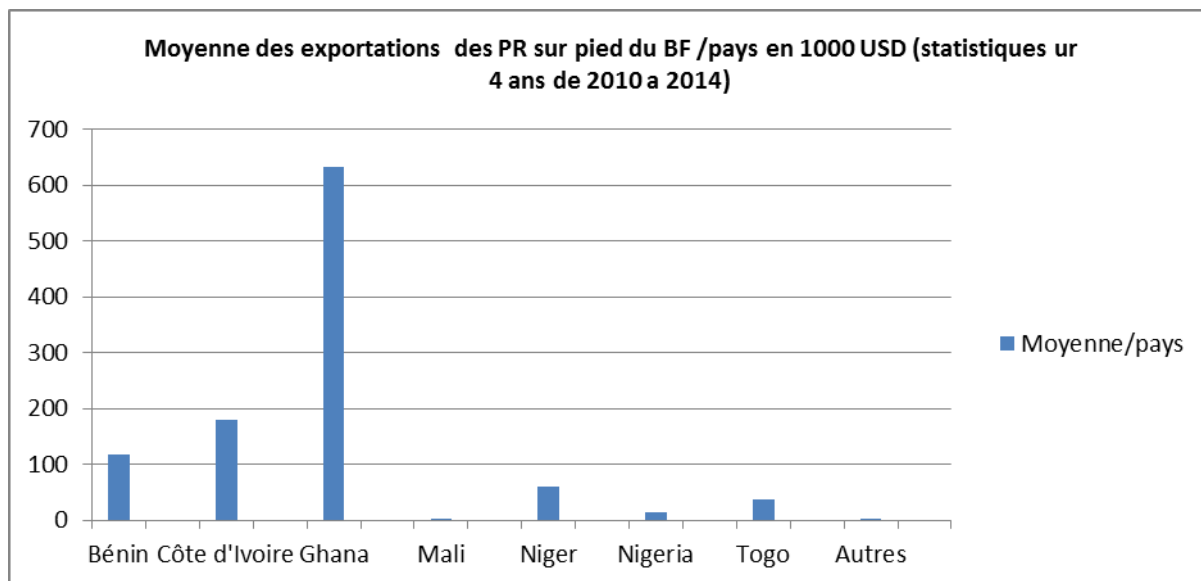


Figure 9. Nombre de têtes de petits ruminants exportés du Burkina Faso selon la destination des exportations des animaux sur pieds (source : Elaboration de données de l'Etude à partir de l'annuaire statistiques)

L'analyse du Tableau 15 ci-dessous donne les informations suivantes:

- **Le Marche Ghanéen** représente des chiffres variant entre 864 000 US\$ à 2 328 000 US\$. Il est approvisionné en premier lieu et de loin par le Burkina Faso (90%) suivi par le Niger (10%). On note une certaine tendance à la baisse en 2013 qui devrait être vérifiée pour les années suivantes (2014 à 2016). Depuis 2009 jusqu'en 2011 le Ghana était en compétition avec le Burkina Faso pour le marché Ivoirien. Quelques petits chiffres de l'ordre de 25 à 30 000 US\$ exporte mais le mouvement a tari depuis 2012 car le Ghana a stoppé ses exportations de PR sur pied au moment où il a commencé à transformer ses PR en viande qu'il exporte vers la Cote d'Ivoire et le Liberia.
- **Le Marche Ivoirien.** A part quelques petits effectifs importés du Mali, les importations de PR de la Cote d'Ivoire sont exclusivement dominées par le Burkina Faso (>90% jusqu'en 2012).
- **Le Marche Béninois** est aussi dominé par le Burkina pour quelques quantités infimes (22 000 USD) mais on remarque le même mouvement de recul que pour la Côte d'Ivoire depuis 2013
- **Le Marche Nigérian** est dominé par l'Algérie et le Tchad jusqu'en 2011. Après 2011, on observe une rupture de ces importations par le Nigeria.
- **Le marché togolais** est infime, représentant quelques vingtaine de milliers de milliers de dollars US mais aussi est en régression un mouvement de tarissement depuis 2012.

Tableau 15. Valeur des exportations de petits ruminants du Burkina Faso ((Valeur exportée en *1000USD)- 2010-2015)

Les exportations de PR du Burkina Faso (Valeur exportée en *1000USD)- 2010-2015 selon International Trade Center						
Destination	2010	2011	2012	2013	2014	Pays compétiteurs
Monde	1961	1034	718	1454	1088	
Ghana	342	165	34	0	516	<ul style="list-style-type: none"> • Niger et Togo qui ne pèsent pas • Des animaux achetés aux Nigériens pourraient être re-exportés vers le Ghana par le Burkina Faso
Bénin	758	583	476	1 107	429	Pas de données sur les sources d'importation et d'exportations
Nigéria	0	0	0	0	69	Algérie, Chine, Tchad et Etats Unis. Une coupure brusque depuis 2011
Côte d'Ivoire	799	264	136	87	40	90% des importations viennent du Burkina Une chute inquiétante est signalée
Niger	55	16	63	254	23	Burkina en tête
Togo	6	6	6	0	9	Presque la totalité moins une petite quantité qui vient du Mali
Mali	0	0	0	3	1	Pas de statistiques
Nicaragua	1	0	0	0	0	
Sénégal	0	0	3	3		

Source: International Trade Center

En terme de conclusion et de perspectives sur le marché à l'exportation des petits ruminants sur pieds au Burkina Faso, on peut dire que :

- ✓ Le marché régional est dominé par le Burkina Faso à l'exception du Nigeria dont les sources d'approvisionnement sont l'Algérie et le Tchad. Cependant, le Nigeria a diminué drastiquement ses importations depuis 2011.
- ✓ Le marché de Port-Bouet reste l'unique destination des commerçants burkinabé en Côte d'Ivoire. Possibilités de conquérir d'autres marchés dans d'autres grandes villes du pays.
- ✓ Au Ghana, la destination de la quasi-totalité des PR en provenance du Burkina Faso reste la capitale Accra et Koumassi.
- ✓ Des prospections pourront être réalisées sur les quatre autres plus grandes villes de chacun des deux pays afin de négocier des accords de vente de PR sur pieds. Ainsi le Burkina Faso pourra assurer une meilleure pénétration des marchés traditionnels.
- ✓ L'analyse des statistiques d'offres, de ventes, de prix de divers sources (douanières, CILSS, COFENABEVI, marchés...) sur les marchés traditionnel de Port-Bouet et

Accra devrait permettre de mieux appréhender la fluctuation annuelle de la demande de petits ruminants sur pied afin de mieux élaborer une stratégie d'approvisionnement des dits marchés.

- ✓ Les perspectives de ce marché d'exportation dépendent des facteurs suivants :
 - (a) L'évolution de la production des pays d'exportation (Cote d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Benin et Togo) et de la demande en PR
 - (b) Les capacités de production et les capacités opérationnelles ainsi que l'évolution de la politique en faveur de la transformation de la viande du Burkina Faso
- ✓ Premièrement, les enquêtes de marche qui ont été menées pendant 4 ans (2010-2014) sur les 6 plus grands marchés de production du Burkina Faso révèlent que près de 20% des animaux présentés aux marchés ne sont pas vendus.

Les peaux

Les produits de l'unique unité industrielle (TAN-ALIZ) étaient pour l'essentiel exportés vers les pays du Nord. En ce qui concerne les produits des tanneries artisanales, leurs principales destinations restent les pays voisins (Côte d'Ivoire, Ghana,) et le Nigéria. A l'analyse de la Figure 10, les peaux des caprins est de loin la plus exploitée dans la transformation (67%). Ce qui est cohérent avec les niveaux d'exploitation des deux espèces (65% de caprins contre 35% d'ovins).

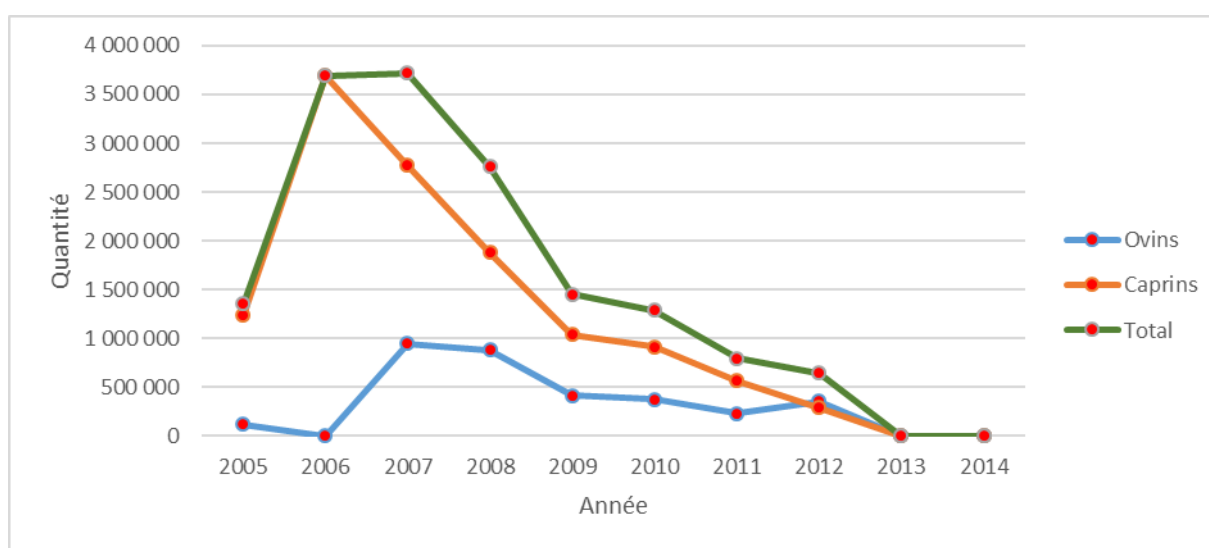


Figure 10. Evolution des exportations des peaux de petits ruminants au Burkina Faso

La viande

La viande de PR est destinée essentiellement au marché intérieur (ménages, transformateurs divers). Cette viande est vendue en moyenne à 2250 - 2500FCFA/kg.

Elle est très peu exportée si l'on s'en réfère aux statistiques nationales (114 tonnes toutes espèces confondues en moyenne par an durant la période 2012 à 2014 (Annuaire statistique 2014). La première destination est la Côte d'Ivoire qui est la seconde destination des animaux

sur pied après le Ghana. La seconde et la troisième destination sont respectivement le Gabon et le Togo.

Selon les données tirées de FAOSTAT 2000-2010, les importations de viande dans les pays proches du Burkina Faso, dont la situation géographique représente un avantage compétitif évident, représentaient près de 1 189 000 tonnes de viande (toutes espèces confondues). Entre 2000 et 2010, le taux de croissance de la demande chevauchait autour de 154% avec des pics pour la RDC (400%), le Ghana (505%), le Liberia (200%) et le Benin (107%). Selon la même source, entre 2000 et 2010, la RDC enregistrait le plus bas taux de croissance de sa production (-0.2%) tandis que le Ghana qui est le meilleur client dans la sous-région affichait un taux de croissance de 5.2% ; le plus élevé de la zone considérée. Le Togo, le Nigeria et le Burkina Faso avaient un taux de croissance de la production de viande de 3%.

Selon International Trade Center et les données tirées de l'Annuaire 2015 de la BECAO, les importations de la viande des Petits ruminants dans la région West Africaine sont dominées par le marché Ghanéen qui représente plus de 60% de tout le marché de 4 pays réunis à savoir le Benin, le Nigeria et la Cote d'Ivoire. Il est suivi par la Cote d'Ivoire. De 2011 à 2013, la valeur des importations de viande de PR pour ces pays représentait près de 10 Millions de dollars Américains.

En fonction du marché, la situation de la commercialisation de la viande toute espèce confondue se présente comme suit :

- ***Le marché ghanéen***

Le Ghana a importé pour 5.4 Millions de \$US en 2009, a atteint un pic de 9.2 Millions en 2012. Les statistiques pour 2014 et les années suivantes ne sont pas disponibles à ce stade. Malheureusement, aucun pays de l'Afrique de l'Ouest n'est mentionné parmi les pays exportateurs de viande. Le Ghana qui est le pays le plus ciblé par une initiative d'exportation du Burkina Faso, importe sa viande de petits ruminants de 6 principaux pays ; l'Australie, la Nouvelle Zélande, le Royaume Uni, la Belgique, l'Irlande et l'Afrique du Sud. Ces pays assurent plus 95% des importations du Ghana. Aucune importation en provenance des pays voisins n'est signalée ; pas même sous forme de traces. Un certain ralentissement des importations est observé depuis 2013. Une enquête plus poussée pourra nous révéler les raisons. Une augmentation de la production ghanéenne qui était perceptible des 2010 (taux de croissance de 5.2 % entre 2000 et 2010 pourrait figurer parmi les motifs). En 2011, le Ghana a commencé à exporter de la viande des petits ruminants vers la Cote d'Ivoire pour un montant de **1 004 000 USD** et vers le Liberia et la Sierre Leone en 2012 pour **106 000 USD**.

- ***Le Marche béninois*** est dominé à 100% par la France avec des volumes importes en viande de petits ruminants d'une petite valeur de **72 000 USD** qui a évolué jusqu'à **100 000 USD** en 2015.

- ***Le marché Nigéria.*** Les données sur le Marche Nigérian ne sont pas fiables car on ne signale que **9 000 \$US** d'importation de la viande de petits ruminants en provenance de Corée du Sud en 2010 et des exportations vers le Liban en 2013 d'une valeur de 433 000 USD. En 2014, le Nigeria a exporté vers Hong Kong de la viande de petits ruminants pour une valeur de **1 004 000 USD**.

- ***Le Marché de la Cote d'Ivoire.*** Les importations de la viande de petits ruminants en Côte d'Ivoire sont dominées par 4 pays à savoir l'Australie, la France, la Nouvelle Zélande, l'Espagne et l'Italie. Elles représentaient une valeur entre 1 756 000 \$US en 2015 et 3 193 000 \$US en 2013.

Il est signalé des exportations de la Côte d'Ivoire de 50 000 USD vers des destinations non précisées.

En se référant sur la situation décrite ci-dessus on peut tirer les conclusions suivantes sur le marché de la viande:

- ✓ Le marché de la viande des PR représente près de 10 Millions de \$US dans la sous-région pour le Burkina Faso. Il est malheureusement déjà aux mains des concurrents de taille comme l'Australie, la Nouvelle Zélande, la Chine et les pays européens.
- ✓ Le Burkina Faso n'est mentionné nulle part comme faisant partie des exportateurs de viande de PR. Par contre, il importe des quantités d'une valeur entre 147 000 USD à 350 000 USD principalement du Canada, de la France et de Djibouti.

2.3.1.4. Les acteurs

- Commerce des animaux sur pied

La commercialisation des petits ruminants est exercée par une multitude d'acteurs.

Les Collecteurs : Ils sillonnent les marchés de production et villages pour s'approvisionner en bêtes et constituer un stock destiné à la vente.

Les convoyeurs : ils sont chargés d'acheminer à pied ou en camion les bêtes qui leur sont confiés par le collecteur, les marchands de bétail ou les exportateurs. Ils sont rémunérés par tête d'animaux en fonction du mode de déplacement.

Les marchands de bétail détiennent une capacité financière qui leur permet de constituer des stocks pouvant atteindre un chargement de camion (160 à 360 têtes selon la contenance du camion et le mode de chargement). Ils s'approvisionnent principalement chez les collecteurs et secondairement chez les emboucheurs et les producteurs. Ils opèrent surtout dans les marchés de regroupement. Les bêtes sont acheminées à Ouagadougou et à Bobo Dioulasso.

Les négociants agissent selon les opportunités d'affaires. Ils exploitent les disparités de prix entre les zones et les marchés. Financièrement limités, ils achètent quelques bêtes à crédit auprès des éleveurs et des collecteurs et les revendent immédiatement.

Les marchands exportateurs : Ils sont spécialisés dans l'exportation vers les marchés extérieurs (Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria) et l'approvisionnement de gros transformateurs nationaux. Ils s'approvisionnent essentiellement auprès des marchands de bétail, des emboucheurs et parfois des collecteurs.

Les logeurs : Ils jouent un rôle de témoin et de garant de la légitimité des transactions entre le vendeur et l'acheteur, ce qui les investit de l'entière responsabilité en cas de litige ultérieur. Par ailleurs, ce sont eux qui du fait de leur présence constante sur le marché et de leur statut d'autochtones, connaissent mieux les acteurs et présentent les acheteurs aux vendeurs et vice versa. En contrepartie des prestations, les logeurs sont rémunérés avec une commission financière par tête d'animal vendue. Les montants sont variables d'un marché à l'autre mais

fixes sur un même marché. Exemple du marché de Djibo : 2000 FCFA / tête de bovin; 100 FCFA / tête de PR (MRA, 2007).

Les relations commerciales entre ces acteurs ne suivent pas un schéma figé (Figure 11). Les achats et les ventes sont fonction des opportunités du moment.

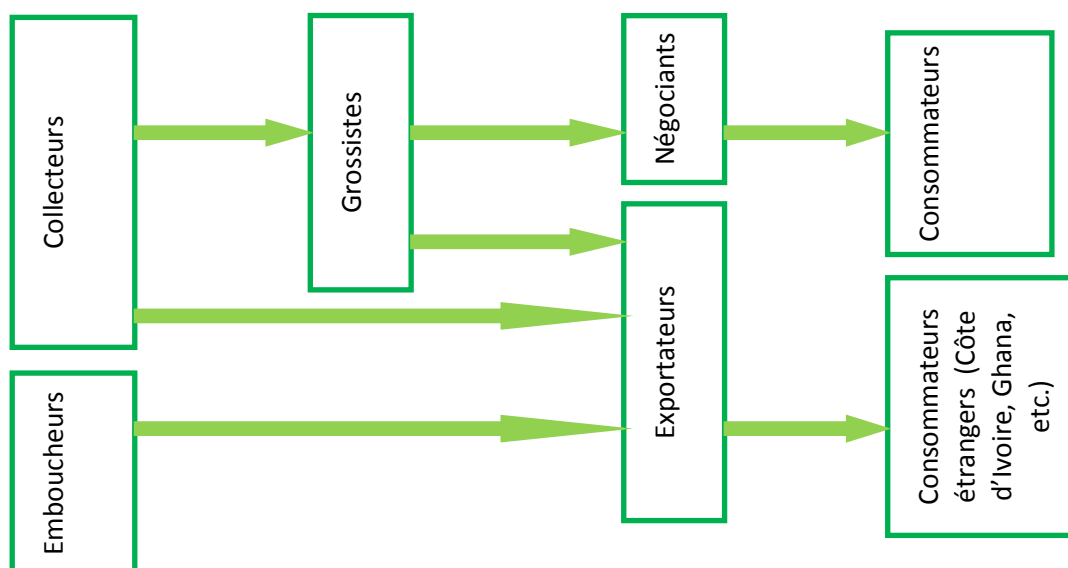


Figure 11. Interrelations entre les acteurs du maillon de la commercialisation des petits ruminants

- Commerce de la viande et des peaux

Plusieurs catégories d'acteurs assurent la commercialisation des peaux ; il s'agit de :

- Collecteurs de peaux : ils sont directement approvisionnés par les bouchers détaillants.
- Collecteurs grossistes : ils se ravitaillent auprès des collecteurs de peaux.
- Tan Aliz : la société est ravitaillée par les collecteurs grossistes et petits collecteurs, elle approvisionne les maroquiniers, les cordonniers traditionnels et exporte le cuir produit. Les activités de cette société sont actuellement arrêtées.
- Exportateurs de peaux : ils sont ravitaillés par certains petits collecteurs ;
- Maroquiniers et cordonniers traditionnels : ils reçoivent le cuir de la Tan Aliz et approvisionnent les consommateurs locaux et l'exportation.

La mesure d'interdiction de l'exportation de peaux brutes prise par les autorités depuis plus d'une décennie favorise sans doute le dynamisme de ce commerce. En 2014 il était estimé que 74% des peaux brutes de PR étaient collectées au Burkina (MRAH, 2010).

- **Fournisseur de biens et services**

Services publics

Contrôle sanitaire : Le certificat sanitaire est une des pièces exigibles par les services de contrôle (douanes, police, vétérinaire) dans les mouvements commerciaux des animaux à l'intérieur comme à l'exportation. Il est délivré exclusivement par les services d'inspection (DGSV et poste de contrôle vétérinaires) pour attester de l'absence de danger sanitaire immédiat, normalement après constat sur les animaux. Ce document est également requis aux frontières pour l'exportation de la viande, des cuirs et peaux et de tout autre produit d'origine animale.

Services privés

Facilitations des échanges : Il s'agit des logeurs, des convoyeurs à pied et des négociants. Ils sont rémunérés par tête d'animal dans tous les cas. Les négociants bénéficient d'une marge supplémentaire sur le prix de vente des animaux fixé au départ par le propriétaire. Tout comme la majeure partie des acteurs qui animent le maillon commercialisation il s'agit d'emploi informel. Il faut ajouter les transitaires qui aident les commerçants à réaliser les transactions aux frontières.

La Confédération des fédérations nationales de la filière bétail viande de l'Afrique de l'Ouest (COFENABVI – AO) est perçue par les exportateurs de petits ruminants comme un facilitateur des échanges dans la sous-région. A destination de la Côte d'Ivoire par exemple, dès que les camions franchissent la frontière, la COFENABVI propose un service de convoyage des chargements d'animaux jusqu'au marché de Port Boué. Selon les exportateurs burkinabé cet accompagnement facilite le déplacement à l'intérieur du territoire ivoirien en termes de gain de temps et de frais financiers.

La COFENABVI – AO est une initiative des acteurs de la filière bétail viande qui a pris corps à Bamako au Mali en décembre 2004 dans un contexte marqué par la crise sociopolitique en Côte d'Ivoire. Elle regroupe les fédérations nationales des pays membres de l'UEMOA et ambitionne couvrir les pays de la CEDEAO. L'un des objectifs de cette organisation est de promouvoir la filière bétail viande par la valorisation des ressources animales et une meilleure organisation des circuits commerciaux ; elle se donne également un rôle de plaidoyer auprès des autorités pour une libre circulation des personnes et des biens.

2.3.2. Analyse socioéconomique et environnementale du maillon commercialisation

2.3.2.1. Evaluation de l'esprit d'entreprise

Analysé sous l'angle des principes de bonne gouvernance d'une entreprise (concurrence, spécialisation, rentabilité, orientation vers le marché), seuls les commerçants de petits

ruminants peuvent être considérés comme des entreprises (Tableau 16). Les autres sont des acteurs secondaires ou prestataires de services aux marchands.

Tableau 16. Caractérisation des acteurs selon la logique d'entreprise

Type d'acteur	Principes de gouvernance				
	concurrence	spécialisation	rentabilité	Orientation vers le marché	
Collecteurs	1	0	1	1	3
convoyeurs	0	1	0	0	1
Commerçants des marchés locaux	1	1	1	1	4
Logeurs	0	1	0	0	1
Négociants/courtiers	0	0	0	0	0
Commerçants exportateurs	1	1	1	1	4
COFENABVI-OA	0	1	1	1	3

Source : Elaboration de données recueillies de l'Etude

Les commerçants de bétail et exportateurs estiment qu'ils ont une bonne capacité à satisfaire aussi bien la demande intérieure que celle extérieure. Les plus grands exportateurs peuvent assurer un rythme hebdomadaire (un voyage par semaine) d'exportation des animaux sur les pays côtiers. La difficulté de maîtrise de l'offre sur les marchés extérieurs reste une des principales difficultés. Le manque de concertation entre les acteurs à l'intérieur du Burkina, encore moins avec les exportateurs de bétail maliens et nigériens, conduit à une saturation fréquente des marchés côtiers provoquant une mévente des animaux.

Du point de vue des commerçants exportateurs, les exigences de la clientèle sur les marchés d'exportation sont essentiellement :

- une gamme de prix large pour satisfaire toutes les bourses (20 000 à plus de 300 000) ;
- des animaux de bonne conformation surtout en période de fête.

La stratégie commerciale sur ces marchés intègre la vente à crédit avec des délais de remboursement pouvant dépasser le mois (Ghana et Côte d'Ivoire), obligeant parfois les commerçants à des séjours longs. Les périodes de fêtes sont particulièrement visées à cause de la forte demande et du fait qu'elles offrent les prix les plus rémunérateurs de l'année.

Sur les marchés étrangers les commerçants burkinabé font face à des concurrents maliens (marchés ivoirien et ghanéen), nigériens (marchés béninois et togolais), nigériens et tchadiens (marché nigérian). Selon les commerçants rencontrés lors de la présente étude, les animaux en provenance du Burkina auraient la préférence de la clientèle sur tous ces marchés pour les raisons supposées de la qualité organoleptique de la viande et d'un meilleur rendement carcasse.

Sur les marchés de consommation/d'exportation de Ouagadougou, Bobo Dioulasso, Pouytenga et Fada N'Gourma, les commerçants burkinabé font face à des concurrents ghanéens, nigériens, nigériens, togolais qui viennent s'approvisionner à la source. De même les collecteurs et marchands burkinabé sillonnent les marchés frontaliers maliens et nigériens pour collecter des animaux.

2.3.2.2. Evaluation et gestion des risques environnementaux

Les risques environnementaux potentiels liés à la commercialisation des petits ruminants se résument comme suit :

- la dégradation des parcours le long des pistes de commercialisation de bétail et autour des marchés à bétail ;
- la destruction de la biodiversité (habitats) sur les pistes et sur les sites d'implantation des marchés à bétail ;
- la déforestation et la désertification sur les pistes de commercialisation et sur les sites de regroupement des animaux ;
- les conflits récurrents pour l'exploitation des ressources naturelles.

Des actions d'aménagement d'aire de repos et de pâture le long des pistes et autour des marchés à bétail, le transport du bétail par camions sont des mesures d'atténuation des risques environnementaux applicables dans le maillon commercialisation des petits ruminants.

2.3.2.3. Evaluation et gestion des risques sanitaires

Les risques sanitaires liés à la commercialisation des petits ruminants se manifestent au niveau des ventes des animaux sur pieds dans les marchés à bétail locaux et à l'exportation, mais également au niveau de la vente ou consommation de la viande et autres sous-produits (peaux).

La commercialisation des petits ruminants sur pieds engendre un risque sanitaire potentiel lié à la contamination et l'infestation du bétail essentiellement par la peste, la pasteurellose, le charbon symptomatique, les parasitoses et la tuberculose sur les pistes de commercialisation et sur les marchés à bétail. Ce risque est favorisé notamment par le contact entre les animaux et les relations bétail-homme aux points « chauds » que sont les pistes et les marchés à bétail, ainsi que le transport des animaux.

L'exportation des animaux et le retour des invendus (cas enregistrés lors de la crise Ivoirienne en 2002) sont également sources d'introduction de pathologies aussi bien dans les pays d'origine que dans les pays de destination.

La commercialisation de la viande souvent sans le respect des mesures de biosécurité et d'hygiène prescrites engendre des risques sanitaires potentiels notamment les contaminations du consommateur et du bétail. Les facteurs favorisant ces risques restent les mauvaises conditions de transport et de conservation de la viande et des peaux.

L'atténuation des risques sanitaires liés à la commercialisation des petits ruminants passe par le respect des règles et textes en vigueur qui régissent cette activité, ainsi que le contrôle et la répression des fraudes enregistrées de plus en plus dans notre pays en matière d'importation de viande et autres produits animaux.

2.3.2.4. Incidence sur les questions sociales.

Les emplois à temps plein créés dans le maillon de la commercialisation profitent surtout aux jeunes. Les femmes, exerçant en qualité de commerçantes y sont pratiquement absentes.

En revanche certains marchés à bétail comme celui de Fada génèrent des emplois pour les femmes. Les associations de femmes mises en place avec l'appui de la commune prestent pour le nettoyage du marché (emploi indirect).

La commercialisation est soutenue par les collectivités territoriales. Elles construisent ou encourage la construction de marché de bétail pour améliorer les conditions de la commercialisation. Par ailleurs, les marchés à bétail génèrent des ressources pour les communes et favorisent le développement d'activités connexes comme le petit commerce lors des jours de marchés.

- Création et distribution de la valeur ajoutée

En ce qui concerne la création de la valeur ajoutée, les acteurs du maillon commercialisation génèrent 9,45% de la valeur ajoutée de l'ensemble des acteurs qui participent à l'exploitation de l'espèce ovine contre 10,96% pour l'espèce caprine.

Les exportateurs d'ovins et les commerçants de caprins sont les plus gros contributeurs avec respectivement 4,11% et 6,34%.

Le Tableau 17 établit la part de chaque agent du maillon de la commercialisation dans la valeur ajoutée de la chaîne de valeurs petits ruminants.

Tableau 17. Contribution des commerçants à la valeur ajoutée de la chaîne de valeurs des petits ruminants (Source : élaboration à partir des données de ILRI, 2014)

Type de commerçants	Part dans la VA	Représentations en termes d'acteurs	Ratio % de VA / % de nombre d'agent
Collecteurs ovins d'élevage	1,61%	0,16%	9,95
Commerçants ovins d'élevage	2,54%	0,09%	29,09
Commerçants ovins d'embouche	1,16%	0,03%	45,93
Exportateur ovins d'embouche sur pied	4,11%	0,03%	163,27
Exportateur carcasses d'ovins d'embouche	0,03%	0,00%	82,92
<i>Sous total ovin</i>	<i>9,45%</i>		
Collecteurs de caprins	2,48%	0,38%	6,56
Commerçants de caprins	6,34%	0,41%	15,45
Exportateurs de caprins	2,14%	0,01%	159,36
<i>Sous total caprin</i>	<i>10,96</i>		

Source : ILRI, 2014

2.3.3. Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces du maillon commercialisation

L'analyse faite dans le Tableau 18 permet de dégager les actions ci-contre pour le maillon commercialisation :

- ✓ Rechercher et diversifier les marchés de destination des animaux d'exportation et de la viande ;
- ✓ Réaliser une étude détaillée du marché régional assortie d'un plan d'action en vue de répondre aux exigences du marché et améliorer la compétitivité des entreprises d'exportation burkinabè ;
- ✓ Développer les infrastructures de commercialisation du bétail et de la viande ;
- ✓ Améliorer les conditions de transport du bétail par camions et de la viande ;
- ✓ Aménager des aires de repos et de pâture le long des pistes et autour des marchés à bétail pour limiter les effets sur l'environnement et les risques sanitaires ;
- ✓ Promouvoir l'exportation de la viande ;
- ✓ Promouvoir les produits d'élevage à travers les salons, foires, etc. ;
- ✓ Assurer la salubrité et la qualité des produits commercialisés ;
- ✓ Fluidifier les circuits de commercialisation du bétail et de la viande ;
- ✓ Renforcer les capacités des exportateurs en commerce international (formation) ;
- ✓ Appuyer le développement des alliances productives pour répondre aux exigences du marché ;
- ✓ Améliorer et appliquer la réglementation en matière de commercialisation des animaux sur pied.

Table 18. Forces, faiblesses, opportunités et menaces du maillon de la commercialisation

Domaines	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Commerce intérieur	<ul style="list-style-type: none"> -Bon niveau d'équipement en infrastructures commerciales -Multitude d'acteurs expérimentés -Potentialités en effectifs commercialisables (abondance de l'offre) 	<ul style="list-style-type: none"> -Risques sanitaires et environnementaux potentiels -Prix non rémunérateurs au producteur -Faiblesse de la demande intérieure -Pléthore d'acteurs intermédiaires sur les marchés à bétail -Manque de logistique adapté (bétailère) 	<ul style="list-style-type: none"> -Actions de promotion et d'accompagnement du maillon -filière de produits finis « bio » -Demande intérieur croissante 	<ul style="list-style-type: none"> -Importations des viandes extra africaines -Effondrement du marché de la peau (Monopole)
Commerce extérieur (exportation)	<ul style="list-style-type: none"> -Grande expérience de nombreux commerçants -Animaux du Burkina très prisés sur les marchés côtiers - Amélioration de la qualité des animaux et de la viande exportés 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible maîtrise des règles et procédures du commerce international -Domination des exportations par les animaux sur pied au détriment de la viande -Faibles volumes d'exportation de la viande -Pléthore d'acteurs intermédiaires sur les marchés à bétail -Fluctuation de certaines monnaies d'échange -Faible organisation des acteurs/absence de concertation pour renforcer l'efficacité du système et la compétitivité 	<ul style="list-style-type: none"> -Forte demande des pays côtiers -Demande en croissance constante -Nouveaux marchés -Marché de la viande -Volonté politique affirmée de promouvoir la chaîne de valeur du bétail et de la viande rouge -Existence d'infrastructures commerciales 	<ul style="list-style-type: none"> -Dévaluation des monnaies -Importations des viandes extra africaines -Fluctuation de certaines monnaies d'échange -Risques sanitaires et environnementaux potentiels
professionnalisme des acteurs	<ul style="list-style-type: none"> -Savoir faire -Bonne connaissance du marché sous régional 	<ul style="list-style-type: none"> -Peu de capacité technique en matière de commerce international 	<ul style="list-style-type: none"> -Demande extérieure forte et en croissance 	

Domaines	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
		-Peu organisé		
Environnement de la commercialisation	-Existence d'une orientation politique et stratégique pour le développement du maillon, -Existence d'infrastructures de commercialisation (marchés à bétail, -Produits animaux recherchés à l'extérieur,	-Pratiques de taxes illégales à l'exportation -Manque de logistique adaptée (bétailière, camion/wagon frigorifique, ...) -Accès au financement limité	-Demande de consommation en pleine croissance, -Offre d'animaux bien supérieure à la demande	-Faiblesse et/ou non application de la législation communautaire

III. VOIES DE PROMOTION DE CHAÎNE DE VALEURS DES PETITS RUMINANTS AU BURKINA FASO

La promotion de la chaîne de valeur des petits ruminants au Burkina Faso requiert la mise en œuvre de nombreuses actions de manière coordonnée et complémentaire sur l'environnement de la chaîne de valeurs (politique, et fournisseurs de services privés) et les acteurs directs (politique et acteurs directs).

III.1. ACTIONS PRIORITAIRES

Les actions à entreprendre sur l'ensemble de la filière des petits ruminants pour améliorer la chaîne de valeur peuvent être regroupés en trois axes, politique, économique et technique, comme suit :

- a. Au plan politique
 - L'allègement/suppression des taxes d'importation de certains intrants pour la fabrication des aliments (pré mix, vitamines, etc.)
 - Le développement de mécanismes de soutien multiforme aux entreprises impliquées dans l'importation et la distribution des produits vétérinaires (facilités fiscales ou d'établissement).
 - La mobilisation de financement pour la réalisation de la centrale d'achat des médicaments vétérinaires (CAMVET) avec une forte implication des vétérinaires privés.
 - La promotion de l'exportation de la viande.
 - La recherche des débouchés pour la viande de petits ruminants (marché extérieur).
 - La recherche des débouchés pour les peaux de petits ruminants (marché extérieur).
 - La fluidification des circuits de commercialisation du bétail et de la viande.
- b. Au plan économique
 - Le soutien aux acteurs pour leur participation aux manifestations à caractère commercial.
 - L'amélioration des conditions d'accès aux crédits pour les acteurs.
 - La réalisation de nouvelles infrastructures publiques ou privées de transformation répondant aux normes (Kaya, Bobo Dioulasso, ...).
 - La mise aux normes des infrastructures existantes et leur maintien.
 - Le développement des infrastructures de commercialisation du bétail.
 - L'appui au développement des alliances productives pour répondre aux exigences du marché.
 - La réalisation d'une étude détaillée du marché régional de la viande assorti d'un plan d'action vue de répondre aux exigences du marché et améliorer la compétitivité des entreprises d'exportation burkinabè.
 - Le renforcement des capacités logistiques des unités de fabrication d'aliment bétail.
- c. Au plan technique
 - La reconnaissance de la spécificité des spécificités des petits ruminants pour en faire une filière par la mise en place d'une interprofession et sa prise en compte dans le

PNSR et le PAPISE ;

- L'amélioration de la couverture des besoins alimentaires des animaux ;
- L'amélioration de la couverture sanitaire des petits ruminants ;
- L'amélioration de la productivité des races locales (poids carcasse, prolificité) ;
- Le renforcement des capacités de production (formations, mise à niveau et/ou réhabilitation des infrastructures, etc.) ;
- L'amélioration des compétences des bouchers et charcutiers (formation) ;
- Le renforcement des capacités des exportateurs en commerce international (formation) ;
- Le développement de mécanismes d'atténuation des risques environnementaux (modernisation des abattoirs et formation des travailleurs, formation et renforcement des services de contrôle et certification) ;
- La réalisation d'actions d'information, d'éducation et de communication (IEC) à l'endroit des différents acteurs pour un changement de comportement et l'observance de mesures de biosécurité.

III.2. CHOIX DES REGIONS ET DES LEVIERS POUR LA PROMOTION D'UNE FILIERE PETITS RUMINANTS

L'analyse de la chaîne de valeurs des petits ruminants permet de faire des propositions majeures pour le choix de leviers et des régions pour le développement de projets pilotes partenariat Public/Privé pour la promotion de la filière PR au Burkina Faso.

3.2.1. Choix des leviers pour la promotion de la filière PR

L'analyse de la chaîne de valeur des petits ruminants au Burkina Faso révèle une multitude d'acteurs qui vivent directement, entièrement ou en partie des activités liés à l'élevage, au commerce et à la transformation des petits ruminants. Autour d'eux se sont développés de nombreux services de fourniture de biens et services de santé, d'alimentation, de transport, etc.

Cependant le principal déterminant de la vivacité de cette chaîne de valeur reste le marché (animaux sur pied et viande) et plus précisément le marché extérieur qui influence constamment le prix au producteur.

Les avantages tirés de ce maillon de commercialisation du bétail –viande résultent du fait que :

- le Burkina se positionne dans la sous-région comme un pays de production d'animaux avec un potentiel commercialisable numériquement important ;
- les animaux et la viande du Burkina sont très prisés sur les marchés côtiers du fait de leur bon rendement carcasse et de leur valeur organoleptique ;
- le maillon commercialisation génère les meilleures valeurs ajoutées de la chaîne ;
- les acteurs du maillon ont une très bonne connaissance des marchés extérieurs ;

- le maillon compte des opérateurs privés s'inscrivant dans la logique d'entreprise et ayant une capacité certaine de contribuer directement au cofinancement des appuis les concernant.

Agir donc sur le maillon commercialisation (marché) aura sans doute un effet d'entraînement bénéfique pour les deux autres maillons de la chaîne de valeur.

3.2.2. Choix de régions pour le développement de projets pilotes

Au regard du principal levier de la promotion de la chaîne de valeurs des petits ruminants qu'est le marché, les critères suivants peuvent être utilisés pour la sélection des régions :

- ✓ présence d'un marché de consommation et/ou d'exportation ;
- ✓ qualité de l'infrastructure commerciale ;
- ✓ expérience acquise dans les exportations (volume, nombre de marché fréquentés) ;
- ✓ avantages comparatifs par rapport aux trois grands marchés d'exportation des petits ruminants (Côte d'Ivoire, Ghana, Bénin) ;
- ✓ qualité de l'équipement de transport.

Sur cette base, les régions les plus qualifiées au Burkina Faso pour abriter le développement de projets pilotes partenariat public/privé pour la promotion d'une filière petits ruminants sont celles du Centre (Ouagadougou) et de l'Est (Fada N'Gourma).

3.2.3. Domaines d'actions des projets pilotes

Le marché est identifié comme le principal levier sur lequel il faut actionner prioritairement pour améliorer globalement la chaîne de valeur des PR. Toutefois, il est évident qu'il ne peut pas être traité de manière isolée. La logique chaîne de valeur recommande que la question du marché soit traitée sous l'angle de l'amélioration de la compétitivité globalement. Ainsi les interventions dans des projets d'amélioration de la filière petits ruminants toucheront obligatoirement les autres maillons (production et/ transformation). Aussi les thématiques qui pourraient faire l'objet d'un Partenariat entre le public et le privé pour la promotion de la filière petits ruminants sont (1) l'amélioration de la compétitivité pour les PR sur pied et la viande de PR et (2) le contrôle des pathologies majeures des PR.

Sur cette base, trois projets pilotes peuvent être développés dont les résumés sont présentés ci-contre. Le projet 1 pourrait être développé d'avantage dans la Région du Centre le projet 2 et 3 dans la Région de l'Est du Burkina Faso.

Projet 1. Amélioration de la compétitivité du marché à l'exportation des petits ruminants sur pieds du Burkina Faso

L'exportation d'animaux sur pieds et de produits animaux représente annuellement environ 26% des exportations totales en valeur du Burkina Faso. Les statistiques de 2010 à 2014 indiquent que le Ghana est la première destination des petits ruminants du Burkina, suivi de la Côte d'Ivoire, du Bénin, du Niger et du Togo. L'évolution positive de la demande sous régionale de viande du fait essentiellement de la croissance économique (6,4% l'an pour la zone UEMOA) et du croît de la population (>3% l'an pour la zone UEMOA) augure de

bonnes perspectives pour le Burkina et les pays sahéliens en général en matière d'échange d'animaux sur pied.

Le Burkina peut renforcer sa position d'exportateur sur les marchés traditionnels, mieux pénétrer le marché nigérian, voir même conquérir de nouveaux marchés en Afrique centrale. Améliorer la compétitivité du Burkina sur le marché à l'exportation est indispensable pour maintenir le pays dans sa position de premier exportateur de PR dans la sous-région ; il pourrait même conforter sa position tout en améliorant le revenu de l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur des petits ruminants (de l'éleveur au commerçant exportateur).

L'Objectif général du projet est de contribuer à l'amélioration des performances des systèmes de production et de commercialisation pour une meilleure compétitivité des PR sur pied d'origine Burkina dans la sous-région.

Le projet pilote Partenariat public/privé sera développé dans la Région de l'Est. Avec un effectif de PR estimé en 2016 à 2 567 000 têtes, la région de l'Est se place en troisième position après les régions du Sahel et du Centre-Ouest, mais ayant une partie sahélienne (Gnagna) et une partie soudanienne elle a l'avantage de posséder toutes les races de petits ruminants du Burkina Faso.

Le projet comprendra quatre composantes et sera mis en œuvre pendant 4 ans. Ce sont :

- Composante 1 : Amélioration des infrastructures de commercialisation des animaux sur pieds ;
- Composante 2 : Développement d'alliances productives ;
- Composante 3 : Mise en œuvre de la législation communautaire ;
- Composante 4 : Gestion du projet et montage institutionnel.

La durée du projet sera de 4 ans et son coût est estimé à 4 700 000 USD soit environ 2 820 000 000 de FCFA. Les détails du budget seront précisés dans la phase d'élaboration des plans d'investissements du projet.

Les partenaires de mise en œuvre seront les bailleurs qui désireront accompagner le processus ; les institutions sous régionales, CEDEAO, UEMOA et leur pays membres, la société civile, la confédération des fédérations nationales de la filière bétail viande de l'Afrique de l'Ouest (COFENABVI) et les organisations nationales des professionnels de la commercialisation (UNACBVI – BF, Interprofession bétail viande, ...), des exportateurs de petits ruminants au Burkina Faso. Le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques du Burkina Faso et la FAO seront les maîtres d'œuvre du développement du projet et de la mise en œuvre ultérieure du projet.

Projet 2. Amélioration de la compétitivité du marché à l'exportation de la viande des petits ruminants du Burkina Faso

La transformation des petits ruminants en viande se fait par abattage dans des infrastructures agréées (abattoirs, aires d'abattage) où les mesures d'hygiène ne respectent pas les normes. Les opérations y sont réalisées de manière mécanique dans les abattoirs frigorifiques au nombre

de trois ou manuelle dans les aires d'abattage et abattoirs. Le nombre insuffisant des infrastructures d'abattage explique en partie les abattages clandestins (72% des PR abattus).

En vue d'accompagner les acteurs à mieux transformer la viande, l'Etat met à leur disposition des équipements à prix subventionné, investit dans la réalisation et la mise à niveau des infrastructures ; il a aussi défini les normes de qualité de la viande. Enfin, il encourage depuis peu la création d'abattoirs privés. Ces actions visent à favoriser l'exportation de la viande au détriment des animaux sur pied.

Parallèlement aux efforts de l'Etat, des transformateurs privés se sont investis dans des unités spécialisées (infrastructure et équipement) dans les grandes villes (Ouagadougou et Bobo Dioulasso). Ils ont mis en place des charcuteries modernes pour approvisionner le marché national et le marché extérieur.

Le Burkina compte un potentiel important de petits ruminants (24 584 000 têtes en 2016) dont une meilleure transformation de la part exploitée peut accroître la valeur ajoutée de la filière petit ruminants. Les statistiques officielles de production de *viande* « contrôlée » (abattage contrôlé) font état d'une moyenne de 11 632 tonnes par an sur la période 2010 – 2014 avec une augmentation moyenne de 7% l'an ; cette production est peu exportée malgré une demande sous régionale avérée.

L'objectif général du projet est de contribuer à l'amélioration de la compétitivité de la viande de petits ruminants répondant aux normes de sécurité sanitaire pour un meilleur accès aux marchés extérieurs.

Le projet sera mis en œuvre dans la région du Centre qui abrite les services centraux en matière de santé et de productions animales. Par ailleurs, la ville de Ouagadougou abrite les principaux transformateurs professionnels. Elle présente également l'avantage de réunir les meilleures conditions pour l'écoulement de la viande par voie aérienne et terrestre. La présence d'une classe moyenne plus nombreuse que partout ailleurs constitue aussi un marché de consommation potentiel appréciable. Situé au centre du pays, Ouagadougou est plus facile d'accès à partir des zones de production.

Le projet comporte trois composantes comme suit :

- 1) Promotion d'alliances productives pour la commercialisation de viande de petits ruminants de qualité ;
- 2) Mise aux normes des produits d'abattage des petits ruminants et atténuation des risques environnementaux et sanitaires dans l'élevage des petits ruminants ;
- 3) Gestion du projet et montage institutionnel.

La durée du projet est de 4 ans et son coût est évalué à environ 4 200 000 USD soit environ 2 520 000 FCFA

Les partenaires de mise en œuvre seront les bailleurs qui désireront accompagner le processus, les institutions sous régionales, CEDEAO, UEMOA et leur pays membres la société civile, la confédération des fédérations nationales de la filière bétail viande de l'Afrique de l'Ouest (COFENABVI) et les organisations nationales des professionnels de la commercialisation (UNACBVI – BF, Interprofession bétail viande, ...), des exportateurs de petits ruminants au Burkina Faso. Le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques du Burkina Faso et la FAO seront les maîtres d'œuvre du développement du projet et de la mise en œuvre ultérieure du projet.

Projet 3. Contrôle des pathologies majeures chez les petits ruminants par une approche intégrée au Burkina Faso

Les principales contraintes de l'élevage sont les faibles disponibilités en aliments du bétail et les fortes mortalités, particulièrement en saison sèche. Chez les petits ruminants, la situation sanitaire reste marquée par la persistance de certaines pathologies majeures telles que la peste, les pasteurelloses et les maladies parasitaires (parasitoses gastro-intestinales, parasitoses externes). Les mouvements de transhumance et de commercialisation du bétail sont le plus incriminés dans les causes potentielles d'apparition et de dissémination de ces maladies.

L'impact zoo-économiques réel de ces différentes maladies sur les revenus des éleveurs et la performance de la chaîne de valeur des petits ruminants est malheureusement peu maîtrisé.

On estime approximativement les pertes annuelles liées seulement à la mortalité à 1,5 milliard en 2016 malgré quelques actions ponctuelles de projets ou d'ONGs et les efforts des services de l'Etat. Par exemple, les PR ont fait l'objet d'une campagne nationale pilote de vaccination contre la Peste des Petits Ruminants « PPR ») conduite en 2013 et 2014. Les résultats satisfaisants de ces interventions ponctuelles, militent à leur pérennisation pour soutenir la compétitivité des produits burkinabé dans les pays côtiers.

Il est à craindre une augmentation des risques sanitaires et environnementaux en raison de la progression prévisible des systèmes d'élevage urbains et périurbains et de la concentration en petits ruminants qui en résulte autour de ces villes.

L'objectif général du présent projet est de contribuer à l'amélioration de l'environnement zoo-sanitaire et à l'alimentation des petits ruminants pour leur meilleure compétitivité dans la sous-région.

Ce projet pilote sera mis en œuvre dans la Région l'Est. Avec son effectif de PR estimé en 2016 à 2 567 000 têtes et possédant toutes les races de petits ruminants, la Région de l'Est se prête bien à un projet d'amélioration de la santé et de l'alimentation des petits ruminants.

Le projet comprendra quatre composantes essentielles à savoir : (i) renforcement des capacités des services du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques, (ii) lutte contre les pathologies majeures chez les PR, (iii) Amélioration des systèmes d'élevage et d'alimentation des petits ruminants, (iv) gestion du projet. La durée du projet sera de 5 ans et son coût estimatif sera de 6 600 000 US dollars, soit environ 3 960 000 000 de FCFA.

Les partenaires de mise en œuvre seront les bailleurs qui désireront accompagner le processus, la société civile, la confédération des fédérations nationales de la filière bétail viande de l'Afrique de l'Ouest (COFENABVI) et les organisations nationales des professionnels de la commercialisation (UNACBVI – BF, Interprofession bétail viande, ...), des exportateurs de petits ruminants au Burkina Faso. Le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques du Burkina Faso et la FAO seront les maîtres d'œuvre du développement du projet et de la mise en œuvre ultérieure du projet.

CONCLUSION

L'analyse de la chaîne de valeurs des petits ruminants au Burkina Faso objet du présent rapport est une étape dans le processus de formulation de projets pilotes dans le cadre du projet « Small Ruminants Landscaping Grant (SRLG) ». La préparation du rapport s'est principalement appuyée sur une revue documentaire ; les données sur la filière petits ruminants sont peu fournies mais surtout anciennes et discontinues (absence de séries). Les informations documentaires ont été complétées par des investigations rapides sur le terrain dans six (06) régions administratives du pays (régions centre, Hauts Bassins, Nord, Centre Nord, est et Sahel).

Les échanges de petits ruminants et de leurs produits sont dominés par le commerce d'animaux sur pied aussi bien à l'intérieur qu'avec les pays côtiers (Côte d'Ivoire, Ghana, Bénin, Nigéria, Togo, Niger) au détriment de la viande malgré une volonté politique maintes fois réaffirmée d'inverser cette tendance. Le commerce des peaux, essentiellement tourné vers l'Europe, s'est effondré depuis fin 2014 après la fermeture de l'unique unité industrielle de traitement des cuirs et peaux du pays. Dans la chaîne de valeurs petits ruminants, le maillon commercialisation semble être celui à même d'avoir un effet d'entraînement sur les autres maillons (production, transformation) à cause surtout d'un marché sous régionale en constante progression. L'engagement du politique dans la recherche de nouveaux débouchés et la consolidation des marchés traditionnels est indispensable pour les exportateurs nationaux qui ont de très bonnes connaissances des marchés de la sous-région sur l'ensemble desquels le Burkina reste compétitif. L'accompagnement de l'Etat est un gage de sécurité supplémentaire pour les acteurs qui font entre autres face à d'énormes tracasseries lors des déplacements.

Le principal produit de la transformation des petits ruminants reste la viande qui est destiné au marché local. La viande fait très peu l'objet d'échange avec l'extérieur malgré que des missions commerciales aient révélé l'existence d'une potentielle demande dans la sous-région. L'inadéquation de l'infrastructure de transformation (non-respect des normes sanitaires et d'hygiène) et la défaillance ou l'inexistence de la chaîne de froid sont les points faibles à relever pour dynamiser le maillon et améliorer sa contribution à la performance du maillon commercialisation. La tendance à l'urbanisation offre de bonnes perspectives à la charcuterie qui reste cependant à un niveau de transformation embryonnaire ; les produits qui exigent la chaîne de froid ont une très faible pénétration du marché national.

Le système extensif d'élevage des petits ruminants reste le plus important (81% des élevages de petits ruminants). Il s'apparente pour l'espèce caprine et dans certaines régions à de la cueillette ; à l'opposé il existe de véritables entreprises d'embouche ovine qui produisent pour un marché lié essentiellement aux fêtes (Ramadan, Tabaski, Noël, Nouvel an).

Le problème d'alimentation des animaux reste la plus grande préoccupation des producteurs suivi de l'accès aux soins et de la sécurisation des aires de pâtures.

L'important rôle socioéconomique de la filière petits ruminants milite pour plus d'attention de la part de l'Etat et de ses partenaires au développement sur cette filière. A travers de

multiples et diverses actions (subvention des aliments et des équipements, renforcement des capacités techniques des éleveurs, mise place d'infrastructures structurantes, ...) il transparait une volonté politique qui n'est cependant pas soutenue par des investissements conséquents. Les projets pilotes sur : i) l'Amélioration de la compétitivité des PR sur pied à l'exportation, ii) l'Amélioration de la compétitivité de la viande de PR à l'exportation, iii) le Contrôle des pathologies majeures et l'amélioration de l'alimentation chez les petits ruminants, pourront être des sources d'investissements pour la promotion de la filière petits ruminants au Burkina Faso.

Références bibliographiques

1. Association pour la Promotion de l'Elevage au Sahel et en Savane (APESS) : 2013, Profil des exploitations familiales d'éleveurs en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Centre, 81 pages.
2. Association pour la Promotion de l'Elevage au Sahel et en Savane (APESS) : Eléments de bilan du soutien public à l'élevage au Burkina Faso depuis Maputo ; document de travail, 12 pages.
3. BAD, 2014 : Programme de Renforcement de la Résilience à l'insécurité alimentaire et Nutritionnelle au Sahel (P2RS)
4. Burkina Faso : 2004, Initiative Elevage Pauvreté et Croissance (IEPC), rapport provisoire, 141 pages.
5. Burkina Faso, 2016 ; Décret N°2016-298/PRES/PM/MRAH portant organisation du Ministère des ressources animales et halieutiques.
6. Burkina Faso, 2016 : Plan National de Développement Economique et Social (PNDES),
7. Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales : 2010, Analyse des chaines de valeur ajoutée des filières agro-sylvo-pastorales : bétail / viande, volaille, oignon, mangue ;
8. Programme d'Appui aux Filières Agro-Sylvo-Pastorales (PAFASP), 195 pages.
9. CIRAD-SAVOIRS, 2015 ; la peste des petits ruminants
10. CSAO-CILSS 2008, Profil de sécurité alimentaire. Burkina Faso.
11. DGESS /MRA, 2014 : Annuaire statistique du secteur de l'élevage. Ministère des ressources animales, Burkina Faso.
12. Direction Générale des Productions Animales du MRA (2014) : Situation des acteurs de la filière bétail – viande, 7 pages.
13. FAO, 2016 : Revue des filières Bétail – Viande & Lait et des politiques qui les influencent au Burkina Faso
14. FASONORM, 2009 ; Normes nationales : viande et produits carnés
15. IEPC, 2003 : Initiative « élevage, pauvreté et croissance ». Ministère des ressources animales, Burkina Faso.
16. INSD 2003 : Enquête prioritaire sur les conditions de vie des ménages (EPCVM). Institut national de la statistique et de la démographie, Burkina Faso.
17. INSD 2007 : Enquête annuel du Questionnaire unifié des indicateurs de base du bien-être (QUIBB) Institut national de la statistique et de la démographie, Burkina Faso.
18. MARH 2010 : Recensement général de l'agriculture. Ministère de l'agriculture et de l'hydraulique, Burkina Faso.
19. Ministère des Ressources Animales (MRA) : 2010, Elaboration du Plan d'actions pour le développement de la filière cuirs et peaux au Burkina Faso, Rapport final, 99 pages
20. Ministère des Ressources Animales (MRA), Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) : 2011, Contribution de l'élevage à l'économie et à la lutte contre la pauvreté, les déterminants de son développement, 80 pages.

21. Ministère des Ressources Animales : 2004, Deuxième Enquêtes Nationale sur les Effectifs du Cheptel, rapport final, Tome II, 77 pages.
22. Ministère des Ressources Animales : 2007, Plan d'Action pour le développement de la filière petits ruminants, rapport final, 91 pages
23. Ministère des Ressources Animales : 2010, Politique Nationale de Développement Durable de l'Elevage (PNDEL) au Burkina Faso, 55 pages.
24. Ministère des Ressources Animales ; Plans d'actions pour le développement des filières bétail-viande et petits ruminants. Première partie : Diagnostic des filières – Rapport final Diagnostic, 145 pages.
25. MRA 2010 : Plan d'actions et du programme d'investissements du sous-secteur de l'élevage (PAPISE). Ministère des ressources animales, Burkina Faso
26. MRA, 2009 ; Stratégie nationale de sécurisation alimentaire du cheptel (SNSAC)
27. MRA, 2014 : Programme de prévention et de gestion des crises et vulnérabilités dans le sous –secteur de l'Elevage au Burkina Faso
28. MRAH, 2012 ; stratégie nationale d'amélioration génétique des animaux d'élevage au Burkina Faso.
29. MRAH, 2017. Projet de programme d'activités 2017 du MRAH. Ouagadougou, Burkina Faso, 42 p. + annexes.
30. OSRO/BKF/204/ITA, 2016 ; Final report
31. ROUAMBA Jean-Paul : 2013, Revue des filières bétail/viande et lait au Burkina Faso, Rapport final, 51 pages

ANNEXES

Annexe 1. Concepts notes des projets pilotes partenariat public/privé

Projet pilote 1 : Amélioration de la compétitivité des petits ruminants sur pied à l'exportation

1. Problématique

L'exportation d'animaux et de produits animaux représente annuellement environ 26% des exportations totales en valeur du Burkina Faso. C'est le deuxième poste d'exportation du secteur primaire après le coton ; si l'on considère l'ensemble des trois secteurs économiques le sous-secteur élevage vient en troisième position, l'or occupant la première la place. Exportateur traditionnel de bétail sur pied dans la sous-région ouest africaine, l'histoire contemporaine de cette activité révèle trois crises majeures. Il s'agit de la dévaluation du naira en 1986 et 2016 et de la crise ivoirienne en 2002 ; pour les deux premières, les acteurs ont fait montre d'une résilience remarquable. La dévaluation du Franc CFA en 1994 a été sans doute la meilleure opportunité de relance de l'activité d'exportation des animaux au cours des trois dernières décennies. Les marchés traditionnels d'exportation sont les pays du littoral dont la position dans l'importance des importations a varié selon le temps. Les statistiques de 2010 à 2014 indiquent que le Ghana est la première destination des petits ruminants du Burkina, suivi de la Côte d'Ivoire, du Bénin, du Niger et du Togo. L'évolution positive de la demande sous régionale de viande du fait essentiellement de la croissance économique (6,4% l'an pour la zone UEMOA) et au croît de la population (>3% l'an pour la zone UEMOA) augure de bonnes perspectives pour le Burkina et les pays sahéliens en général en matière d'échanges d'animaux sur pied. Le Burkina tout comme les autres pays exportateurs de bétail (Mali, Niger, Mauritanie, Tchad,) est soucieuse de renforcer sa position d'exportateur sur les marchés traditionnels, de mieux pénétrer le marché nigérian, voir même conquérir de nouveaux marchés (Afrique centrale). Cependant, les échanges commerciaux inter-états d'animaux et de produits animaux subissent des entraves plus ou moins importantes selon les pays qui pèsent lourdement sur les frais commerciaux et par conséquent, ont un impact négatif sur le revenu des acteurs. Selon certaines évaluations les frais illégaux représenteraient une part importante des coûts directs des transactions et feraient perdre entre 24h et une semaine par voyage. Améliorer la compétitivité du Burkina sur le marché à l'exportation est indispensable pour maintenir le pays dans sa position de premier exportateur de PR dans la sous-région ; il pourrait même conforter sa position tout en améliorant les revenus de l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeurs des petits ruminants (de l'éleveur au commerçant exportateur).

Le potentiel d'accroissement de l'exportation des petits ruminants sur pied du Burkina dans la sous-région ouest africaine est important. Cependant l'acquisition des parts supplémentaires dans les marchés traditionnels et la pénétration de nouveaux marchés nécessitent que le

pouvoir public et les acteurs privés s'investissent dans la fluidification des échanges et le développement d'alliances productives surtout.

2. Objectifs du projet

Objectif général :

Contribuer à l'amélioration des performances des systèmes d'élevage des petits ruminants au Burkina Faso et de commercialisation dans la sous-région pour une meilleure compétitivité des PR sur pied du Burkina Faso.

Objectifs spécifiques :

Trois objectifs spécifiques sont définis pour le présent programme.

- ✓ Composante 1 : Amélioration des infrastructures de commercialisation dans la Région de l'Est;
- ✓ Composante 2 : Mise en œuvre de la législation communautaire;
- ✓ Composante 3 : Développement d'alliances productives ;
- ✓ Composante 4 : Gestion du projet et montage institutionnel.

3. Zone d'intervention

Le présent programme pilote sera d'avantage développé en détail et éventuellement mis en œuvre dans la Région de l'Est (Fada N'Gourma). Cette région abrite l'un des trois plus grands marchés à bétail du Burkina et constitue une plaque tournante des échanges de bétail/petits ruminants des régions du Sahel, du Centre Nord et du Centre Est et même du Niger. Les marchés d'exportation sont constitués du Ghana et la Côte d'Ivoire les deux plus importants marchés de destination des PR à l'extérieur du Burkina Faso.

4. Composantes et activités

Le projet comprendra quatre composantes qui sont :

4.1. Composante 1 : Amélioration des infrastructures de commercialisation des animaux sur pieds

Plusieurs infrastructures de commercialisation des animaux (marché à bétail, pistes à bétail,) sont déjà disponible dans la Région de l'Est.

Il s'agira dans cette composante, de réhabiliter ces infrastructures, d'en réaliser des nouveaux pour augmenter les capacités et de construire un abattoir moderne afin d'améliorer les conditions d'abattage des animaux non destinés à l'exportation.

4.2.Composante 2 : Mise en œuvre de la législation communautaire

Il s'agira dans cette composante, d'aider les acteurs des maillons de production et de commercialisation à produire et à commercialiser dans les normes afin de fournir des animaux de qualité respectueuses des textes communautaires en matière de commerce.

En effet, que ce soit au niveau de l'UEMOA (huit pays membres) que de la CEDEAO (15 pays membres) des textes communautaires en matière de commerce existent. Cependant il ressort de leurs analyses deux insuffisances majeures :

- la faiblesse de ces textes en matière de commerce d'animaux et produits animaux ;
- le manque de cohérence des textes entre les deux institutions (UEMOA, CEDEAO).

En plus il est noté un faible niveau de mise en œuvre de ces textes dans l'ensemble des espaces mais en plus une mise en œuvre différenciée selon les pays membres.

Tous ces éléments concourent à entraver lourdement les échanges intra-régionaux avec pour corollaire de renchérir les coûts de transactions par des taxes illégales entre autre et la perte de temps par l'allongement des délais des transactions. Il s'agira donc dans cette composante de mettre en œuvre les principales activités suivantes.

A1. : Evaluer les entraves (nature et coûts) à la fluidité des échanges commerciaux par une mesure effective du phénomène ; des enquêteurs seront mis à bord des convois pour enregistrer les temps des trajets, le temps mis pour les contrôles, les contrôles abusif, les frais légaux et illégaux, etc.

A2. : Former et informer les acteurs de l'administration sur l'application des textes communautaires (douane, police, gendarmerie,) poste de contrôle par poste de contrôle (services techniques et société civile).

Former et informer commerçants, convoyeurs sur l'application des textes communautaires dans leur base à Bobo Dioulasso (services techniques et société civile).

A3. : Renforcer la veille et le plaidoyer en impliquant la société civile dans chacun des pays (société civile et services techniques)

A4. : Faire une lecture croisée des textes communautaires afin de dégager les incohérences, les insuffisances, les éventuelles contradictions et faire des propositions d'harmonisation et de prise en charge pertinente des échanges commerciaux de bétail et produits animaux (juristes)

A5. : Vulgariser les textes communautaires auprès de tous les acteurs : traduire les textes en version pédagogique les reproduire et les mettre à la disposition des acteurs (société civile).

4.3. Composante 3 : Développement d'alliances productives

Sur le terrain il existe des alliances entre acteurs qui pourraient être consolidées. Certains marchands de petits ruminants disposent d'un réseau de collecteurs sur l'ensemble de leur zone d'influence. Ces collecteurs fournissent exclusivement ou en priorité leurs marchands et sont rémunérés de diverses façon selon que leur fonds de commerce est constitué de leurs ressources propres ou qu'il est mis à disposition par le(s) marchand (s). A partir de cet existant qui semble être une pratique généralisée (observée dans les régions Est, Hauts Bassins et Sahel), il s'agira de voir comment étendre cette alliance aussi bien en amont qu'en aval.

- En amont

Il s'agira de garantir un approvisionnement sûr et régulier du commerçant de bétail selon des besoins définis ou juste évalués à l'avance en fonction des opportunités du marché extérieur (animaux d'embouche pour les fêtes ou autres opportunités, animaux tout venant). Cette alliance pourrait se traduire par exemple par la fourniture de SPAI, de semences fourragères contre un engagement de vente exclusif ou de rémunération sur la base du nombre de têtes embouchés, les animaux et l'aliment étant entièrement fourni (cas de Ouahigouya). Dans la pratique la nature des alliances devrait être définie au cas par cas et pourrait s'étendre jusqu'à la structure de micro-finance. Selon les enquêtes auprès des bouchers de Kaya par exemple, les collecteurs de peaux avaient développé une alliance avec les bouchers qui consistait à leur fournir des fonds de roulement pouvant aller de 250 000 à plusieurs millions de FCFA contre la fourniture régulière d'une certaine quantité de peaux.

L'organisation de cette alliance en amont sera appuyée par le projet qui mettra en relation les commerçants de bétail avec les éleveurs de petits ruminants de la Région de l'Est, voire de certaines régions limitrophes. A cet effet des éleveurs de petits ruminants notamment les ménages pauvres et très pauvres seront organisés pour recevoir l'encadrement techniques appropriés et les appuis nécessaires à l'amélioration de leurs revenus par l'élevage des petits ruminants.

- En aval

Entre les marchands et les exportateurs de petits ruminants, il serait possible de développer des ententes gagnant-gagnant également. Des discussions approfondies avec les acteurs en présence permettraient de proposer des améliorations aux ententes informelles qui existent déjà ou d'inventer des nouvelles alliances profitables à chaque partie. La recherche de relation contractuelle avec des clients « sûrs » dans les pays de destination entrerait dans la même logique d'alliance productive. Elle intègrerait la diversification du marché vers d'autres grandes villes que les capitales Abidjan et Accra. Ainsi, des prospections seront réalisées sur les plus grandes villes de chacun des deux pays afin de négocier des accords de vente de PR sur pieds. L'analyse des statistiques d'offres, de ventes, de prix de divers sources (douanières, CILSS, COFENABEVI, marchés...) sur les marchés traditionnels de Port-Bouet et Accra devrait permettre de mieux appréhender la fluctuation annuelle de la demande de petits ruminants sur pied afin de mieux élaborer une stratégie d'approvisionnement des dits marchés. Ces se feront lors du développement du présent programme, mais vont se poursuivre lors d'une éventuelle mise en œuvre du programme.

4.4. Composante : Gestion du projet et montage institutionnel

Le projet est de type partenariat entre le public et le privé (PPP) sous la gestion technique et financière de la FAO en collaboration avec le Ministère des Ressources Animale et Halieutiques du Burkina Faso.

5. Les partenaires de mise en œuvre et leur rôle

Les partenaires de mise en œuvre seront les bailleurs de fonds qui désireront accompagner le processus ; les institutions sous régionales, CEDEAO, UEMOA et leur pays membres, la société civile, la confédération des fédérations nationales de la filière bétail viande de l'Afrique de l'Ouest (COFENABVI) et les organisations nationales des professionnels de la commercialisation (UNACBVI – BF, Interprofession bétail viande, ...), des exportateurs de petits ruminants au Burkina Faso.

6. Durée

Le présent projet sera développé pour une durée de mise en œuvre de quatre ans.

7. Budget

Le coût estimatif du projet est de 4 700 000 de dollars US soit environ 2 820 000 000 de FCFA répartie comme suit dans les différents composantes du projet.

Composantes	Coût en USD	Coût en FCFA (F CFA)
Composante 1. Amélioration des infrastructures de commercialisation dans la Région de l'Est	1 500 000	900 000 000
Composante 2. Mise en œuvre de la législation communautaire	1 000 000	600 000 000
Composante 3. Développement d'alliances productives	1 500 000	900 000 000
Composante 4. Gestion du projet et montage institutionnel (20%)	700 000	420 000 000
Total projet	4 700 000	2 820 000 000

Projet pilote 2 : Amélioration de la compétitivité de la viande de petits ruminants du Burkina Faso à l'exportation

1. Problématique

La transformation des petits ruminants en viande se fait par abattage dans des infrastructures agréées (abattoirs, aires d'abattage) où les mesures d'hygiène ne sont pas suffisamment maîtrisées du fait notamment d'une absence ou d'une insuffisance d'équipements pour l'écoulement et le traitement des eaux usées et du purin. La tuerie y est faite par saignée et l'habillage est réalisé de manière mécanique dans les abattoirs frigorifique de Bobo Dioulasso et Ouagadougou ; les opérations sont manuelles dans les aires d'abattage et abattoirs.

De même les autres modes de transformation de la viande (séchage, cuisson, grillade) sont parfois réalisés dans des conditions d'hygiène et de biosécurité en deçà des normes sanitaires requises.

Les infrastructures de transformation au Burkina Faso en 2016 étaient constituées de 403 aires d'abattages dont 48 non fonctionnels et de 23 abattoirs dont 3 non fonctionnels (DGESS, 2016 cité par MRAH, 2016).

Les abattages clandestins et la production de viandes foraines constituent également de sources potentielles d'insécurité sanitaire pour les consommateurs, engendre une concurrence déloyale par rapport aux infrastructures officielles, et autres acteurs qui comptent se professionnaliser dans la promotion de la compétitivité de la viande.

En vue d'accompagner les acteurs à mieux transformer la viande, l'Etat met à leur disposition des équipements à prix subventionné. Des actions de mise à niveau des abattoirs frigorifiques de Bobo Dioulasso, de Ouagadougou ont été menées par l'Etat, sans produire les résultats escomptés.

Aussi, l'Etat encourage la création d'abattoirs privés comme celui de Tanghin Dassouri avec plusieurs demandes d'ouverture qui sont en étude au niveau du MRAH.

Par ailleurs, l'Etat a défini les normes de qualité de la viande. Elles doivent servir aux transformateurs dans la production de la viande et aux consommateurs pour le contrôle de la qualité.

Parallèlement, des transformateurs se sont professionnalisés dans la production de la viande de bonne qualité, répondant aux normes nationales et internationales. Ils ont investi dans des unités spécialisées (infrastructure et équipement) dans les grandes villes (Ouagadougou, Bobo Dioulasso, Koudougou et Ouahigouya). Ils ont mis en place des charcuteries modernes pour approvisionner le marché national et le marché extérieur.

Des transformateurs ont mené des investigations en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Ghana pour tisser des relations commerciales avec des acheteurs.

Le Burkina compte un potentiel de petits ruminants (24 584 000 tête en 2016) dont l'amélioration de la part transformée peut accroître la valeur ajoutée de la filière des petits ruminants. Les statistiques officielles de production de viande « contrôlée » (abattage contrôlée) font état d'une moyenne de 11 632 tonnes par an sur la période 2010 – 2014 avec une augmentation moyenne de 7% l'an. La position centrale du Burkina Faso par rapport aux

pays côtiers, dont le Bénin, le Togo, le Ghana et la Côte d'Ivoire, importateurs de la viande extra africaine lui offre l'opportunité d'approvisionner ces pays en viande par voie terrestre et aérienne.

Les actions ci-dessus énumérées sont des opportunités qui mettent en évidence la volonté politique de l'Etat de promouvoir la viande de bonne qualité à travers l'investissement du secteur privé dans le maillon de la transformation.

Cependant des incertitudes et autres contraintes doivent être levées en vue de valoriser la pénétration de ces marchés.

En effet, les transformateurs doivent mieux connaître toutes les caractéristiques du marché de la viande de ces pays. Ils doivent développer et mettre en place une chaîne d'approvisionnement allant des bouchers aux éleveurs (alliances productives). Les infrastructures d'abattage des animaux doivent être aux normes internationales et sécurisantes. Tous les acteurs qui seront impliqués dans la chaîne d'approvisionnement des marchés extérieurs doivent se doter de capacités financières, techniques requises pour satisfaire aux exigences des clients.

Le programme permettra de créer les bases d'un développement soutenu de la filière petits ruminants. Il mettra en place une approche de renforcement de la compétitivité du maillon de la transformation qui aura des retombées positives sur les autres maillons et leurs acteurs directs. Etant un programme pilote, il testera des mécanismes de collaboration entre les acteurs. Il les initiera à produire et à s'organiser selon les exigences du marché.

2. Objectifs

Objectif général

Contribuer à l'amélioration de la compétitivité de la viande de petits ruminants répondant aux normes de sécurité sanitaire pour un meilleur accès aux marchés extérieurs.

Objectifs spécifiques

- 1) Développer des mécanismes d'atténuation des risques environnementaux et sanitaires ;
- 2) Soutenir la mise en place, le développement et le fonctionnement d'alliances productives pour répondre aux exigences du marché régional de la viande ;
- 3) Appuyer les exportateurs à mieux positionner la viande burkinabé sur le marché sous régional et africain ;
- 4) Améliorer les compétences technico économique et financières des bouchers et des éleveurs ;
- 5) Améliorer les conditions de transport de la viande ;
- 6) Faciliter l'accès des acteurs au financement ;

3. Zones d'intervention

Le projet sera mis en œuvre dans la Région du Centre (Ouagadougou). La Région Centre est celle qui concentre les services centraux des services techniques d'élevage, les unités de production d'aliments, les vétérinaires privés et les organisations faitières d'éleveurs. Ce dispositif intentionnel est propice pour l'appui à l'amélioration de la situation sanitaire et d'alimentation des petits ruminants. Situé au Centre du Burkina Faso la mise en œuvre du

programme permettra de toucher toutes les autres régions du Burkina pour l'approvisionnement en petits ruminants pour la production de viande de petits ruminants.

4. Composantes et activités du projet

Le projet sera composé de 3 composantes ; 1) Promotion d' alliances productives pour la commercialisation de viande de petits ruminants de qualité; 2) Mise aux normes des produits d'abattage des petits ruminants et atténuation des risques environnementaux et sanitaires au Burkina Faso ; 3) Gestion du projet et montage institutionnel.

Des opérateurs privés ont une expérience d'exportation de la viande en Côte d'Ivoire. Ils ont prospecté le marché de l'Afrique Centrale qui semble promoteur. D'autres pays côtiers qui importent de la viande extra africaine constituent des marchés potentiels. Ce sont des marchés proches des transformateurs qui peuvent être faciles à maîtriser. Ainsi, le Ghana, le Togo, le Bénin et le Nigeria peuvent être explorés.

Cependant, les transformateurs burkinabés doivent approfondir leurs connaissances de ces marchés en vue de mieux se préparer à les approvisionner et de faire face à la concurrence. Une étude de marchés détaillée sera indispensable. Les résultats de l'étude doivent permettre aux exportateurs de viande de mieux connaître le marché de la viande. De ce fait, les Termes de Référence de l'étude doivent être élaborés en étroite collaboration avec les exportateurs. Ils doivent fournir entre autres informations :

- ✓ Le rapport qualité coût de la viande extra africaine ;
- ✓ Les normes de qualité exigées ;
- ✓ Les modes opératoires des importateurs ;
- ✓ La réglementation sur les importations de la viande en provenance des pays de la CEDEAO (y compris la documentation à fournir) et la réglementation appliquées dans les pays concernés ;
- ✓ La liste, les contacts, les quantités annuelles d'achat des importateurs ;
- ✓ Les périodes de pointe d'achat et les niches à exploiter ;
- ✓ Les stratégies des fournisseurs ;
- ✓ Les coûts de transports (voie aérienne, voie terrestre).

4.1. Composante 1: Promotion d'alliances productives pour la commercialisation de viande de petits ruminants de qualité

Le but des alliances productives dans le maillon de la transformation est de permettre aux différents acteurs jouant un rôle stratégique dans la compétitivité de la viande, de travailler ensemble dans le cadre d'une approche gagnant – gagnant. Les alliances productives doivent permettre d'assurer la compétitivité de la viande tant à l'exportation qu'à l'intérieur. Les différents acteurs doivent développer et mettre en œuvre des règles commerciales.

Des initiatives existent déjà. Des transformateurs collaborent avec des fournisseurs fidélisés pour approvisionner le marché national. L'ouverture des marchés extérieurs à la viande du Burkina nécessite que les alliances existantes soient étoffées et que d'autres soient créées pour permettre aux transformateurs de respecter les engagements internationaux en quantité et en qualité.

Le projet appuiera les différents acteurs à développer leur chaîne d'approvisionnement à disposer des compétences techniques et économiques pour respecter les exigences de qualité et de quantité de ses clients.

Les acteurs directs qui prendront part aux alliances productives sont les transformateurs, les producteurs, les bouchers, les commerçants, les distributeurs d'intrants et de produits vétérinaires ainsi que les vétérinaires privés. Un plan d'action commun aux alliances productives sera élaboré. Le plan d'action commune comportera les actions communes de plaidoyer, les rencontres périodiques d'évaluation des accords et négociations entre acteurs, de fixation des règles de gouvernance du maillon, d'informations sensibilisation et éducation.

Des plans d'actions spécifiques, ciblés et adaptés seront élaborés pour chaque catégorie d'acteurs. Les plans d'actions spécifiques seront centrés sur le renforcement des capacités techniques, économiques et organisationnelles des différents acteurs. Les actions permettront à chaque catégorie d'acteurs selon sa position dans le maillon de disposer des compétences et aptitudes pour respecter les exigences de qualité, de quantité et de délais de livraison établies par les études de marché. L'élaboration des plans d'actions spécifiques doit être conduite avec la forte implication de l'ensemble des acteurs.

En plus des plans d'actions, les alliances productives seront accompagnées à établir la chaîne de création et de répartition de la valeur ajoutée et de revenus. Ces informations permettront aux parties prenantes de mieux négocier les accords commerciaux et permettront d'assurer l'équité entre les acteurs.

Les alliances productives seront appuyées par des facilitateurs, qui pourraient être les services techniques de l'Etat, les institutions financières, les transporteurs, les partenaires techniques et financiers etc.

Les actions qui structureront la composante et qui feront l'objet d'actions lors du développement du présent programme ou de la phase de mise en œuvre seront entre autres:

- Information sensibilisation des acteurs sur les opportunités commerciales, les exigences en qualité, en quantité et en délais de livraison ;
- Identification des acteurs ;
- Mise en place de mécanismes et de cadre de collaboration entre les acteurs pour répondre aux exigences du marché ;
- Diagnostic des capacités techniques, financières et organisationnelles actuelles des acteurs identifiés en rapport avec les exigences des marchés ;
- Renforcement des capacités techniques, financières et organisationnelles pour répondre aux exigences du marché ;
- Types de contribution/apport des acteurs aux actions complémentaires ;
- Elaboration des itinéraires techniques de production et d'hygiène en rapport avec les exigences du marché ;
- Formation des acteurs sur la contractualisation ;
- Formations des acteurs sur les itinéraires techniques de production et d'hygiènes ;
- Organisation de la mise en relations commerciales des transformateurs avec les clients identifiés et répertoriés par les études de marché ;
- Facilitation de l'accès des acteurs au financement ;
- Etc..

Par ailleurs, des opérateurs privés ont une expérience d'exportation de la viande en Côte d'Ivoire. Ils ont prospecté le marché de l'Afrique Centrale qui semble promoteur. D'autres pays côtiers qui importent de la viande extra africaine constituent des marchés potentiels. Ce sont des marchés proches des transformateurs qui peuvent être faciles à maîtriser. Ainsi, le Ghana, le Togo, le Bénin et le Nigeria peuvent être explorés.

Cependant, les transformateurs burkinabés doivent approfondir leurs connaissances de ces marchés en vue de mieux se préparer à les approvisionner et de faire face à la concurrence. Une étude de marchés détaillée sera indispensable. Les résultats de l'étude doivent permettre aux exportateurs de viande de mieux connaître le marché de la viande. L'étude devra fournir est des périodes bien indiquée :

- Le rapport qualité coût de la viande extra africaine ;
- Les normes de qualité exigées ;
- Les modes opératoires des importateurs ;
- La réglementation sur les importations de la viande en provenance des pays de la CEDEAO (y compris la documentation à fournir) et la réglementation appliquées dans les pays concernés ;
- La liste, les contacts, les quantités annuelles d'achat des importateurs ;
- Les périodes de pointe d'achat et les niches à exploiter ;
- Les stratégies des fournisseurs ;
- Les coûts de transports (voie aérienne, voie terrestre).

4.2. Composante 2: Mise aux normes des produits d'abattage des petits ruminants et atténuation des risques environnementaux et sanitaires dans l'élevages des petits ruminants

L'exportation de la viande nécessite que le Burkina compte des infrastructures d'abattage qui répondent aux normes sanitaires. Il en est de même pour la viande vendue dans le marché intérieur. Des transformateurs n'ont pas pu nouer des relations commerciales avec des clients de la sous-région parce que l'abattoir frigorifique de Ouagadougou ou de Bobo Dioulasso, n'ont pas inspiré confiance aux clients. La condition première pour promouvoir la viande du Burkina serait la mise à niveau des infrastructures d'abattage.

L'Etat encourage la création d'abattoirs privés. Ce qui pourrait intéresser des investisseurs privés. La viande vendue sur le marché intérieur doit provenir des infrastructures qui répondent aux normes. Il s'agit d'une question de santé publique. Cela suppose que les bouchers qui ravitaillent le marché intérieur en tiennent compte.

Pour atténuer les risques environnementaux et sanitaires des actions seront entreprises pour créer les conditions appropriées d'abattage. Ces actions porteront sur les infrastructures d'abattage, de conservation, des moyens de transport et la formations des chevillards/bouchers.

En ce qui concerne les infrastructures, les actions porteront sur :

- La mise à niveau de l'abattoir de Ouagadougou : mise en place de système de gestion (y compris de valorisation) des déchets solides et liquides ;
- Le développement d'un environnement favorable à la création d'abattoirs privés à travers l'élaboration de référentiels technico économiques d'abattoirs à mettre à la disposition des investisseurs et pour éclairer l'Etat ;

- Le renforcement des contrôles des abattages ;
- Le renforcement des inspections dans les marchés ;
- Sensibilisation et plaidoyers à l'endroit des institutions grosses structures consommatrices de viande (les hôpitaux, les restaurants universitaires, les garnisons, les hôtels) pour les amener à s'approvisionner auprès des bouchers agréés à l'abattoir).

Pour les chevillards / bouchers, les actions porteront sur la sensibilisation, l'information et l'éducation sur les bonnes pratiques de production et d'hygiène, à la coupe et à la découpe, au désossage de la viande, au traitement du 5ème quartier, à l'emballage, à la législation en vigueur et aux normes à respecter en matière d'hygiène et de salubrité des viandes.

4.3. Composante 3: Gestion du projet et montage institutionnel

Le programme est de type partenariat entre le public et le privé (PPP) sous la gestion technique et financière de la FAO en collaboration avec le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques du Burkina Faso.

5. Les partenaires de mise en œuvre et leurs rôles

Les partenaires de mise en œuvre seront les bailleurs de fonds qui désireront accompagner le processus ; les institutions sous régionales, CEDEAO, UEMOA et leur pays membres. Au niveau des acteurs de la filière au niveau du Burkina, il s'agira de :

- L'interprofession du bétail et de la viande ;
- Les institutions financières ;
- Les charcutiers professionnels ;
- Les organisations nationales des professionnels de la commercialisation : UNACBVI – BF ;
- Les vétérinaires privés ;
- Les distributeurs et fabricants d'aliments ;
- Les distributeurs de produits vétérinaires ;
- Etc.

6. Durée du projet

La durée du projet sera de 4 ans et la date de démarrage de la mise en œuvre dépendra de la mobilisation des ressources financières nécessaires.

7. Budget

Le coût estimatif du programme est de 4 200 000 de dollars US soit environ 2 520 000 000 de FCFA répartie comme suit dans les différents composants du projet.

Budget estimatif du projet

Composantes	Coût en USD	Coût en FCFA (F CFA)
Composante 1. Promotion d'alliances productives pour la commercialisation de viande de petits ruminants de qualité	1 500 000	900 000 000
Composante 2. Mise aux normes des produits d'abattage des petits ruminants et atténuation des risques environnementaux et sanitaires dans l'élevage des petits ruminants	2 000 000	1 200 000 000
Composante 3. Gestion du projet et montage institutionnel (20%)	700 000	420 000 000
Total projet	4 200 000	2 520 000 000

1. *Projet pilote 3 : Contrôle des pathologies majeures chez les petits ruminants par une approche intégrée au Burkina Faso*

Problématique

L'environnement zoo-sanitaire du Burkina, qualifié actuellement de relativement satisfaisant, engendre néanmoins une incidence économique négative sur la chaîne de valeurs du bétail et de la viande. Chez les petits ruminants, la situation sanitaire reste marquée par la persistance de certaines pathologies majeures telles que la peste, les pasteurelloses et les maladies parasitaires (parasitoses gastro-intestinales, parasitoses externes). Les mouvements de transhumance et de commercialisation du bétail sont le plus incriminés dans les causes potentielles d'apparition et de dissémination de ces maladies.

Malgré les interventions des services étatiques et privés, les pathologies animales persistent et entraînent des pertes économiques relativement importantes du fait des mortalités (le plus souvent sur la classe des jeunes) et des réductions de la production des adultes.

En sus de ces maladies contagieuses, ce sont les maladies parasitaires qui engendrent les plus grandes pertes économiques pour le cheptel de petits ruminants du pays.

L'impact réel de ces différentes maladies sur les résultats zoo-économiques des petits ruminants est malheureusement peu maîtrisé mais on estime les pertes annuelles liées seulement à la mortalité à 1,5 milliard en 2016 pour les éleveurs de la Région ; les éleveurs ont rarement recours aux services vétérinaires (publics ou privés) pour les soins de PR.

Néanmoins, quelques actions ponctuelles de projets ou d'ONGs ont visé la santé des PR. De même, les PR ont fait l'objet d'une campagne nationale pilote de vaccinations contre la Peste des Petits Ruminants « PPR ») conduite en 2013 et 2014 financé par la Fondation Bill et Melinda Gates.

Les résultats de ces interventions ponctuelles, bien que satisfaisants ne peuvent assurer un environnement zoo-sanitaire sain ni pour la production ni pour l'exportation des petits ruminants sur pieds et de la viande, pourtant compétitifs dans les pays côtiers.

Il est même à craindre une augmentation des risques sanitaires et environnementaux en raison de la progression prévisible des systèmes d'élevage urbains et périurbains et de la concentration en petits ruminants qui en résulte autour de ces villes.

La réduction de la mortalité des petits ruminants par un meilleur contrôle des pathologies majeures aura sans doute des retombées positives sur l'ensemble de la chaîne de valeurs et particulièrement pour les éleveurs dont une bonne partie vit en dessous du seuil de pauvreté.

Par ailleurs, l'alimentation des petits ruminants, surtout en saison sèche est une contrainte majeure des petits ruminants. Dans le système d'élevage extensif où les animaux recherchent

l'essentiel de leur alimentation, les pâturages lointains sont exploités avec des risques de pertes et de vols. Dans le système intensif ou semi-intensif, les coûts des aliments concentrés se renchérissent durant la saison sèche et rendent les coûts de production élevés. Le présent programme devrait appuyer à réduire les coûts de l'alimentation des petits ruminants et à rendre plus disponible les aliments du bétail en vulgarisant d'avantage les aliments concentrés et en augmentant la disponibilité du fourrage, par les cultures fourragères, l'aménagement des pâturages, la valorisation des résidus de culture et la fauche et conservation du fourrage naturel.

2. Objectifs

➤ Objectif Général :

Contribuer à l'amélioration de l'environnement zoo-sanitaire et à l'alimentation des petits ruminants pour leur meilleure productivité.

➤ Objectifs spécifiques :

- Développer les capacités techniques et opérationnelles des services publics et privés de santé et de production animale ;
- Renforcer la surveillance épidémiologique dans les systèmes d'élevages et sur les corridors d'exportations des petits ruminants ;
- Renforcer le contrôle sanitaire des animaux et de la viande à l'intérieur du pays et aux frontières ;
- Conduire des campagnes annuelles de vaccination et de déparasitage contre les pathologies majeures des PR (PPR, Pasteurellose, parasitoses...)
- Assurer la santé animale de proximité ;
- Améliorer l'alimentation des petits ruminants par la vulgarisation de l'aliment bétail, les cultures fourragère, l'amélioration des parcours, la fauche et conservation du fourrage et la valorisation des sous-produits agricole et des résidus de récoltes.

3. Zone d'intervention

Le projet pilote sera mis en œuvre dans la Région de l'Est (Fada N'Gourma) du Burkina Faso. Cette région a un effectif de PR estimé en 2016 à 2 567 000 têtes et se place en termes d'effectifs, en quatrième position après les régions du Sahel, du Centre-Ouest et du Centre Nord. En outre la région fait frontière avec les régions du Centre Est et du Sahel et possède de ce fait toutes les races de petits ruminants existantes dans le Pays. Les animaux reçoivent peu d'égards et les rares interventions sanitaires s'observent dans des cas de traitement d'urgence. Les services publics et privés de santé animale ont des capacités humaines et logistiques faible par rapport aux besoins d'intervention et de soutien des éleveurs.

4. Composantes et activités

Le projet comprend les composantes suivantes :

4.1. Composante 1 : Renforcement des capacités des services vétérinaires et de vulgarisation

Les activités de cette composante concourent à donner plus de moyens d'intervention aussi bien aux services vétérinaires et de vulgarisation qu'aux vétérinaires en clientèle privé. Il s'agira particulièrement de :

- Assurer la formation continue des agents de santé et de production animale ;
- Assurer la disponibilité des produits vétérinaires (mise en œuvre de la CAMVET) ;
- Doter les services vétérinaires publics et privés en matériel et moyens d'intervention ;
- Renforcer le circuit de distribution des intrants zoo sanitaires.

4.2.Composante 2 : Lutte contre les pathologies majeures chez les PR

L'objectif dans cette composante est de parvenir à une maîtrise et une gestion de la santé des petits ruminants au travers des prestations de services impliquant un partenariat entre les services vétérinaires publiques, les vétérinaires privés, les techniciens installés en clientèle privée et les auxiliaires d'élevage. Il s'agira particulièrement de :

- assurer une santé animale de proximité
- encourager et soutenir l'installation des vétérinaires privés et techniciens en visant, à terme, une couverture géographique nationale
- développer et professionnaliser le métier d'auxiliaire et le partenariat vétérinaire/auxiliaire.
- Assurer une bonne couverture vaccinale de l'effectif de PR de la Région.

4.3. Composante 3. Amélioration des systèmes d'élevage et d'alimentation des petits ruminants

Il s'agira dans cette composante :

- d'appuyer les unités de production Sous-Produits-Agro-industriels à mettre à la disposition des éleveurs les SPAI en quantités et en qualité suffisantes par la mise en place de boutiques de ventes de SPAI à travers tout le pays,
- d'appuyer les éleveurs pour la pratique de la cultures fourragères et la fauche et conservation du fourrage,
- d'appuyer les éleveurs et les communes pour la restauration des pâturages et des aires de pâture.

4.4.Composante 4 : Coordination et gestion

Le programme est de type partenariat entre le public et le privé (PPP) sous la gestion technique et financière de la FAO en collaboration avec le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques du Burkina Faso.

5. Les partenaires de mise en œuvre et leurs rôles

Les partenaires de mise en œuvre seront les bailleurs de fonds qui désireront accompagner le processus ; les institutions sous régionales, CEDEAO, UEMOA et leur pays membres. Au niveau des acteurs de la filière au niveau du Burkina, il s'agira de :

- Les services privés de santé animale (vétérinaires mandataires, cabinets de soins, auxiliaires d'élevage)
- Les organisations d'éleveurs

Les distributeurs et fabricants d'aliments ;

Les distributeurs de produits vétérinaires ;

Etc.

6. Durée

La durée du programme sera de cinq ans et débutera dès la mobilisation des ressources.

7. Budget

Le programme a un coût estimatif de 6 600 000 de dollars US soit environ 3 960 000 000 de FCFA répartie comme suit dans les différents composantes du projet.

Budget estimatif du projet

Composantes	Coût en USD	Coût en FCFA (F CFA)
Composante 1. Renforcement des capacités des services vétérinaires et de vulgarisation	1 500 000	900 000 000
Composante 2. Lutte contre les pathologies majeures chez les PR	2 000 000	1 200 000 000
Composante 3. Augmentation de la disponibilité des aliments pour les petits ruminants au Burkina Faso	2 000 000	1 200 000 000
Composante 4. Gestion du projet et montage institutionnel	1 100 000	660 000 000
Total projet	6 600 000	3 960 000 000

Annexe 2. Liste des acteurs de la filière rencontrés

Période	Régions	Rencontres	Participants
5/12/2016	Centre / Ouagadougou	Dr Diarra, grossiste de médicaments vétérinaires	1
		Nougara Boukary, DG charcuterie moderne	1
		Dr Ouédraogo Adama, DG SOFAB	1
16/11/2016	Centre / Ouagadougou	OUEDRAOGO Michel, Programme d'Appui FASP	1
28/11/2016	Centre / Ouagadougou	BAMA/OUILI Huguette ; Maison de l'entreprise (ME)	1
3/02/2017	Centre / Ouagadougou	SAWADOGO T. Thomas, COFENABVI – AO	1
3/02/2017	Centre / Ouagadougou	DEME Moctar, Groupe SODEM	1
13/02/2017	Centre / Ouagadougou	OUEDRAOGO Mamadou, SOGEAO	1
13/02/2017	Centre / Ouagadougou	GNANDA Isidore, INERA	1
6 au 8/12/2016	Nord / Ouahigouya	Représentants des trois maillons de la filière PR	32
		Emboucheurs de PR	2
		Commerçant de bétail	2
		Bouchers	3
		Direction régionale des RAH	1
		Etablissement Guiro Bassirou	1
13 au 15/12/2016	Hauts Bassins / Bobo Dioulasso	Emboucheurs	19
		Commerçants de bétail	18
		Transformateurs (charcutiers & bouchers)	8
		Ouédraogo Hamed, Commerçant de SPAI	1
		SN CITEC, producteur aliment bétail	2
		Abattoir frigorifique de Bobo Dioulasso	2
		Dr Sidibé Inoussa, clinique et pharmacie vétérinaire	1
19 au 20/12/2016	Est / Fada	AGROPA, Traoré Saïdou, gérant	1
		Dr. ZAGARE, pharmacie et clinique vétérinaire	1
		Femmes emboucheurs de PR de l'union communale des emboucheurs de Fada	3
		Union des commerçants et exportateurs des PR du Gourma	
20 au 21/12/2016	Centre Nord / Kaya	Emboucheurs et commerçants de bétail	13
		Groupe de bouchers	5
21 au 22/12/2016	Sahel / Dori	Commerçants exportateurs de PR	3
		Emboucheurs	7
		Eleveurs naisseurs	8

Annexe 3. Paramètres zootechniques des petits ruminants

Paramètres Zootechniques	OVINS		CAPRINS	
Taux de croît (%)	3		3	
Taille moyenne des troupeaux (tête)	30± 6		26 ± 5	
Composition des troupeaux (%):	Mâles	Femelles	Mâles	Femelles
▪ <i>Jeunes</i>	19,80	22,60	22,40	26,30
▪ <i>Elèves</i>	6,10	10,80	4,80	11,20
▪ <i>Adultes</i>	3,50	37,20	2,20	33,10
Age à la première mise bas (mois)	23		20	
Intervalle entre mise bas	11,6		13	
Taux de fécondité (%)	1,05		1,04	
Taux de fertilité (%)	0,8		0,9	
Taux de prolificité (%)	1,08		1,3	
Taux de reproduction annuelle	1,21 agneau / brebis		1,32 chevreau/chèvre	
Taux de mortalité :	Ovins		Caprins	
▪ <i>0 - 1 an (%)</i>	17,30		18,30	
▪ <i>1 - 2 ans</i>	7,50		6,50	
▪ <i>>= 3 ans</i>	9,20		3,80	
Taux d'exploitation :				
▪ <i>0 - 1 an (%)</i>	18,10		23,20	
▪ <i>1 - 2 ans</i>	37,40		51,40	
▪ <i>>= 3 ans</i>	10,90		38,90	
Poids carcasse (kg)	9		8	
Exploitation ensemble des troupeaux	26,00		32,00	

Source : DGESS/MRA, 2014

Annexe 4 : Localisation des unités de production d'aliments bétail au Burkina Faso

Localisation	Nom ou Raison Sociale de l'unité	Type d'aliments de bétail produits	Capacité de production (t/j)	Conditionnement	Prix / t (FCFA)
Centre/Ouagadougou	SATOL	Tourteaux de coton	3 t /j	Sac de 50 kg	55 000
	MINOR	Son en état	6 t /j	Sac de 40 kg	55 000
	ZIDA SENI	Aliment Volaille	1 t /j	Varié	165 000 à 190 000
	MOABLAOU	Pondeuse Poulettes Poussins	6 t /j	Sac de 50 kg	185 000 180 000 190 000
	SOFAB-sa	-Aliment bovin, petits ruminants, volaille		Sac de 50 kg	
	International de Céréales et des Oléagineux (ICO)	Aliment bétail et volaille		Sac de 50 kg	
	MAXIFORM	Aliment bovin, petits ruminants -		Sac de 50 kg	
Nord/Ouahigouya	SOPECOB / UPABY	Aliments composés pour bétail et Volailles	40 t /j	Sac de 20 kg et Sac de 40 kg	90 000 180 000
HAUTS Bassins/Bobo Dioulasso	JOSSIRA	Tourteaux Coques Aliments bétail	15 330 2 100 15 330 T/an	Sac de 50 kg	56 000 (60 000)
	ALIMAT	Pondeuse Poussins	8 t à 10 t /j	Sac de 50 kg	85 000 87 000
	SINA	Tourteaux de 50 j	2 t /j	Sac de 50 kg	53 000
	SN-CITEC*	Tourteaux Coques Aliments bétail	20 000 6 000 20 000 T/An	Sac de 50 kg	
	ETA - BBF	Tourteau de co ton	10 t /j	Sac de 50 kg	55 000 à 60 000
	SOFIB *	Tourteau Coques	14 600 1 000 T/An	Sac de 50kg	
Boucle Mouhoun/Dédougou	STPA ex SOPRIMO	-Tourteau de coton -Son de riz	300 T/mois 100 T/m	Sac de 50kg	40 000 à 45 000 la Tonne
	Huileries Coulibaly Moussa et Fils	Tourteau de coton	60 T/mois	Sac de 50 kg	35 000 à 40 000 la Tonne
	Huileries TIBI SEKOU	Tourteau de coton	300 T/Mois	Sac de 50 kg	35 000 à 40 000 la Tonne
Cascades/Banfora	Minoterie du Faso	Aliment bétail		Sac de 50 kg	

Source : DGPA / MRAH